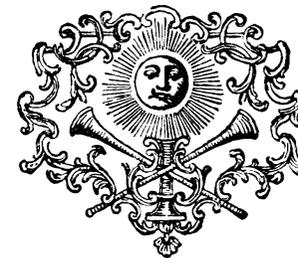


LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
ce serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



IV^e ANNEE, NUMERO 2, JUILLET 1962

LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste est la revue d'un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen. Sa base théorique particulière est la demystification de la justification idéologique des Etats souverains (la nation). Sa base pratique actuelle est la tentative de déplacer la lutte politique des domaines nationaux au champ supranational. *Le Fédéraliste* se propose d'étudier le sens du cours de l'histoire, les aspects du processus du pouvoir, la situation des cadres conceptuels de la connaissance politique, dans le but de rendre possible une action politique autonome. *Le Fédéraliste* est jumelé avec *Der Foederalist*, de Frankfurt, que dirige Claus Schöndube. Il a été publié pendant trois ans en italien. Pour ne pas limiter ses lecteurs aux seuls Italiens et pour tenir la promesse faite dès le départ, il sort maintenant en français et compte sortir plus tard en anglais. Il vit grâce aux abonnements et à la publicité. A la fin de chaque année est publié le bilan.



Quatre numéros par an

Le numéro 3 NF - 300 l. Abonnement de soutien 25 NF - 2500 l.
Abonnement 10 NF - 1000 l. Abonnement méritoire 50 NF - 5000 l.

Direction et Administration: Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688
Rédaction milanaise: Via Pietro Mascagni 6, Milano. *Rédaction lyonnaise:* B. Lesfargues, 324 rue Garibaldi, Lyon 7 - CCP. n. 5654-32, Lyon.

L'ouverture à gauche, en Italie

TABLE DES MATIERES

<i>L'ouverture à gauche, en Italie</i>	p. 123
MARIO ALBERTINI, <i>La politique</i>	» 139
LUDWIG DEHIO, <i>La continuité de l'histoire germano-prussienne de 1640 à 1945</i>	» 162

LES FAITS ET LES IDEES

<i>Lord Bertrand Russell et le problème de la paix</i> (m.s.)	» 180
<i>L'Europe des Etats, l'Europe du Marché Commun et l'Europe du peuple fédéral européen</i> (m.a.)	» 187
<i>Trois congrès (mais aucune idée...)</i> (a.c.)	» 194
<i>A propos d'« Etats généraux »</i> (a.c.b.)	» 199

LES LIVRES

The Institute for studies in Federalism, <i>Essays in Federalism</i> (f.r.)	» 201
Club Jean Moulin, <i>L'Etat et le citoyen</i> (a.c.b.)	» 204

Le problème de l'ouverture à gauche, en Italie, n'est pas très facile à comprendre car il s'est posé dans une atmosphère d'apathie et de surdité politique remarquables. Et le fait que cette nouvelle expérience politique soit née sans qu'il y ait eu de débat profond, tend à en cacher le caractère. D'autre part les protagonistes de cette expérience affirment qu'elle représenterait un tournant politique fondamental dans l'histoire de l'Italie, une innovation dans les structures de l'Etat italien. Il est donc nécessaire de prendre en considération — de façon sommaire — le tableau storico-politique de l'Etat italien, si l'on veut pouvoir évaluer la signification et la portée réelles du centre-gauche.

La première constatation historique que l'on doit faire est la suivante: en Italie, depuis que l'Etat a été constitué, la gauche a toujours été divisée en deux parties dont l'une, substantiellement éversive, révolutionnaire, est en opposition non seulement avec le gouvernement mais avec le régime lui-même, et dont l'autre, est fidèle non seulement à l'Etat, mais aussi à la « structure politique » caractéristique de l'histoire italienne, à laquelle on a donné le nom de « parti unique de gouvernement » (1).

A la base de cette division de la gauche et de la structure du parti unique de gouvernement se trouvent une constante de caractère économique-social et une constante de caractère po-

(1) L'expression a été employée par exemple par Lelio Basso (entre autres) bien que sans une conscience exacte de sa signification politico-constitutionnelle. Par cette expression on tend essentiellement à dénoter l'élément spécifique d'un régime démocratique, au sens formel du mot, dans lequel un seul parti détient et peut détenir le pouvoir, ce qui signifie que: a) on ne peut pas renverser le gouvernement de ce parti sans bouleverser le régime, b) les oppositions à l'intérieur du régime ne sont destinées à introduire que des modifications, normalement insignifiantes, à la politique du parti unique, c) les modifications dans la composition du gouvernement adviennent à travers la cooptation, ce qui rend impossible l'alternance globale de la classe politique au pouvoir, (caractéristique des modèles de démocratie classique du type anglo-saxon) sans une alternance de régime.

litique qui, bien qu'elles se soient modifiées au cours des cent dernières années, ont cependant toujours conservé un certain caractère de permanence.

La constante économique-sociale est constituée par le fait que l'Italie est un pays coupé en deux, au point de vue social. Le caractère péculier de cette fracture réside dans le fait qu'elle n'est pas exclusivement déterminée par la division, pourtant assez macroscopique, entre bourgeoisie et prolétariat; mais, et surtout, par le fait qu'une partie du pays est entrée dans le processus d'industrialisation moderne tandis que l'autre partie en est restée exclue. Ce fait revêt une importance énorme. En réalité, s'il n'existait en Italie qu'une division sociale bourgeoisie-prolétariat, nous aurions assisté et nous assisterions encore à des phénomènes assez semblables à ceux qui se sont produits dans d'autres pays de l'Europe occidentale, qui sont pleinement entrés dans la phase dite capitaliste du développement économique, tels que la Grande-Bretagne, la Suisse et la Suède. Dans ces pays, la fracture dont nous venons de parler, a d'abord donné lieu à des alternatives de régime; parce que dans un pays présentant une forte division sociale, et par conséquent différentes matrices sociales de pouvoir, le régime se base sur l'une d'elles et la partie exclue se met en alternative de régime. Mais dans ces pays la situation a évolué par degrés (pas à pas, à mesure que le développement économique intégrait des espaces sociaux de plus en plus vastes à la vie de l'Etat et tendait à éliminer les différences de classe) vers une situation dans laquelle les anciennes alternatives de régime tendaient à se présenter comme des alternatives de gouvernement. Le modèle classique est la Grande-Bretagne. Dans ce pays, le phénomène de la révolution industrielle et celui de la division sociale bourgeoisie-prolétariat, se sont présentés avec un caractère plus net qu'ailleurs; mais les violentes oppositions de régime ont graduellement évolué vers des situations dans lesquelles les forces sociales à l'opposition, de moins en moins exclues, tendaient à formuler, non plus des oppositions de régime, mais des oppositions de gouvernement.

L'Italie, au contraire, comme nous l'avons déjà dit, à côté de la division bourgeoisie-prolétariat, présente en outre une fracture ultérieure, entre la partie du pays qui est entrée dans la phase de l'industrialisation, de l'accumulation capitaliste, du développement économique, et la partie du pays qui est restée en dehors de cette évolution. Ce phénomène entraîne deux conséquences: avant tout il maintient telle la fracture au sein du corps social et il cristallise la situation sociale sur laquelle se fondent les alternatives de régime, en second lieu il est un obstacle même dans la partie du pays qui a évolué au point de vue économique,

à l'unification sociale qui, comme nous l'avons dit, tend à exclure les alternatives de régime et à introduire les alternatives de gouvernement.

Si les prémisses semblent claires, on ne peut en dire autant de cette dernière conséquence. En vérité, si l'on imaginait l'espace géographique communément connu sous le nom d'Italie, occupé par deux Etats différents, l'un comprenant essentiellement le territoire sur lequel a eu lieu le phénomène de l'industrialisation, c'est-à-dire en gros le nord et une faible partie du centre, et l'autre le reste; on pourrait facilement se représenter deux situations sociales, et par conséquent politiques (dans la mesure où les situations politiques sont en fonction des situations sociales), du genre suivant: le premier Etat aurait suivi en substance le trend de la Grande-Bretagne, le deuxième serait au contraire un Etat oscillant perpétuellement entre le fascisme et le communisme, parce que la base sociale nécessaire aux expériences démocratiques aurait constamment manqué. Cette situation aurait duré jusqu'au moment où, par une modification de structure colossale, on aurait pu modifier le substratum social du pouvoir. Le fait est que, s'il est vrai qu'en Italie la situation sociale présente cette fracture, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue politique il n'existe qu'un seul Etat. La conséquence en est que l'opposition de régime de gauche, engendrée par la fracture dont nous avons parlé et en particulier par la partie du corps social que constituent les « exclus », tend à absorber n'importe quelle opposition de gauche, y compris celles qui, émergeant éventuellement d'une société tendant à l'unification sociale (comme c'est le cas au nord), auraient pu être, dans un Etat divisé, des oppositions de gouvernement.

Ceci est en substance la constante économique-sociale de la vie politique italienne, telle que son histoire la met en évidence, présentant constamment une opposition de gauche éversive. La démocratie radicale mazzinienne qui était une alternative de n'importe quelle opposition de gauche, y compris celles qui, est restée en dehors de la fondation du règne, n'a pas pu devenir une opposition constitutionnelle et par conséquent est restée un phénomène étranger au système, un phénomène révolutionnaire. Cette position fut ensuite prise par le premier socialisme anarchoïde, puis par le maximalisme socialiste, et enfin par le parti communiste qui est devenu la forme stable des expériences dictatoriales de gauche (2).

Mais, comme nous l'avons déjà dit, à la base de la division

(2) Cette stabilité de l'opposition qui s'est manifestée quand l'alternative de gauche est passée entre les mains du parti communiste, dépend dans une large mesure de la culture et des moyens de

de la gauche en Italie (et de la structure du parti unique de gouvernement), il y a une seconde constante, de nature politique celle-là dont il convient de tenir compte. Cette seconde constante est constituée par la situation internationale de pouvoir de l'Italie, qui a provoqué la centralisation du pouvoir politique. L'Italie, en s'unifiant, était devenue ipso facto une grande puissance européenne, et ceci en raison de sa consistance démographique même. Tant il est vrai que, dix-sept ans à peine après son unification, au Congrès de Berlin, on reconnaissait officiellement l'Italie comme l'un des six Etats de premier ordre qui constituaient le concert européen et qui détenaient le pouvoir de prendre des décisions internationales. Mais l'Italie était entrée dans ce concert, et avec ce type de responsabilités, en tant que puissance continentale, c'est-à-dire avec une frontière terrestre par rapport aux autres Etats. Ces pays continentaux, avec leurs frontières terrestres, ont besoin d'une forte armée de terre et d'un degré élevé de centralisation, car ils ne peuvent se défendre de façon efficace que s'ils disposent d'une armée puissante et d'un appareil permettant de mobiliser rapidement et de concentrer toutes les forces, politiques, militaires et de résistance, du pays. Ces raisons objectives (la raison d'Etat italienne, si nous voulons employer un terme plus technique) poussaient l'Italie vers la centralisation. La poussée à la centralisation qu'exerçait sur l'Etat italien cette situation internationale de pouvoir agit pesamment durant toute la dernière période de prépondérance du système européen des Etats sur le monde: depuis les premières entreprises coloniales jusqu'à la première guerre mondiale et à la période du fascisme et jusqu'à la deuxième guerre mondiale. L'Italie ressentit de façon très grave l'hypothèque de sa position de puissance internationale de type continental.

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale qui marqua le terme définitif de la prépondérance du système européen des Etats sur le monde, et qui fit de l'Europe une zone de second ordre quant à la responsabilité de l'équilibre mondial de pouvoir, la raison d'Etat italienne, comme celle des autres Etats européens continentaux, perdit presque complètement sa force centralisatrice. Dans cette nouvelle phase de l'histoire mondiale et européenne, la tendance à la centralisation en Italie et la structure constitutionnelle réelle du parti unique de gouvernement qui en fut la conséquence, furent soutenues particulièrement par la constante économique-sociale dont nous avons parlé

lutte employés par ce parti, lequel a su ancrer à une certaine perspective politique un certain type de société, la société sous-développée qui tend à l'industrialisation.

en premier lieu, tandis que le souvenir de la situation internationale précédente ne pouvait avoir d'autre effet que celui de maintenir — comme force d'inertie — l'Etat italien, et avec lui tous les autres Etats européens, et de conduire la classe politique italienne (comme celle des autres pays européens) à la croyance mystificatrice que l'Italie (ou les autres Etats européens) pouvait encore se compter parmi les puissances, ou les presque-puissances mondiales. Cette force d'inertie du pouvoir, et surtout de l'image que les hommes se font du pouvoir, exerça et exerce encore une certaine tendance centralisatrice en Italie, et a alimenté toutes les velléités « méditerranéennes » qui se manifestent périodiquement au Ministère des Affaires Etrangères italien. Toutefois cette tendance s'est affaiblie de beaucoup par rapport à ce qu'elle était autrefois, car il lui manque un véritable support réel.

Cependant, le nouvel équilibre de pouvoir mondial — de caractère bipolaire — qui s'est formé à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, si a éliminé l'Italie du rang de puissance internationale, toutefois il a fortement cristallisé la division politique de ce pays. Une telle division, qui est la fracture entre parti unique de gouvernement et opposition de régime et dont l'origine vient de la fracture sociale de l'Italie, a été consolidée du fait de l'affermissement permanent du parti unique de gouvernement d'un côté, et de l'opposition de régime de gauche de l'autre, aux deux différentes puissances mondiales (les U.S.A. et l'U.R.S.S.) protagonistes de l'équilibre bipolaire.

Telles sont en substance les deux raisons pour lesquelles il y eut en Italie un parti unique de gouvernement, comme élément spécifique caractérisant le système constitutionnel. D'une part, la constante économique-sociale offrait au pouvoir politique une base sociale extrêmement exigüe, d'autre part, la constante politique exerçait une forte pression vers la centralisation du pouvoir politique. Et un pays dans lequel le pouvoir est centralisé, et qui possède une base sociale insuffisante, est un pays dans lequel le plus léger changement dans la situation de pouvoir suffit à mettre en crise, non seulement le gouvernement, mais la forme même de l'Etat, son régime. La conséquence immédiate de ce fait est que les différentes attitudes à l'égard du régime, qui existent évidemment en Italie comme ailleurs, et qui sont en fonction des différents intérêts culturels, économiques et ainsi de suite, s'expriment à l'intérieur du gouvernement, et ne peuvent pas se dérouler librement en face de l'opinion publique, ni se heurter ouvertement l'une à l'autre, générant des alternatives de gouvernement, parce que s'il en était ainsi, non seulement le gouvernement mais le régime lui-même tomberaient.

On peut tracer le schéma suivant du système constitution-

nel réel qui en résulte. Tout d'abord on observe un arrangement politique de ce genre: une alternative de régime de droite; un fort regroupement au centre lequel englobera nécessairement le centre, le centre-droite et le centre-gauche, qui constituent la marge de manoeuvre du parti unique de gouvernement; et enfin une alternative de gauche. Les changements de gouvernement se font au moyen de la cooptation, raison pour laquelle, au lieu d'avoir des alternances de gouvernement, on assiste au phénomène du partage du pouvoir. Les modifications de la ligne de marche sont donc nécessairement à peu près insignifiantes et les seuls grands changements véritables ont lieu quand a lieu un changement du parti unique de gouvernement, c'est-à-dire un changement de régime. L'histoire de la constitution italienne met en évidence un seul changement: la constitution républicaine de 1945 qui venait substituer le vieux statut de Charles-Albert. Mais si l'on ne se contente pas d'adopter un point de vue purement formel, on se rend compte du fait que l'Italie a eu, au contraire, bien d'autres alternances de régime. Il y a d'abord eu un régime de monarchie constitutionnelle, dans lequel le pouvoir royal était encore très fort, puis le transformisme de Giolitti, le fascisme et finalement le régime chrétien-démocrate actuel.

Et, il faut le faire remarquer, ces alternances de régime se produisent toutes les fois que le cycle du parti unique de gouvernement est épuisé, quand il n'y a plus rien à ronger dans l'ordre politique, plus rien à coopter, de sorte que la moindre modification de la situation de pouvoir provoque la fin du régime (3).

Il faut mettre en évidence un autre trait caractéristique de ce système. Bien qu'il puisse disposer d'un pouvoir fortement militarisé et centralisé, le parti unique de gouvernement est fondamentalement impuissant à l'égard de sa base sociale, en raison de l'hétérogénéité de cette base même. C'est un pouvoir qui se trouve dans l'obligation de contenter un peu toutes les forces qui le soutiennent et qui, par définition, ne sont pas homo-

(3) Une telle situation révèle des tendances anti-démocratiques. En réalité la démocratie est en contraste flagrant avec la structure constitutionnelle réelle du parti unique de gouvernement. En substance il n'y a démocratie que si, dans la dialectique gouvernement-opposition, il est permis à l'opposition d'aller au gouvernement, en respectant les règles du jeu mais en chassant complètement des postes de commandement du gouvernement les précédents détenteurs du pouvoir. C'est ce qui se produit dans les pays de démocratie classique de type anglo-saxon. En Italie, au contraire, les changements ont toujours eu lieu selon le mode introduit par Cavour, de l'union, de la cooptation des forces latérales de la part du parti unique de gouvernement. Celui-ci reste donc au pouvoir tant que le régime lui-même n'est pas mis en état de crise.

gènes. Ce fait explique bien des mots qui sont employés en parlant de l'Etat italien. Il explique le « possibilisme », il explique le « immobilisme », il explique surtout le « sous-gouvernement » qui est un phénomène typique d'une société substantiellement anarchique à l'égard du pouvoir politique et qui contrôle ce pouvoir politique plus qu'elle n'est contrôlée par lui. Mais, par contre, ce pouvoir substantiellement impuissant à l'égard de sa base sociale, est extrêmement autoritaire et extrêmement violent à l'égard des « exclus ». Ce fait s'explique facilement: un Etat divisé en deux, qui ne réussit pas à éliminer les « distances africaines », qui maintient intactes les situations sociales génératrices d'alternatives de régime, est un Etat qui, par définition, ne peut prétendre des comportements loyaux librement consentis et qui est donc contraint à les arracher. C'est ce qui explique la survivance d'une partie de la législation pénale fasciste, l'autoritarisme des fonctionnaires publics, l'habitude de tirer sur la foule, tous faits qui trahissent la peur qu'éprouve le gouvernement à l'égard du peuple, parce que le peuple lui est hostile et qu'il n'existe pas de remède à cet état de choses.

Les deux constantes de la vie politique italienne qui expliquent la division de la gauche (et la structure du parti unique de gouvernement) existent encore en 1945, bien que la constante politique exerce une action centralisatrice beaucoup moins importante que par le passé. Au moment de la reconstruction de l'Etat, la situation sociale est tout ce qu'il y a de plus statique; l'unité populaire n'existe pas encore car la division nord-sud est restée profonde. C'est ainsi que recommence un nouveau cycle de parti unique de gouvernement avec la démocratie chrétienne. Cependant il existe un nouvel élément dans l'ordre politique, et c'est la présence, à l'extrême gauche, d'une opposition très stable, celle du parti communiste, qui représente la position la plus avancée dans la conquête de l'unité ouvrière. C'est une opposition très consciente qui non seulement fournit des réponses aux problèmes de la société, mais fournit même une réponse globale au problème de la position de l'homme dans le monde. Un élément ultérieur renforce la position de cette alternative et approfondit encore le fossé qui la sépare du parti unique de gouvernement: c'est la donnée qui émerge de la nouvelle situation internationale qui voit le monde substantiellement divisé en deux zones d'influence, la zone d'influence des Etats-Unis et celle de l'U.R.S.S. En présence d'une opposition de gauche de ce genre, ce n'est vraiment pas par hasard que le nouveau parti unique de gouvernement est devenu la démocratie chrétienne. L'ancienne classe libérale, les vieilles catégories bourgeoises, avec un régime du type de celui de Giolitti, n'auraient pas réussi à occuper longtemps le terrain. L'intervention d'une grosse force

métropolitique, comme celle de l'Église, était indispensable.

Dans une telle situation quel rôle peut assumer le socialisme? Un rôle évidemment subalterne. Et telles sont, en effet, les positions que Saragat et Nenni imposent au socialisme italien. Saragat se rend compte que, pour assurer la continuité des traditions démocratiques du socialisme italien, il faut insérer l'Italie dans le système atlantique, et pour ce faire il ancre une partie du socialisme italien à la démocratie chrétienne en Italie et en général à la leadership des États-Unis. La contrepartie qu'entraîne ce choix subalterne en fonction du maintien de la forme démocratique, est le renoncement à une expérience autonome de démocratie socialiste, le renoncement à l'unification sociale, le mensonge au sujet de l'état réel de la société, le partage du pouvoir avec le capitalisme.

Le choix de Nenni se fait dans la direction opposée; il représente la conviction qu'une expérience socialiste rompt complètement sa continuité historique et dégénère non seulement en socialdémocratie, mais en opportunisme bourgeois (comme nous avons vu dégénérer le socialisme en fascisme), s'il ne représente pas la tendance à la conquête de l'unité ouvrière, à l'unification sociale, à l'opposition absolue à la direction capitaliste de l'État. Mais ce choix pousse lui aussi le socialisme vers une position subalterne, cette fois par rapport au communisme en Italie, et par rapport à la leadership du communisme international en général. Jusqu'en 1954, Nenni est soumis à toutes les positions de la politique étrangère soviétique, comme Saragat est soumis à toutes les positions de la politique étrangère des États-Unis.

Telle était la tragique alternative dans laquelle se trouvait le socialisme au moment où repartait le dernier cycle du parti unique de gouvernement avec la démocratie chrétienne. Le sort de ses deux positions dépendait du sort du parti unique de gouvernement. Quel serait son cycle de développement et quand se conclurait-il? Son cycle devait être, et a en effet ponctuellement été celui que nous avons sommairement décrit, quand nous avons attiré l'attention sur la structure constitutionnelle réelle du parti unique de gouvernement dans l'État italien: le parti unique de gouvernement, manoeuvrant dans l'espace laissé libre par les oppositions de régime de droite et de gauche, a rongé jusqu'à l'extrême limite le déploiement des forces politiques, a épuisé les chances libérales, socialdémocratiques et républicaines, parce que, chaque fois que des requêtes sociales avancées par ces partis sont représentées de façon seulement partielle (du fait qu'elles sont constamment conditionnées par la possibilité d'un compromis avec le parti unique de gouvernement), elles tendent à formuler de nouveau des oppo-

sitions. Une fois que les possibilités d'obtenir de nouvelles cooptations ont été épuisées, et que les marges de manoeuvre ont été cristallisées, le parti unique de gouvernement a commencé à se raidir. Et peu s'en fallut, il y a deux ans, que, d'une situation relativement tranquille au point de vue social, ce parti unique de gouvernement ne glissât, sous le Ministère Tambroni, vers des alternatives de régime.

Mais en même temps, par bonheur, se produisaient deux faits nouveaux: le disengagement progressif au niveau international, et la libéralisation des échanges en Europe, due à l'éclipse de fait des souverainetés nationales, et fondée sur l'unité européenne de fait. Ces deux faits contribuaient à affaiblir la tendance à la centralisation du pouvoir politique et atténuaient un peu le contraste toujours vivace entre le parti unique de gouvernement et l'opposition de régime de gauche. C'est ainsi qu'en Italie une certaine partie de l'opposition de gauche a eu la possibilité de se détacher du communisme international, et que cette partie de l'opposition socialiste, qui était restée bloquée sur des positions d'alternative de régime jusqu'en 1954, se trouva disponible pour une cooptation, un partage de pouvoir avec le parti unique de gouvernement. C'est pourquoi le parti unique de gouvernement, dont le cycle était en voie d'épuisement, récupéra une certaine marge de jeu et de nouvelles possibilités de manoeuvre.

Telle est en substance la situation qui explique l'ouverture à gauche. Comment faut-il la juger?

Dans les milieux les plus ouverts à la politique, l'ouverture à gauche a suscité de grandes espérances et une attente passionnée soutenues par les slogans du terzo tempo sociale: l'Italie a terminé sa reconstruction et maintenant commencerait l'époque des réformes de structure. (4). Ce fait s'explique assez facilement: le parti qui est en train de s'approcher du gouvernement est le parti qui, pendant quinze ans, a soutenu une opposition extrêmement dure et qui, étant strictement liée à l'opposition communiste, a semblé encore plus maximaliste. Or le fait que ce soit justement le parti qui a fait le front populaire, qui est resté ancré aux points de vue de Staline, qui a conclu un pacte d'unité d'action avec les communistes, qui soit sur le point d'aller au pouvoir, peut éveiller chez l'observateur politique le soupçon qu'une forte volonté politique soit sur le point

(4) Il faut également faire remarquer que, en dehors des milieux largement ouverts à la politique, cette opération n'a provoqué dans le pays aucune émotion profonde. Ce fait s'explique si l'on observe qu'il existe une continuité de régime puisque le vieux parti unique de gouvernement tient encore les rênes du pays.

de s'emparer du pouvoir et s'apprête à introduire de grands changements (5).

Il s'agit de voir si, en dehors de ces suppositions, l'opération « ouverture à gauche » pourra effectivement donner naissance à de grands changements.

Nous pensons qu'en Italie l'on ne peut qualifier de « grands changements » que les événements qui viennent en quelque sorte modifier les constantes de l'histoire de cet Etat et par conséquent la structure du parti unique de gouvernement. En outre, si l'on veut apprécier une force politique, le seul banc d'essai valable est celui du gouvernement, parce que ce n'est qu'au gouvernement que cette force politique doit transposer en réalisations les propositions qu'elle a mis à son programme. Il suffit donc de prévoir quelles possibilités réelles aurait un éventuel gouvernement Fanfani-Nenni, (6) d'opérer des changements concer-

(5) Et en vérité, les leaders du parti socialiste ont pu amener leur parti à la cooptation avec le parti unique de gouvernement en présentant d'abord la position d'alternative aux démochrétiens avec les communistes, puis en présentant d'une part l'alternative seuls et de l'autre le rapprochement au parti démochrétien, pour miser en dernier lieu sur le seul rapprochement. Une conception d'alternative au parti unique de gouvernement a en effet circulé dans les rangs du parti socialiste, même si d'une manière obscure, dans le contraste Nenni-Morandi d'abord et Nenni-Lombardi ensuite. Morandi et Lombardi, en usant de la formule « alternative socialiste », avaient substantiellement en tête de se détacher du parti communiste, exaspérer la tension à l'intérieur de la démocratie chrétienne, en provoquer la fracture, devenir plus forts, pour ce qui est des voix, soit du parti communiste, soit de la démocratie chrétienne, aller au gouvernement en y chassant la démocratie chrétienne. Cette idée était très abstraite, parce qu'elle faisait complètement abstraction des règles constantes du jeu politique en Italie, dans la mesure où l'on prévoyait pouvoir soustraire des voix au parti communiste en se détachant de lui même, et dans la mesure où l'on prévoyait pouvoir provoquer — en se fondant sur de pures formules — la fracture à l'intérieur du parti unique de gouvernement. Nenni, qui connaissait bien mieux le système politique italien, parlait au contraire d'« ouverture à gauche ». Et c'est cette dernière formule qui a fini nécessairement par triompher. C'était l'unique moyen pour se mettre sur la voie du gouvernement.

(6) On considère ici seulement le moment final de l'opération « ouverture à gauche ». Du reste il est assez raisonnable de prévoir que telle doit être l'issue de l'opération. En substance Nenni se trouve en face de cette alternative: ou continuer à se rapprocher du gouvernement, et cette voie conduit inévitablement au gouvernement, ou revenir à des positions d'opposition de régime. *Tertium non datur*, pour les raisons que nous avons exposées au début. Or si l'on tient compte des deux faits nouveaux constitués par la détente internationale et par la libéralisation des échanges au niveau européen qui ont permis au P.S.I. de se détacher des positions communistes, et qui semblent, du moins dans un futur immédiat, difficilement réversibles, il est assez logique de penser que Nenni ne reviendra pas en arrière, et ne renoncera pas à la perspective de s'emparer d'une tran-

nant les constantes que nous avons décrites, pour évaluer la portée réelle de l'opération.

Un gouvernement de ce genre n'est certes pas en mesure de combler le fossé nord-sud. L'Italie se trouve aujourd'hui en plein « miracle économique ». Ce fait n'est certes pas imputable au gouvernement italien; il est simplement le résultat de la libéralisation des échanges au niveau européen (libéralisation non institutionnalisée parce que le pouvoir politique fait défaut là où le phénomène existe), qui est la conséquence de l'éclipse de fait des souverainetés nationales, et de l'unité européenne de fait, ainsi que du libre jeu des forces économiques du marché. Mais ce miracle économique ne peut pas éliminer la fracture nord-sud. Bien que le sud évolue lui aussi, et suivant un indice inconnu jusqu'à ce jour, entre le sud et le nord la distance reste constante. C'est un fait désormais connu de la science économique, que les forces libres du marché ne peuvent pas résoudre les problèmes inhérents au relèvement des zones sous-développées. Pour relever les zones déprimées, il faut qu'il existe un plan économique, soit de type communiste soit de type new-dealiste, il faut que les pouvoirs publics interviennent sous forme d'investissements massifs.

Ces deux mesures ne sont à la portée d'aucun gouvernement italien. Le bilan de l'Etat italien (c'est un fait archi-connu désormais), ne permet pas de faire les dépenses, c'est-à-dire les investissements, nécessaires du point de vue quantitatif. Et même l'établissement d'un plan, dans le sens requis par le problème envisagé, (7) va au-delà des possibilités de n'importe quel gouvernement italien. La grande économie, l'économie des grandes industries, agit désormais au niveau européen et est en train de développer le marché vers des structures d'« oligopole » de dimension européenne. A ce niveau il existe en quelque sorte un plan, mais c'est le plan des grandes industries, des « cartels », en définitive de l'industrie privée. Et ce n'est certes pas

che du pouvoir pour récupérer (et ce serait difficile) le peu de pouvoir que l'opposition de régime, placée sous l'hégémonie communiste, lui réservait.

(7) Evidemment il peut y avoir également des plans au niveau régional ou au niveau communal, mais ce genre d'opérations ne nous intéresse pas. Le seul plan capable de combler le fossé nord-sud est celui qui serait en mesure, une fois que le problème des infra-structures serait résolu, de contrôler le volume et la destination des investissements propulsifs et productifs sur le territoire national tout entier. De cette façon l'on peut favoriser, dans la zone déprimée, la naissance d'industries à long terme pouvant entrer en compétition avec celles du reste du pays et en définitive coordonner les demandes et les offres globales de l'Etat tout entier, selon certaines lignes directrices du plan.

ce plan qui résout le problème, puisqu'il vise le profit là où est nécessaire un plan qui vise la structure même du marché, ses étranglements, et qui mire à y porter remède. Eh bien, il est tout-à-fait exclu qu'il puisse y avoir un plan économique public là où le pouvoir politique n'a pas les dimensions du marché. Dans le cas qui nous intéresse, il est exclu que le gouvernement italien puisse reporter dans le cadre d'un plan national, les plans économiques d'entreprises qui ont en vue le marché européen, agissent au niveau européen et qui, dans l'anarchie complète de ce marché, ont d'innombrables possibilités d'action, des possibilités telles qu'elles sont en mesure de paralyser de fait n'importe quelle initiative de n'importe quel gouvernement national qui ait pour but de les contrôler en quelque sorte.

Mais, dans la mesure où la division nord-sud ne peut pas être éliminée, il reste, au sein du corps social, une fracture qui, comme nous l'avons vu, cristallise les matrices sociales des oppositions de régime. Tandis que la constante de la situation internationale de pouvoir — comme nous l'avons dit — a considérablement perdu de son influence, la constante sociale continue ainsi à orienter l'Etat italien vers la centralisation et vers la structure constitutionnelle réelle du parti unique de gouvernement. Et tout ceci conduit encore à la division en deux de la gauche italienne dont une partie reste attachée à ses positions d'opposition de régime et dont l'autre est disposée à partager le pouvoir avec le parti unique de gouvernement.

A vrai dire, si Nenni (avec tout ce que ce nom représentait de 1945 à 1955) en raison d'hypothétiques transformations profondes survenues au sein du corps social, s'était détaché de l'opposition communiste au régime pour se porter sur des positions d'alternative de gouvernement, cela aurait voulu dire qu'une partie de l'Italie sociale, l'Italie du prolétariat, se liait à l'Etat se mettant en alternative démocratique par rapport au parti unique de gouvernement, le chassait et entraînait au gouvernement, en représentant des requêtes sociales et des problèmes irrésolus pour les résoudre. Ceci aurait signifié le début du jeu conservation-progrès et l'histoire démocratique de l'Etat italien aurait commencé.

Mais, comme nous l'avons déjà vu, non seulement cette transformation profonde du corps social n'a pas eu lieu, mais il est tout-à-fait impossible qu'elle puisse être réalisée par le nouveau gouvernement. Et dans une telle situation il ne restait à Nenni d'autre possibilité que celle de se détacher de l'opposition dans l'espoir de s'allier avec le parti unique de gouvernement, avec cet amas d'intérêts différents, doté d'une volonté politique faible et d'une force politique encore plus faible.

Il s'agit donc encore d'un des nombreux exemples de coopta-

tion au pouvoir de positions situées à côté du « système » mais déjà insérées dans le « système ». Il n'y a donc par conséquent aucune grosse transformation en vue parce que les grosses modifications ont lieu quand se vérifie l'alternance gouvernement-opposition et non pas quand se vérifie « le partage du pouvoir ». On assiste encore une fois à l'opération transformiste classique.

Que tel soit du reste le caractère fondamental de l'ouverture à gauche, on s'en rend compte si l'on jette un coup d'oeil sur les ébauches de programme du gouvernement actuel. Pour la première fois, il faut en prendre note, les problèmes clés de la vie italienne sont assez clairement mis en évidence. C'est ainsi que l'on parle de l'établissement d'un programme économique, de l'administration, de la décentralisation, du problème de l'enseignement. Chacun de ces problèmes pourrait faire l'objet de longues discussions. Nous pensons toutefois qu'il est suffisant, pour les illustrer, de rappeler les réponses faites par le gouvernement et de les rapporter brièvement à l'importance des problèmes.

Etablir un programme économique constitue un problème réel et fondamental en vue de modifier la structure économique sociale de l'Italie. Il s'agit d'un problème posé de façon péremptoire — comme nous l'avons déjà dit — par la fracture nord-sud. En réalité (comme nous l'avons déjà fait remarquer) établir un programme économique est un problème qui ne peut être résolu par aucun gouvernement italien, en raison du fait que l'économie joue désormais sur le plan européen. Mis en face de ce problème, le gouvernement italien répond par la « nationalisation de l'énergie électrique », faisant passer cette nationalisation pour un fait représentant un tournant historique dans la vie politique italienne. L'observateur se sent déjà pris de soupçons en face de cette affirmation à la pensée que cette réponse a déjà été donnée il y a bien quinze ans, en France, par de Gaulle. Il reste encore plus perplexé quand il s'avise que, pour cette opération, dont l'opportunité au point de vue économique est, à la lumière de l'expérience française et de l'expérience britannique, pour le moins discutable, l'on prévoit une dépense totale de 1500 milliards à diviser en 10 ans. La vérité est qu'il ne s'agit là que d'une réponse évasive à un gros problème que le gouvernement ne peut pas résoudre (8).

(8) La nationalisation de l'énergie électrique ne peut pas être un instrument efficace de planification réelle, dans la situation économique d'aujourd'hui. Son utilité du point de vue de l'intérêt économique n'est pas démontrée. Pourquoi alors s'est-elle faite? Parce que le gouvernement a l'appui du parti qui a été pendant quinze ans dans une position d'opposition décisive, et c'est pourquoi il faut pouvoir déployer quelque opération — d'apparence voyante — qui puisse faire penser qu'il y a en cours de grandes transformations. Il s'agit d'un alibi afin de consumer la cooptation transformiste.

Comme toujours, au moindre petit tournant de la vie politique italienne, avec ce nouveau gouvernement aussi on parle de réforme, de moralisation de l'administration publique et même d'Etat de droit. Mais on ne peut effectivement moraliser l'administration publique et établir un Etat de droit qu'en abattant la structure constitutionnelle réelle du parti unique de gouvernement sur laquelle se base toute la vie politique et toute la vie publique italienne. Et le parti unique de gouvernement est plus nuisible maintenant qu'il ne l'a jamais été, parce qu'il s'agit d'un parti basé sur une force extra-politique, sur l'Eglise, et qui est totalement dépourvu d'orientations politiques à proprement parler. On ne peut pas refuser de voir que l'assainissement de la vie politique italienne passe à travers la rupture de cette formation artificielle que constitue l'unité politique des catholiques. Or la nouvelle formation gouvernementale s'est mise, quant à sa structure, sur la voie du partage du pouvoir. Elle maintient donc, au lieu de la briser, l'unité politique des catholiques et le parti unique de gouvernement et elle conserve les oppositions au régime de droite, et surtout de gauche. Les affirmations concernant la moralisation de la vie publique et l'instauration d'un Etat de droit resteront, comme toujours, lettre morte.

Au nom de la décentralisation on parle d'instituer des régions administratives. Cette opération sera elle aussi une manoeuvre démagogique en ce sens qu'elle servira à éluder le problème fondamental de toute communauté démocratique, qui est celui de l'autonomie locale. Il n'y aura certainement pas d'autonomie locale tant qu'il y aura des préfets et le Ministère de l'Intérieur. Il est non moins certain qu'un gouvernement Fanfani-Nenni n'arrivera pas au point de les supprimer. En Italie, chasser les préfets et le Ministre de l'Intérieur serait une véritable révolution, que l'on ne surait imaginer à moins que toute la gauche ne soit au gouvernement et n'ait parfaitement conscience de cette donnée démocratique, avec une situation sociale extrêmement stable, qui, en cinq glorieuses années, porterait le problème à maturation et réussirait à imposer la solution. Mais la gauche est divisée, sa conscience démocratique est celle d'un pays à demi sous-développé, la situation sociale est celle que nous avons constatée, au pouvoir il y a des dirigeants qui sont prêts à tirer sans scrupules sur le peuple. Instituer des régions, dans cet état des choses, ne constitue rien de plus que créer une diversion, un nouvel alibi destiné à masquer l'impuissance en face des obstacles réels (9).

(9) Une autre preuve de la volonté — et de la possibilité — que le gouvernement italien possède pour créer un véritable auto-gouvernement local, nous est donnée du fait que l'on prévoit que les assemblées régionales seront élues au moyen de votations de second degré!

Venons-en maintenant au problème de l'enseignement. En Italie, l'école est à un niveau lamentable tant en ce qui concerne l'instrumentation de l'enseignement qu'en ce qui concerne sa capacité à faire naître des énergies morales dans le pays. L'enseignement primaire et secondaire et l'Université ont atteint un tel degré d'inefficience et d'immoralité qu'il n'y a vraiment pas lieu d'être surpris si en Italie la recherche scientifique est tombée à un niveau très bas, si l'absence de sens moral est de plus en plus répandue parmi les jeunes, et si les meilleurs éléments fuient désormais l'enseignement. Tous ces faits s'expliquent parfaitement si l'on pense que l'école a toujours été la dernière préoccupation des dirigeants italiens. Aujourd'hui l'on affirme que l'on veut y apporter un remède. Or, comment commence-t-on? On commence par détacher du bilan cinq milliards de lires destinés à offrir gratuitement les livres aux élèves des écoles élémentaires. C'est une manoeuvre démagogique classique de type paternaliste. L'Italie n'est pas pauvre au point de ne pas permettre aux parents de dépenser la valeur de deux paquets de cigarettes pour acheter les livres d'école de leurs enfants ni riche au point de permettre à l'Etat le luxe de gaspiller 5 milliards de cette façon. Le fait est qu'une solution effective du problème demande des dépenses massives pour construire un nombre suffisant de classes et une quantité suffisante de matériel didactique, et pour porter à un niveau de dignité la rémunération du corps enseignant; et que l'importance de ces dépenses dépasse nettement ce que peut faire le gouvernement italien à ce point de vue.

La vérité semble être que ce nouvel arrangement politique, impuissant en face des étranglements historiques de la vie politique italienne, incapable même d'établir, avec une modestie consciente, une échelle de priorité des décisions qu'il est en mesure de prendre, a besoin de masquer le caractère profondément transformiste de l'opération d'ouverture à gauche, sous des manoeuvres de goût nettement démagogique et par des diversions qui sont de véritables bluffs (10).

Après avoir ainsi encadré le caractère de l'ouverture à gauche, il ne nous reste qu'une dernière observation à faire, en utilisant les considérations développées jusqu'ici. Le parti socialiste est la dernière fraction que le parti unique de gouvernement pouvait coopter. Ce parti unique de gouvernement qui, avec l'expé-

(10) On est (au bas mot) étonné de voir M. Altiero Spinelli suggérer une politique étrangère de renouvellement européen aux hommes de cette nouvelle tentative transformiste, et arriver au point d'affirmer que l'Italie de l'ouverture à gauche peut jouer dans l'unification européenne le rôle que le Piémont a joué dans l'unification italienne.

rience Tambroni, semblait déjà s'acheminer irrémédiablement vers le raidissement — qui est le prélude au bouleversement du régime — a récupéré de cette façon encore un peu de marge pour manoeuvrer. Le cycle du parti unique de gouvernement démocrétien, déjà à l'agonie, reprend haleine pour une ou deux législatures. Mais ceci semble être désormais l'ultime mouvement sur l'échiquier, l'ultime pièce que l'on brûle. Puis ce sera l'échec et mat. Les italiens verront alors à nu le visage du système politique qui les a enchaînés depuis toujours. Et la classe politique italienne ne se sera pas encore aperçue que pour changer les choses en Italie — pour éliminer la fracture économique et sociale entre le nord et le sud du pays, et pour construire une véritable démocratie avec le système politique constitutionnel de l'alternance entre gouvernement et opposition au gouvernement — il faut sortir du cadre de l'Etat italien et passer par l'unification fédérale de l'Europe.

Le Fédéraliste

La politique*

MARIO ALBERTINI

NOTIONS PRELIMINAIRES

Dans le langage ordinaire le mot « politique » a deux significations, ou si l'on veut, pour être plus précis, une signification générique et une signification spécifique. La signification générique est approximativement celle de ligne de conduite. Nous disons habituellement: « la politique d'une banque, des dirigeants agricoles, d'un président d'association, d'un père de famille, d'un directeur d'usine » et ainsi de suite. Dans ce cas là, nous faisons uniquement allusion à la manière de se conduire, sans tenir compte du caractère spécifique de l'activité considérée, et

* Cet article a été écrit pour le *Grande Dizionario Enciclopedico*, de la Maison Editrice U.T.E.T. de Turin, que je remercie pour la permission de le reproduire ici. En sa qualité de « Mot d'explication » dans une Encyclopédie, il a été formulé, dans les limites du possible, comme une pure et simple description sans références, ou presque, aux discussions que les questions progressivement traitées, soulèvent dans la culture contemporaine. Toutefois, en le republiant ici, je voudrais effleurer une de ces discussions, et précisément celle sur les possibilités d'user de l'idée de pouvoir comme concept fondamental de la science de la politique. Cette possibilité est niée par de nombreux auteurs à partir de deux observations différentes, qui se trouvent clairement formulées, par exemple, dans le volume de David Easton « The Political System » (New York, 1953). Selon la première observation l'idée de pouvoir mettrait en lumière un type de rapports humains (de commandement, d'influence, et en général, de détermination de la conduite d'autrui) qui caractérise non seulement les comportements politiques, mais une quantité pratiquement infinie de comportements humains. Au contraire, selon la seconde, l'idée de pouvoir ne couvrirait pas toute la politique, du fait qu'elle excluerait un « aspect également vital de la politique, à savoir, son orientation vers d'autres buts que le pouvoir ». Pour des raisons que je révélerai plus loin, la seconde critique ne me semble par pertinente. Mais la première semble, sans doute, valide. Mais elle conduit cependant à un paradoxe. D'une part la politique se présente à l'expérience ordinaire comme une activité qui manifeste au plus haut degré le « pouvoir » et se différencie des autres activités justement à cause de ce caractère; d'autre part, en théorie, la politique se présenterait au contraire comme une activité inconciliable avec le schéma conceptuel du pouvoir. En substance, alors que le fait du pouvoir semble distinguer la politique des autres activités, l'idée de pouvoir ne la distinguerait pas, avec la grave conséquence de rendre problématique le langage ordinaire, dans la mesure où il use la parole « pouvoir », et toutes les théories, y comprises celles de Machiavel, qui partent proprement du concept de pouvoir. Il me semble que cette dif-

cette manière de se conduire, nous la jugeons bonne si elle atteint son but, mauvaise si elle ne l'atteint pas (une bonne politique, une mauvaise politique). Bref, avec une telle idée, nous prenons en considération l'action humaine uniquement du point de vue de sa capacité à atteindre un résultat, quel qu'il soit, et par conséquent nous joignons l'idée de la politique à celle de l'habileté, à celle de l'efficacité, à celle de la fourberie. On doit toujours se rappeler que l'idée en question s'exprime aussi bien avec le mot « politique » qu'avec des termes comme « conduite », « comportement », « choix », « décision » et bien d'autres.

La signification spécifique au contraire concerne une activité humaine particulière que le sens commun distingue bien. N'importe qui, s'il entend parler de la politique d'un directeur d'usine, pense à la ligne de conduite que celui-ci a adoptée; mais s'il lit sur la couverture d'un livre « Traité de politique », il s'attend au contraire à trouver dans ce livre des descriptions, des raisonnements relatifs à l'Etat, aux partis, aux droits des

ficulté doit être surmontée en maintenant, et non en éliminant l'idée de pouvoir (dans les sciences storico-sociales, si l'on perd le contact avec le sens commun on perd le contact avec la réalité), et il me semble en outre que cela puisse se faire en prenant comme concept central de la politique non l'idée générale de pouvoir, mais l'idée spécifique de pouvoir pour lui-même. De cette manière on peut effectivement distinguer la conduite communément retenue comme politique de celle non reconnue telle; et on peut le faire en maintenant comme caractère distinctif justement le fait du pouvoir. Les comportements politiques seraient ceux dans lesquels le pouvoir assume un caractère dominant central (il vaut pour lui-même, comme caractère spécifique de la conduite); les activités non politiques seraient celles dans lesquelles le pouvoir constitue un aspect secondaire (il ne vaut pas pour lui-même, mais dérive de quelqu'autre élément: comme on dit dans le texte, le pouvoir du médecin est en relation avec son habileté en matière médicale). De cette manière, en outre, la formulation théorique réussit à maintenir en évidence un aspect vraiment caractéristique de la politique: le dédoublement de l'action dans le « pouvoir de faire » et dans le « faire », c'est à dire l'activité des politiciens en tant que distincte de celle des bureaucrates et des experts. Et ainsi, enfin, on ne s'éloigne pas du sens commun qui ne se formalise pas sur les expressions (comme doit faire le théoricien qui observe justement que, en disant « pouvoir » et rien d'autre, on va au-delà de la politique), mais quand, en politique, il parle du « pouvoir », il fait justement allusion à quelque chose, à quelque activité, qui est, seulement ou principalement, pouvoir.

Naturellement, l'idée de « pouvoir pour lui-même » peut être assumée comme concept fondamental de la politique si, et seulement si, elle peut être maintenue dans la description de tout aspect de la vie politique. De ce point de vue, le présent article n'est qu'une première ébauche, pas probante. Il me semble cependant certain, qu'il s'agit de perfectionner la formulation de l'idée de pouvoir, jusqu'à la rendre théoriquement capable d'unifier le langage de la

citoyens, et ainsi de suite. Il est évident que le mot « politique » pris dans sa première acception n'a fait l'objet, étant donné son caractère général, d'aucune étude théorique particulière (à part quelques tentatives récentes d'élaborer une théorie générale des décisions humaines) parce qu'il renvoie, pour en avoir une compréhension approfondie, aux activités diverses que l'on examine de temps en temps: nous pouvons considérer comme bonne la politique d'une banque, grâce à certaines connaissances économiques, bonne celle d'un entraîneur de foot-ball grâce à notre connaissance de ce jeu, etc... Par contre, le mot « politique » pris dans sa seconde acception, étant donné son caractère spécifique, a donné lieu à une théorie bien distincte des autres: la théorie de la politique.

Toutefois, si l'accord est général pour estimer que la politique est différente de l'économie, du droit et des autres théories des activités humaines, on ne peut en dire autant en ce qui concerne le caractère, la méthode et le contenu de cette théorie. Certains la conçoivent comme une théorie philosophi-

politique, et je me limite pour le moment à montrer — contre la seconde critique à l'idée de pouvoir — que le pouvoir pour lui-même (bien entendu en qualité de schématisation typique d'une conduite humaine, non comme concept à priori) inclut, et n'exclut pas, soit le fait d'atteindre des buts autres que le pouvoir — mais que l'on atteint *en obtenant le pouvoir de les poursuivre*, et non directement (usage du pouvoir) — soit les valeurs. Le pouvoir pour lui-même regarde proprement la possibilité de déterminer la conduite d'autrui, c'est-à-dire d'imposer un choix de préférence à un autre, ce qui équivaut justement à la possibilité d'imposer des valeurs. Cela ne signifie pas que ces deux assertions: « la politique est la recherche du pouvoir pour lui-même » (lutte pour le pouvoir), et « la politique est "the authoritative allocation of values for a society" » (Easton) soient équivalentes. La première met en valeur, avec l'idée de pouvoir pour lui-même, un comportement spécifique (coïncidant en hypothèse avec celui appelé « politique »), la seconde non, du moins jusqu'à ce qu'elle ne précise le mécanisme de la « authoritative allocation », dans lequel devrait se trouver l'élément distinctif, car le second élément, la « valeur », est générique: chaque conduite humaine implique le fait d'un choix, et comporte donc une valeur. Cela n'épuise pas l'argumentation, car les réflexions su-dites valent seulement si l'on peut, dans les sciences humaines, isoler des aspects spécifiques et notables des comportements humains et les étudier en tant que tels (comme le fait par exemple l'économie quand elle néglige le but d'un échange et le considère seulement en tant que tel). Je pense que cela puisse et doive se faire à condition d'user de telles sciences non comme si elles reflétaient la réalité, mais comme d'une typologie pour la science de l'histoire, qui seule tend au concret (sans toutefois le rejoindre); mais naturellement je ne peux pas défendre ici ce point de vue, selon lequel, dans le cas présent, le « pouvoir pour lui-même » ne révèle pas un caractère global et définitif des hommes (le prépotent, ou l'« animal politique » et ainsi de suite), mais, simplement, une forme typique — et donc pas réelle cent pour cent de l'action humaine.

que, d'autres comme une théorie scientifique, d'autres encore comme une discipline du domaine exclusif de l'histoire. Une telle diversité de points de vue pour examiner l'activité politique explique l'incertitude au sujet de son contenu. Celui qui choisit le point de vue philosophique (traditionnel) sera amené à essayer de comprendre l'origine première et la fin dernière de la politique. Celui qui choisit le point de vue scientifique sera amené à éliminer de pareilles considérations, et par conséquent les faits corrélatifs, et à se limiter à ce qui est observable et, dans certaines limites, à ce qui est vérifiable. Celui qui choisit le point de vue historique se refusera à accepter le concept ou les schématisations conceptuelles de la politique, et sera amené à voir dans la politique une activité qui varie selon les époques.

Dans ces conditions, le meilleur point de départ se trouve précisément dans le fait que tout le monde, qu'il s'agisse de savants ou de personnes non spécialisées, distingue la politique des autres activités. On peut interroger n'importe qui sur un acte humain, tout le monde saura dire s'il est politique (au sens spécifique) ou s'il ne l'est pas. Cela comporte un accord spontané sur le caractère des actes, et nous permet de les décrire. Pour les décrire on ne pourra se passer de schémas et de concepts; mais ces schémas et ces concepts devront nous servir à interpréter les actes mis en évidence par le sens commun, et non pas à les délimiter arbitrairement dès le départ.

Si nous observons de cette façon la scène de la politique, nous constatons que nous pouvons facilement distinguer trois types de comportement politique. En premier lieu nous trouvons peu de gens qui font de la politique le but principal de leur vie. Parmi cette catégorie de gens, certains vivent de politique et pour la politique (comme les médecins vivent de la médecine et pour la médecine), c'est-à-dire qu'ils reçoivent une rémunération de leurs activités politiques et qu'ils vivent uniquement de cette rémunération; d'autres ne vivent que pour la politique et vivent de leur richesse personnelle ou d'un travail qu'ils exercent en marge de leur activité principale. Naturellement, la même personne, dans diverses circonstances, peut passer de l'un à l'autre cas. En second lieu nous trouvons les gens qui ne font pas de la politique le but principal de leur vie, mais qui, tout en se consacrant à fond à une activité différente, (qui les fait vivre et pour laquelle ils vivent) se préoccupent, plus ou moins continuellement, des événements politiques, essaient sérieusement de les connaître et d'avoir une influence sur leur évolution. Enfin, nous trouvons une troisième catégorie de gens: peu actifs sur le plan politique, ils ne dépassent pas habituellement le simple niveau du « papotage » politique, ils sont capa-

bles d'un certain effort de compréhension et de participation uniquement dans de grandes occasions, quand il s'agit par exemple d'élections, de crises graves dans la vie d'un pays, ou plus généralement d'événements qui suscitent de grandes émotions collectives. Cette classification, qui correspond à une expérience du sens commun, a pour base les différences réelles de la façon de penser et d'agir politiquement. Elle nous permet par conséquent d'appliquer les concepts de la politique à l'activité humaine effective, c'est-à-dire aux individus. Pour cela, nous devons examiner plus à fond les trois types généraux de comportement politique. Etudions-les en détail, l'un après l'autre.

LES « TYPES IDEAUX » DE COMPORTEMENT POLITIQUE.

1°) *La classe politique et le pouvoir.* — Le premier comportement correspond à ceux qui font de la politique le but principal de leur vie. Nous les appellerons, en usant de cette expression connue qui remonte à Gaetano Mosca, les membres de la « classe politique ». Nous savons que c'est un but politique qui motive leur activité. Il s'agit de voir ce qu'ils font en réalité pour atteindre ce but, et sous quel angle ils ont connaissance des événements de la politique. D'après les considérations qui vont suivre, nous pourrions tirer au clair le caractère essentiel de leur action. En général, le pouvoir de faire une chose et le fait de la faire ne constituent pas deux activités humaines radicalement distinctes. Ce qui compte pour un médecin, pour un commerçant, pour un peintre, c'est respectivement de diagnostiquer et de soigner les maladies, d'offrir des marchandises que l'on recherche effectivement, de dessiner et de peindre. Dans une certaine limite, leur pouvoir de faire ces choses dépend de leur habileté à les faire. Par contre, en politique le pouvoir de faire une chose, et le fait de la faire, se distinguent radicalement. Dans ce cas, ce qui compte c'est le pouvoir de la faire, tandis que la faire effectivement est secondaire. On peut faire une loi, une politique extérieure, une politique économique, déclarer la guerre uniquement si l'on dispose de la majorité parlementaire ou de la dictature. Chaque fois ces actions se résolvent en certaines techniques: un juriste formulera la loi, un chef d'état major les plans militaires, un économiste le plan économique. Mais ces formulations resteraient sur le papier, ne se transformeraient jamais en projets effectivement réalisés, s'il n'y avait pas chaque fois une majorité parlementaire ou un dictateur qui puissent et veillent les faire exécuter. Dans toute situation il y aura beaucoup de juristes, beaucoup de militaires et beaucoup d'économistes capables de formuler la solution de

certains problèmes, mais il n'y aura qu'une seule majorité, ou qu'un seul dictateur, en mesure de l'imposer. En conséquence le caractère essentiel de la politique est le pouvoir en tant qu'activité autonome.

Le pouvoir n'est pas par lui-même un fait politique. Il est, normalement, un aspect de toutes les actions humaines qui demandent la participation de plusieurs individus et la nécessité que la conduite de l'un s'accorde avec celle des autres. Le cas du médecin qui prescrit une cure à son malade, de l'enfant qui impose à ses amis son jeu préféré, et tous les cas analogues, impliquent un pouvoir, mais ils ne se résolvent pas en ce pouvoir. Dans ces cas-là, le pouvoir est simplement un moyen d'exercer la médecine, de jouer un jeu. Le caractère politique d'une action humaine apparaît quand le pouvoir devient un but, quand il est recherché en quelque sorte pour lui-même, et qu'il constitue l'objet d'une activité spécifique. Une telle activité correspond à une nécessité sociale. Les sociétés humaines, à la différence de certaines sociétés animales, ne dépendent pas uniquement des comportements spontanés de leurs membres. Une société n'est pas possible sans certaines règles générales de conduite et, dans certains secteurs, sans une conduite commune à tous ses membres. Cela exige le pouvoir d'assurer les règles, et celui de décider les conduites et, par conséquent, une activité humaine spécifique qui s'occupe du pouvoir.

L'observation du premier comportement politique nous permet d'affirmer que le pouvoir recherché pour lui-même est le caractère essentiel de la vie politique. A tous les niveaux de la vie sociale, de la commune à l'Etat, il y a politique chaque fois que se manifeste le phénomène de la recherche du pouvoir pour lui-même. De ce fait, les personnes qui se consacrent à la politique sont soumises aux lois qui régissent l'acquisition et le maintien du pouvoir. Dans ce sens-là, de même que la médecine est la science du médecin, la raison d'Etat est la science du politicien. Nous disons « raison d'Etat » parce que, à l'époque moderne, l'Etat est la forme suprême du pouvoir, et aussi parce que cette locution symbolise une tradition de pensée qui, à la suite de Machiavel, s'est occupée de ce problème. La société se transforme: en même temps se transforment les moyens permettant la création et le maintien du pouvoir; c'est pourquoi le contenu de la raison d'Etat se transforme aussi. Mais il s'agit toujours de la même « raison », parce qu'il s'agit toujours de connaître les faits sociaux du point de vue de leur possibilité à être ou à devenir des moyens pour le pouvoir. Ce critère constant est le principe de la raison d'Etat et de l'action des politiciens. Au XVII^e siècle Federico Bonaventura l'a fort bien illustré en

disant que la *raison d'Etat* est le *vrai monarque*; « le prince du prince et sa vraie et propre loi ».

Beaucoup d'hommes d'étude du courant marxiste et de certains courants démocratiques ont refusé d'admettre que le caractère essentiel de la politique soit la lutte pour le pouvoir, dirigée par la raison d'Etat, c'est-à-dire par le critère que seules prévalent les conduites qui augmentent la sécurité et la force du pouvoir. Cela s'explique aussi par le fait que cette théorie fut cultivée surtout à une époque qui ne connaissait pas les partis modernes, et où la société présentait un unique centre de pouvoir fort étendu, à savoir l'Etat. De nos jours, les sociétés sont plus complexes, possèdent divers centres de pouvoir importants et offrent par conséquent à côté de la raison d'Etat, les « raisons » de ces centres de pouvoir mineurs, des partis surtout. Cependant même à ce niveau-là, la conduite des politiciens est guidée par le même critère. Au XVII^e siècle on se plaignait de la raison d'Etat, aujourd'hui on se plaint de la « raison de parti » et on accuse les partis de choisir le critère de la puissance pour inspirer leur action plutôt que de tirer ce critère des idéologies qu'ils professent. Mais cette façon d'agir trouve son origine objective dans la nécessité de rechercher le pouvoir.

Nous pouvons imaginer un homme politique tout à fait immoral, disposé à tout pour conquérir le pouvoir, et à n'importe quoi pour le garder; nous pouvons aussi imaginer un homme politique d'une honnêteté morale exemplaire, décidé à subordonner à certaines valeurs la conquête et l'usage du pouvoir. Pourtant ce dernier devra aussi consacrer son activité à la recherche du pouvoir, en vue d'empêcher des décisions politiques opportunistes et de permettre des bonnes décisions politiques. Par ailleurs notre siècle a vu la création d'un grand Etat communiste qui, d'après la doctrine marxiste, devrait être contrôlé par les travailleurs. Et bien, cet Etat aussi présente le phénomène d'une classe politique qui lutte pour le pouvoir, de diverses « raisons » de pouvoir dans les divers rouages de cette classe, et de la raison d'Etat au sommet de l'échelle du pouvoir. D'une façon générale, que ce soit dans les Etats marxistes, que ce soit dans les Etats démocratiques, la raison d'Etat a gardé sa suprématie sur toutes les raisons de pouvoir moins importantes. C'est précisément la Russie, qui nous a donné l'exemple d'une des utilisations les plus dépourvues de préjugés que l'histoire connaisse des critères de la raison d'Etat, soit dans les rapports intérieurs, soit dans les rapports internationaux. Par ailleurs c'est au plus grand Etat démocratique que nous devons l'invention et l'utilisation du plus horrible et plus mauvais moyen de pouvoir dont l'homme ait jamais usé: la bombe atomique.

En conclusion nous pouvons affirmer que l'existence d'indivi-

dus constituant la classe politique est un aspect réel de la politique et que l'analyse de la conduite de ces individus met en évidence la lutte pour le pouvoir en tant que l'aspect essentiel de la politique.

2°) *Les comportements prépolitiques et les problèmes politiques.* — Le second comportement relève de ceux qui ne font pas de la politique le but principal de leur vie, mais qui tout en se consacrant à une activité différente se préoccupent, plus ou moins continuellement, des événements politiques, essaient sérieusement de les connaître et d'avoir une influence sur leur évolution. Il s'agit d'une catégorie intermédiaire entre la classe politique et la population générique. De nombreux théoriciens ont pris en examen quelque chose d'analogue. Sur ce point une conception fait autorité: celle de Vilfredo Pareto qui a appelé *élite* cette catégorie de gens. Il la définit de la façon suivante: « Supposons que dans tous les domaines de l'activité humaine on attribue à chaque individu un indice qui indique sa capacité, un peu comme l'on fait à l'école où l'on donne des points pour sanctionner les examens passés en diverses matières. Par exemple, on mettra dix au meilleur praticien, à celui qui n'arrive pas à avoir de client on mettra un, pour pouvoir mettre zéro à celui qui est vraiment crétin. A celui qui aura su gagner des millions, bien ou mal, peu importe, on mettra dix; à celui qui gagne quelques milliers de francs on mettra six, un à celui qui réussit tout juste à ne pas mourir de faim, et on donnera zéro à celui qui a recours à la mendicité. A la femme « politique » qui, comme Aspasia pour Périclès, Mme de Maintenon pour Louis XIV, Mme de Pompadour pour Louis XV, a su s'attacher un homme puissant et jouer un rôle dans le gouvernement de l'Etat, donnons-lui une note autour de huit ou neuf, pour donner zéro à l'enjôleuse qui satisfait uniquement les sens de ces hommes et n'a aucune influence sur la conduite des affaires publiques. A un valeureux filou qui roule beaucoup de monde, sait se soustraire au code pénal, nous mettrons dix, neuf ou huit suivant le nombre de sots qu'il aura pris dans ses filets et l'argent qu'il aura su leur soustraire; au pauvre petit escroc qui vole un couvert au restaurant et par-dessus le marché se fait prendre par les gendarmes, nous mettrons zéro. A un poète comme Carducci, nous mettrons huit ou neuf suivant nos goûts; au rimailleur qui fait fuir les gens quand il récite des sonnets, nous mettrons zéro. Pour le joueur d'échecs, nous pouvons avoir des indices plus précis en cherchant à savoir combien de parties et quelles parties il a gagnées. Et ainsi de suite, pour toutes les branches de l'activité. Faisons donc des gens qui ont les indices les plus élevés dans la branche de leur activité, une classe que nous

appellerons *l'élite*. Nous avons donc deux couches de population: 1° la couche inférieure, celle qui n'appartient pas à l'élite. 2° la couche supérieure, l'élite, qui se divise en deux: a) l'élite gouvernementale, b) l'élite non gouvernementale ».

Cette classification est plus empirique et plus détaillée que la classification marxiste: celle-ci en effet divise la population en deux classes, les capitalistes et les travailleurs, rejetant évidemment toutes les nuances intermédiaires entre ces deux classes et impliquant que seules la condition de capitaliste et la condition de travailleur produisent des résultats politico-sociaux. Toutefois, le grave défaut de la classification de Pareto (et de celles qui se rapprochent de la sienne) est de diviser les individus en catégories, non pas sur la base de leurs diverses attitudes politiques, mais sur une autre base dont il se sert ensuite pour essayer d'expliquer des événements politiques. Or, savoir qu'un individu appartient à l'élite non gouvernementale ne nous dit pas dans quel type de comportement politique il se range. Si en Italie nous mettons la note huit ou neuf à Carducci, nous mettrons dix à Leopardi, et nous les rangerons tous deux dans l'élite. Pourtant nous savons que Carducci eut une grande activité politique, tandis que Leopardi ne s'est jamais consacré à cette activité. Cet exemple nous montre que l'élite non gouvernementale ne correspond pas à un aspect de la politique. La seconde couche politique dont nous parlons définit, par contre, un type de comportement politique. Notre classification peut rappeler celle de Pareto en ce sens qu'elle aussi divise la population en trois parties; mais elle se base sur des différences réelles de caractère politique, et distingue les individus selon des types de comportement politique, et non d'après des données sociales, tout à fait générales.

Il nous faut maintenant analyser le comportement de cette seconde couche politique pour voir quel aspect de la politique en dérive et quels sont les gens qui en font partie. Il s'agit de personnes dont l'activité principale n'est pas la politique. Si nous admettons le principe commun à bien des écoles philosophiques, et que partage le sens commun, selon lequel « on ne connaît bien que ce qu'on fait », nous sommes obligés de conclure que ces personnes, qui ne participent pas à la lutte pour le pouvoir, ne connaissent pas ce qu'est la politique dans son caractère essentiel. Il faut cependant examiner ce qui caractérise leur connaissance et leur action politique. La politique est la lutte pour le pouvoir, ce qui implique son acquisition et son maintien, c'est-à-dire son utilisation aussi: administration, élaboration des lois, création de structures, exécution de programmes dans les relations intérieures et internationales, etc... C'est en cela que la politique intervient dans les diverses acti-

vités sociales. Si le pouvoir fixe la valeur de la monnaie, établit des tarifs douaniers etc..., il règle certaines conditions de l'activité économique. Ces conditions deviennent par conséquent une donnée de l'activité de l'économiste, qui ainsi connaîtra, d'une manière concrète, un aspect de la politique. Si le pouvoir dirige l'école, élabore des programmes scolaires etc..., il règle certaines conditions de l'activité éducatrice. Ces conditions deviennent par conséquent une donnée de l'activité de l'éducateur, qui connaîtra ainsi à son tour un aspect de la politique. On peut faire la même observation pour toutes les activités humaines réglées par le pouvoir. Par ailleurs, tous les gens dont l'activité présente un aspect soit matériel soit idéal à propos duquel le pouvoir peut intervenir à leur faveur, finiront par prendre conscience de cet aspect particulier de la politique et essaieront d'obtenir cette intervention. En résumé il y a un échange continu entre société et pouvoir, et pouvoir et société, en ce sens que le pouvoir interfère dans certaines activités sociales, et que certaines activités sociales peuvent demander au pouvoir certaines interventions.

La seconde couche politique délimite par conséquent une sphère des contenus de la raison d'Etat et des raisons mineures de pouvoir. A cause du caractère même de son activité, l'homme politique ne peut que de tendre à acquérir le pouvoir et à le conserver. Cela revient à dire qu'il doit utiliser les activités sociales comme moyens de pouvoir. Cette utilisation est possible parce que les activités sociales ont, ou peuvent acquérir, cet aspect politique dont nous avons parlé plus haut: et elle réussit chaque fois que des individus prennent conscience qu'un aspect de leur action dépend d'un certain pouvoir. La relation entre le premier et le second comportement politique met par conséquent en évidence les problèmes qui sont qualifiés habituellement de politiques. Tel opérateur économique voudra la libéralisation des échanges, tel autre la protection douanière; tel moraliste voudra que dans la société se développent les valeurs de la liberté de choix et de la responsabilité individuelle, tel autre celles de la sécurité sociale; tel citoyen demandera que soient améliorées les conditions de vie des habitants des régions sous-développées. Si ces prétentions sont ou deviennent suffisamment fortes, et entrent en rapport avec le processus du pouvoir, elles se transforment en problèmes de la politique économique, de la garantie des libertés individuelles, de la réalisation de la justice sociale, des régions sous-développées. En effet, les problèmes politiques procèdent des situations sociales. Mais l'existence de situations sociales ne suffit pas pour déterminer les problèmes politiques. Les situations sociales se transforment en problèmes politiques quand les hommes prennent

conscience de l'aspect politique de leur situation, à savoir du fait qu'on peut les modifier en se groupant autour de leaders qui se battent avec eux pour le pouvoir de les modifier. En d'autres termes, quand un pouvoir politique les fait siennes. Par exemple, le chômage existait bien avant l'apparition du problème politique du plein emploi.

Il est évident que la transformation d'une situation sociale en problème politique n'entraîne pas toujours sa réalisation totale, en d'autres termes, n'entraîne pas toujours la pleine satisfaction des prétentions des individus et des groupes. Normalement les solutions sont partielles.

Des raisons matérielles peuvent expliquer cet écart entre prétentions et solutions: par exemple, l'insuffisance des ressources d'une société face au problème du chômage. Mais indépendamment des raisons matérielles, des raisons politiques interviennent. La solution dépend de la décision du pouvoir, qui ne s'appuie pas sur les prétentions émises par un seul groupe mais sur un compromis entre les prétentions émises par divers groupes: aussi doivent-elles être réduites au plus petit dénominateur commun qu'il soit possible. Cette réalisation incomplète explique d'une part les tensions sociales et le dynamisme politique, et d'autre part les différences qui caractérisent le premier comportement politique, du second. L'objectif du premier comportement politique est de réduire les prétentions des divers groupes à un dénominateur commun minimum, fait qui correspond à l'emploi de l'expression « ligne politique ». L'objectif du second comportement est la solution totale d'un problème particulier; cependant le degré effectif de solution se situe dans la conscience et dans l'action du premier et non du second, parce que la réalisation ne pourra qu'être partielle, en fait l'équivalent du compromis de pouvoir.

Evidemment ce caractère différentiel, qui se manifeste dans la manière d'agir, se manifeste aussi dans celle de connaître. Nous pouvons formuler de la façon suivante les deux critères de connaissance en question. Qui fait usage du premier, en face de tout problème politique, y compris celui de la forme même de l'Etat, cherchera à comprendre s'il est possible de créer un pouvoir conçu comme moyen pour arriver à réaliser certains buts, et il les jugera réalisables ou non, d'après ce point de vue. Qui utilise le second, en face des mêmes problèmes cherchera de préférence à comprendre les conséquences juridiques, économiques et morales d'une solution totale, sans se rendre compte du compromis de pouvoir où elles ne trouveront en général qu'une réalisation partielle. Par conséquent la compréhension de la politique colle à la réalité dans le premier cas, dans le second elle s'en écarte. C'est dans ce sens que quelques théo-

riciens de la raison d'Etat critiquent la théorie aristotélique des trois formes de gouvernement en affirmant que les formes de gouvernement sont l'effet et non pas la cause de la raison d'Etat, parce que les formes de l'Etat dépendent du caractère de la lutte pour le pouvoir et non pas inversement.

En substance le critère de la raison d'Etat est réaliste, le second au contraire est idéologique, si par ce terme on entend, comme le veut la sociologie de la connaissance, une représentation de la société qui englobe, sans les différencier, aussi bien les aspects réels que les aspects idéaux. En effet on a une connaissance idéologique chaque fois que la politique est examinée avec l'expérience du second comportement politique qui, de par sa nature propre, transforme ses prétentions en une conception de la politique. La prétention peut être celle d'une personne isolée, alors la connaissance idéologique produira une utopie, un projet irréalisable. Elle peut être par contre celle d'un grand nombre de personnes; aussi peut-elle devenir un moyen de pouvoir; dans ce cas elle donnera lieu à une véritable conception idéologique, c'est-à-dire à une conception qui en partie se transforme en réalité et la reflète, et en partie agit comme mythe ou idéal, parce qu'elle reste irréalisée et ne correspond pas à la réalité, mais correspond à des exigences profondément senties et facilite ainsi l'action.

Nous avons donc précisé quel aspect de la politique dérive du second comportement politique. Ce comportement n'identifie pas une partie fixe de la population, mais tous ceux qui de temps en temps se chargent d'un problème politique, qu'ils soient chefs d'industrie, syndicalistes, politicologues ou simples citoyens. Nous avons aussi mis en évidence les différences entre les théories politiques, qui gardent toujours un caractère idéologique quand elles s'écartent de la raison d'Etat. Les doctrines courantes de la nation, de la démocratie, du communisme, etc... sont toutes, de diverses façons, des doctrines idéologiques, parce qu'elles transforment un seul élément de la politique, en la totalité de la politique. Elles ont le mérite d'illustrer quelques aspects génériques de la politique (les exemples cités précédemment illustrent respectivement le rapport entre le pouvoir et le caractère ethnique, la spontanéité sociale, les rapports de la production), mais leur grand tort est de les rendre mytiques en en exagérant la portée.

3°) *Le peuple et le consensus.* — Le troisième comportement politique est celui de ceux qui ne dépassent pas habituellement le simple niveau du « papotage » politique, mais qui font un certain effort de compréhension et de participation uniquement dans de grandes occasions, quand il s'agit par exemple d'élections, de crise grave dans la vie d'un pays, ou plus géné-

ralement quand il s'agit d'événements qui suscitent de fortes émotions collectives. Il s'agit de l'énorme majorité de la population des sociétés modernes. Pour étudier leur comportement il faut s'armer d'un esprit froidement réaliste, et repousser le point de vue de la mythologie politique courante qui exalte cette catégorie de gens en les appelant « les fils de la nation », « les gardiens de la démocratie », « l'armée de la révolution prolétarienne ». Schumpeter, réfléchissant sur le comportement du simple citoyen dans un régime démocratique, en est arrivé à le décrire de cette façon: « Membre d'un comité inefficace — le comité de la nation tout entière —, il dépense, dans l'effort discipliné pour essayer de comprendre et de résoudre un problème politique, moins d'énergie qu'il n'en dépense en jouant au bridge ».

L'observation est à bien des égards vraie, et il faut en tenir compte. D'ailleurs nous pouvons aussi l'expliquer. Il suffit de rappeler que le simple citoyen ne participe ni à l'élaboration de la ligne politique, activité typique des hommes politiques tournés vers la conquête et le maintien du pouvoir, ni à la définition des grands problèmes politiques, activité typique de la seconde couche politique. En conséquence, il est fatal que, en temps normal, l'intérêt qu'il porte à la politique ne soit que superficiel, et que sa connaissance, si éloignée de l'expérience, soit extrêmement imprécise. Toutefois ce même simple citoyen se montre parfois capable d'une intuition politique efficace, d'une participation morale très élevée, héroïque même dans certains cas, au processus de la politique. Même cette constatation concerne des faits d'expérience commune.

Ces événements se produisent parce qu'une phase du processus politique intéresse directement l'homme de la rue. Jusque à maintenant nous avons constaté que les hommes politiques élaborent les lignes politiques en réduisant au plus petit dénominateur commun un certain nombre de problèmes qui correspondent aux prétentions de la seconde couche politique. Cela donne lieu sans cesse à une série de choix. En temps normal — en d'autres termes, quand le pouvoir est stable — ces choix s'effectuent dans la sphère de la classe politique sur la base des pressions exercées par la seconde couche politique. Mais il arrive que les choix soient impossibles, soit parce que le compromis du pouvoir échoue, soit à cause des limites des possibilités matérielles de la société. Alors le pouvoir chancelle, et tous les éléments sociaux qui peuvent se transformer en moyens pour le pouvoir entrent directement en jeu. Dans une pareille situation, les hommes politiques peuvent formuler les choix, mais ne peuvent les réaliser. Cette possibilité passe à l'homme de la rue. Il faut observer que dans ces cas-là la question devient extrê-

mement simple et dépend de tout le monde: il s'agit en fait de choisir entre très peu d'alternatives. Dans son caractère essentiel ce choix concerne le pouvoir et non les idéologies ou les programmes. Pour se rendre bien compte du caractère de cette phase de la politique, il ne faut pas oublier que lorsque un gouvernement chancèle, et qu'un autre est en passe de se former, le milieu social s'éveille de la léthargie politique habituelle. D'une part tout le monde s'intéresse à la politique, et il se crée ainsi un nombre considérable de canaux d'information et de communication spontanées; d'autre part le processus politique se réduit à un choix élémentaire: ou les uns, ou les autres. Les régimes démocratiques ont institutionnalisé ces phases cycliques de la politique au moyen des élections. Toutefois ces phases sont typiques de tous les régimes politiques et se manifestent de diverses façons, qui vont de la révolution dans la rue, dans les cas violents, à des mouvements d'opinion qu'on ne peut chiffrer comme les élections, et qui ne sont pas violents comme des révolutions, mais qui sont cependant clairement perceptibles par le caractère exceptionnel et ouvert que prend le processus de la politique.

La description du comportement politique de la troisième couche nous montre donc deux moments typiques du processus politique: celui de la stabilité du pouvoir et celui de la crise du pouvoir. L'homme de la rue reste passif pendant les périodes de stabilité, et devient actif dans les moments de crise; ce qui revient à dire que, lorsque le pouvoir est stable, le simple citoyen est plutôt un sujet qu'un citoyen. Même lorsque le pouvoir prend des décisions qui concernent la vie et la mort du simple citoyen, comme celle de faire la guerre, il n'a pas voix au chapitre. Cet aspect du comportement de l'homme de la rue explique le fait, autrement mystérieux, de la grande diffusion de quelques conceptions idéologiques de la politique. L'homme de la rue doit sans participer au processus des décisions, fournir des prestations qui ont une importance énorme, quelquefois tragique, pour sa vie personnelle. Il ne peut donc conserver son équilibre psychique qu'au moyen de représentations du processus politique qui d'une part évoquent clairement l'idée de la prestation et d'autre part justifient la passivité en faisant de l'obligation une valeur absolue et de la communauté politique elle-même une sorte d'entité collective existant au-dessus des individus. De ce genre surtout est l'idéologie de la nation, qui transforme le moderne Etat bureaucratique représentatif en une entité mystique, à laquelle les hommes devraient tout; de ce genre aussi sont les idéologies des partis quand ils produisent l'image de groupes existants presque indépendamment des individus qui les constituent.

En conclusion l'analyse du troisième comportement politique met en évidence le problème du consensus, et illustre d'une façon réaliste les problèmes qui sont discutés dans la problématique de la légitimité du pouvoir politique, en montrant quelle est l'effective participation de l'énorme majorité des membres des communautés politiques au processus du pouvoir. S'il est peut-être pénible de constater que cette participation, en temps normal, se réduit à croire à des entités à moitié réelles, à moitié imaginaires, c'est une consolation de constater que lorsque le processus du pouvoir interrompt sa marche normale, l'homme de la rue acquiert réellement les pouvoirs énoncés dans le droit constitutionnel et transformés dans les idéologies. Il faut de toute façon ne pas oublier que la participation directe des grandes masses au processus du pouvoir est un événement historique de date très récente. Par un certain côté, il s'agit seulement du début d'un processus grandiose d'humanisation de la politique qui présente, comme tout ce qui est nouveau, ses ombres et ses lumières.

Nous avons commencé par la constatation de l'existence de trois comportements politiques que distingue aisément le sens commun. En vue de les examiner, nous les avons « typisés », nous détachant quelque peu de la réalité, qui ne les présente presque jamais à leur état pur, parce que, de façons différentes, chez les individus réels ces divers aspects du comportement politique peuvent coexister. Il est vrai que l'homme politique se fait guider par la raison d'Etat, mais il est vrai aussi qu'il peut avoir médité longuement sur la forme d'Etat la meilleure, indépendamment de l'étude des moyens indispensables pour le réaliser, et il est également vrai aussi qu'il peut avoir cette même confiance naïve que l'homme de la rue en l'idéologie, instrument qui lui sert à garder le consensus. Lénine est parfaitement exemplaire à cet égard. Il a écrit des ouvrages d'inspiration marxiste orthodoxe sur l'Etat, sur l'impérialisme, etc..., de caractère idéologique incontestable, et a gardé très probablement durant toute sa vie une confiance naïve dans l'eschatologie communiste. Toutefois il s'est distingué par ses conceptions exposées dans *Que faire?*, et il les utilisa pour réaliser la grande tâche de sa vie: la fondation d'un nouveau pouvoir. Or, ces conceptions contredisent sa philosophie marxiste de l'histoire, et sont une inconsciente mais excellente application des critères de la raison d'Etat. Aussi est-il permis de dire que l'aspect typique de l'action de Lénine fut le comportement politique guidé par la raison d'Etat, de même qu'il est permis de dire en général que le troisième type de comportement (consensus politique) et le second (problèmes politiques) ont leur épice dans le premier

(raison d'Etat) qui doit les diriger et donc les connaître de son point de vue, même s'il ne les produit pas directement.

Naturellement la validité de cette interprétation de la politique trouve ses limites dans celle de la méthode employée: la construction de « types idéaux », c'est-à-dire la méthodologie introduite par Max Weber pour l'étude des sciences historico-sociales.

APERÇUS HISTORIQUES SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PENSÉE POLITIQUE

Les premières considérations sur la politique remontent aux anciens empires orientaux. Dans ces empires l'activité politique n'était pas séparée d'autres activités, surtout de l'activité religieuse. Pour cette raison la politique ne fut pas étudiée de façon indépendante, et ne fut l'objet d'un examen que pour élaborer des conseils politiques subordonnés à des fins morales et religieuses. On peut rappeler en Egypte les conseils sur l'art de régner attribués respectivement au roi Merkarîe (2.200 avant J. C.) et au roi Amenemeh'e (1980 avant J. C.) mais probablement postérieurs; en Chine les maximes morales sur les devoirs des souverains de Confucius (VI^{ème} siècle avant J. C.) et de son disciple Mencius; en Inde, le traité sur l'art politique de Kamandaki. En réalité, étant donné la fusion de l'activité politique et de l'activité religieuse, il faut rappeler surtout les grandes manifestations de la pensée religieuse, et en particulier l'Ancien Testament qui nous renseigne sur la pensée et l'activité politique du peuple hébreu. Dans ces civilisations personne n'étudia le pouvoir politique de façon autonome, parce que tous le considéraient comme une émanation directe de la divinité. Quelques aspects de la pensée religieuse remplirent pourtant la fonction des idéologies politiques, et réalisèrent les données psychologiques du consensus politique. Ces idéologies ne se bornèrent pas à justifier le pouvoir moyennant le recours à la divinité, mais tentèrent d'expliquer de la même façon le caractère des communautés politiques en les ramenant non à des facteurs historiques, mais aux divinités nationales. De ce genre est la conception hébraïque du peuple élu qui persiste encore chez les Juifs, et elle s'est répandue dans toutes les communautés politiques par l'intermédiaire de l'idéologie nationale.

Avec la Grèce classique commence la grande littérature politique. On sait que le mot même de « politique » dérive de Πόλις, ville ou mieux « cité-Etat », parce que chaque ville constituait une organisation politique indépendante. Ces villes présentent diverses formes de régime politique: monarchique, aristocratique,

démocratique. Pourtant leur gouvernement n'était pas basé sur un centre autonome de pouvoir doté de ses propres moyens bureaucratiques. Ce fait, uni à celui de la fusion du sentiment urbain et de l'activité politique conduit les Grecs à considérer la politique comme une activité morale plutôt que comme une activité spécialisée, et à l'étudier plus dans ses effets que dans son origine et son caractère différenciel. Les Grecs recherchèrent les buts de la politique et la position du citoyen dans l'Etat, et dirigèrent leurs recherches soit vers la description de ce qui arrive (Platon dans les *Lois* et surtout Aristote) soit vers la conception de l'Etat idéal (Platon dans la *République*). Ainsi bâtirent-ils l'étude du contenu et du but de la politique et donnèrent-ils un grand développement aux conceptions idéologiques, créant les modernes idéologies de la liberté, de la démocratie, de la patrie et du communisme; c'est-à-dire, selon notre typologie, qu'ils cultivèrent l'étude des problèmes politiques et du consensus politique. Mais les Grecs n'étudièrent pas, sinon de façon embryonnaire, la raison d'Etat, par le fait que le redoublement du processus politique en « pouvoir de faire » et en « faire » n'était pas évident comme à l'époque moderne.

Les mondes romain et chrétien n'accomplirent pas de progrès théoriques sur le monde grec dans l'étude de la politique, mais firent des expériences nouvelles qui préparèrent la formation du monde moderne. Rome dépassa le monde limité de la cité-Etat et unifia dans une même organisation politique des hommes d'origine différente. Cette organisation perdit, de par son extension, l'unique base qui permettait alors une participation collective au processus politique, la cité; mais elle dut créer des règles de vie commune sur un vaste espace non unifié par les moeurs traditionnelles, et partant attribuer à tous ses membres un statut juridique. Le processus du pouvoir, en un certain sens déshumanisé par rapport à la Grèce, représenta du point de vue du consensus la vieille fusion de l'activité politique et de l'activité religieuse, et trouva une base réelle dans l'élément militaire, empêchant le progrès de la théorie politique. L'étude du droit connut en revanche un développement décisif.

Le christianisme donna aux hommes le sens d'une autonomie personnelle, indépendante de l'Etat. Il brisa de la sorte la fusion de l'activité morale et de l'activité politique caractéristique de la cité-Etat grecque, favorisa indirectement la considération de la politique comme activité spécialisée, et transforma radicalement le concept de la liberté individuelle, qui pour les Grecs signifiait exclusivement participation à la vie politique, tandis que pour les chrétiens il signifia surtout liberté morale et religieuse vis à vis de l'Etat.

L'idée de l'Empire et de la Chrétienté dominèrent pendant

tout le Moyen-Age. Les prémisses juridiques et religieuses et l'existence de deux centres bien distincts, l'un regardant la politique, l'autre la vie spirituelle, permirent d'approfondir l'étude des contenus généraux, des limites et du but de la politique. Pourtant entre la vie ordinaire des hommes, organisée surtout dans les petites communautés locales, et le fondement impérial de la politique, se créa une distance énorme. Il n'y avait aucun contact direct entre l'individu ordinaire et le pouvoir impérial, qui était pourtant conçu plus comme une donnée naturelle que comme une donnée historique. Cette situation mit en évidence le « faire » politique, mais tint dans l'ombre le pouvoir de faire qui ne semblait pas dépendant de la volonté humaine. Pour cette raison, même la pensée médiévale ne vit pas dans le processus humain de création du pouvoir le caractère essentiel de la politique. A ce résultat ne purent arriver les musulmans non plus, étant donné le caractère théocratique de leur expérience politique. Il faut pourtant rappeler l'écrivain maghrébin Ibn Kaldun (XIV^{ème} siècle), qui mit en rapport la naissance et la décadence des Etats avec l'*asabiyyah* (coterie), la minorité organisée qui conquiert le pouvoir et puis se corrompt, mais il la conçut comme un groupe social naturel, non comme un groupe individualisé par son comportement politique.

La politique comme activité humaine spécialisée et son caractère exclusivement humain, apparurent en pleine lumière dans l'Italie du XV^{ème} siècle. Le système d'Etats régionaux, indépendants de l'Empire et de la religion, qui se forma dans cet ensemble géographique, fut caractérisé par une vigoureuse lutte pour le pouvoir, soit à l'intérieur de chaque Etat, soit dans les relations entre Etats, et préfigura plus d'un aspect de la politique du futur système européen. La lutte pour le pouvoir ne répugna ni à l'assassinat ni à la tromperie; et comme des actes de ce genre étaient connus et fréquents, on ne pouvait penser que le comportement politique fût dû à des exigences morales, ni à des buts religieux. Une autre particularité des temps contribua à la compréhension de la politique: la férocité du pouvoir ne fut pas expliquée comme une intervention du démon dans les oeuvres humaines, parce que les tendances les plus radicales de l'humanisme avaient exclu les critères religieux dans l'interprétation de l'action humaine. Dans le monde froid de Machiavel, le prince est l'homme qui lutte pour le pouvoir; l'Etat ne dépend ni de Dieu ni du diable, mais de la lutte des hommes pour le pouvoir, et les données de cette lutte se réduisent à deux: la vertu et la fortune. La vertu est la capacité d'exploiter tout comportement et tout sentiment humain, y compris les comportements et les sentiments religieux, à des fins politiques; la fortune est simplement le hasard, le jeu de circonstances qui est

soit favorable, soit défavorable, à la prise et au maintien du pouvoir. En substance la vertu est la raison d'Etat; l'homme politique juge tous les aspects de la vie humaine d'un seul point de vue, celui de leur possibilité d'être un moyen pour son pouvoir ou pour celui d'un autre. S'il a une morale, cette morale est, comme dira Max Weber quatre siècles plus tard, la morale de la responsabilité.

Avec cette vision Machiavel porta son regard sur les aspects essentiels de la politique, et ajouta à l'étude des problèmes politiques et du consensus politique l'observation sans préjugés du comportement humain particulier tourné vers l'acquisition du pouvoir. Cette vision ne se transforma pourtant pas en un schéma conceptuel apte à fonder la science politique comme une science distincte d'une activité humaine spécifique, parce que les instruments culturels du temps ne contenaient pas cette possibilité. La science historique moderne en était à ses débuts, et la perspective sociologique dans l'examen de l'action humaine manquait complètement, action qui n'était pas théoriquement distincte dans ses divers aspects, mais était évaluée globalement selon les schémas universels de la philosophie. Dans ce contexte il n'y avait pas de base pour un traitement scientifique de la politique. Pourtant le machiavélisme et l'antimachiavélisme devinrent deux façons très répandues de considération des faits politiques, et la conception de la raison d'Etat ne s'éteignit pas, même si elle oscilla entre le précepte et l'essai non théorique.

Le développement historique successif contribua ultérieurement à laisser aux marges de la science l'étude de l'aspect essentiel de la politique. L'expérience politique de Machiavel était plutôt simple. Dans les Etats italiens du XV^{ème} siècle, le cadre effectif de la lutte pour le pouvoir était celui des cités. Les données du processus politique se limitaient aux prétentions des dominants, à la force des hommes d'armes et aux sentiments des groupes humains cohabitant entre les mêmes murailles. Mais à partir du XVI^{ème} siècle les Etats italiens perdirent leur autonomie, et la prédominance politique passa aux grands Etats européens, c'est-à-dire aux vieux Etats féodaux qui s'étaient transformés en puissantes monarchies de droit divin. L'expérience politique devint plus complexe par l'extension du cadre du pouvoir qui, dominant de grands groupes humains non unifiés socialement, se confondit encore avec les formalités, et pour un certain temps avec la substance même de l'activité religieuse. Dans les siècles suivants, cette fusion s'affaiblit, jusqu'à disparaître presque complètement dans les pays civilisés. Mais le grand développement de la science et de la technique détermina une nouvelle et plus grande complication de l'expérience politique.

Les sociétés devinrent très dynamiques. Le continuel pro-

grès de la science et de la technique équivaut à une continuelle transformation du travail humain, et par là, de la structure de la société. La révolution industrielle transforma une grande partie des paysans en ouvriers, créa les modernes classes moyennes, et rapprocha les individus qui cohabitaient politiquement dans les grands espaces d'un Etat. Il s'agit d'un processus qui se poursuit sous nos yeux. Du point de vue politique, cela comporte un élargissement constant des bases sociales du pouvoir. Pourtant jusqu'à maintenant cette évolution, qui se traduit par l'accroissement constant de la quantité d'activités humaines mêlées dans le processus du pouvoir, a maintenu un caractère particulier. Le lien croissant entre activités sociales et pouvoir politique est cause de l'entrée d'un nombre toujours plus grand d'individus dans la sphère politique. Mais cette entrée, dans un premier temps, comporte exclusivement l'augmentation des compétences du pouvoir de l'Etat, et par là, le renforcement de son caractère autoritaire; et seulement dans un second temps, il assume un aspect démocratique, c'est-à-dire comporte quelques formes directes de participation au contrôle du pouvoir de la part des individus en question. Pour cette raison, une telle évolution d'une part a augmenté énormément l'incidence du pouvoir sur la vie commune des individus; d'autre part, en compliquant l'organisation du pouvoir avec le moderne Etat bureaucratique et en aggravant l'inertie du processus politique, elle a occasionné un constant retard entre l'extension du pouvoir et l'élargissement de la base de recrutement de la classe politique.

Le caractère de l'expérience correspondant à de telles données favorisa l'apparition d'une façon singulière de voir le pouvoir. Comme nous l'avons dit, le pouvoir se détacha des pratiques religieuses. Mais, par les graves conséquences que le pouvoir détermina sur la vie ordinaire de tous les individus, il acquit quelques éléments déformés de la mentalité religieuse, et devint pour beaucoup d'hommes l'objet d'une foi « laïque » indifférente aux examens rationnels et aux contrôles empiriques. Cet aspect de la psychologie politique moderne apparut de façon typique pendant la Révolution française, qui affirma la « religion laïque » de la nation. C'est à cette époque que remonte en effet, comme l'a montré Ferdinand Brunot dans son « Histoire de la langue française », le transfert de la terminologie religieuse dans le domaine politique (ainsi, par exemple, « les autels, les sanctuaires, les martyrs de la patrie »). Cette façon de voir subsiste encore, et a marqué de temps en temps dans ses diverses manifestations l'entrée de classes et de groupes dans la sphère politique, accentuant fortement les aspects idéologiques des doctrines politiques modernes, et particulière-

ment des doctrines de la démocratie et du socialisme, qui correspondent à l'affirmation du suffrage universel et à la reconnaissance des valeurs sociales. Naturellement cette attitude psychologique ne concerne pas seulement l'individu commun mais les penseurs politiques eux-mêmes, et a constitué pour cela un des obstacles les plus graves dans l'étude scientifique de la politique.

Dans les conceptions de ce genre n'est pris normalement en considération qu'un seul aspect du processus politique, et chose encore plus grave, un aspect regardant non pas la classe politique, mais les individus qui appartiennent selon notre typologie au second et au troisième type de comportement politique. Cet aspect — le libre choix des individus selon l'idéologie démocratique, le caractère ethnique ou linguistique des individus suivant l'idéologie nationale, la position des individus dans les rapports de la production selon l'idéologie socialiste — est pensé indifféremment comme un fait et comme une valeur, c'est-à-dire décrit soit comme une conduite qui produit certaines conséquences politiques, soit comme une conduite qui devrait produire certaines conséquences politiques si le pouvoir était « juste ». Tous les autres aspects de la politique sont négligés, ou ramenés à l'aspect mis en évidence comme les effets à la cause. De telles procédés se rencontrent dans les doctrines de Locke pour le libéralisme, de Rousseau pour la démocratie, de Herder et de tous ceux qui ont exposé cette thèse dans chaque pays (en Italie Mazzini) pour le nationalisme, de Marx pour le socialisme, etc...

Il faut en outre rappeler que jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle a fait défaut une méthodologie satisfaisante des sciences historico-sociales. Le droit continua à être conçu comme une science concernant un aspect spécial de l'action humaine, mais au droit ne s'ajouta que la science économique. Pour cette raison on n'élabora pas des schémas conceptuels correspondant aux autres conduites humaines importantes; et les chercheurs persistèrent à les considérer de points de vue non pertinents. Dans l'étude de la politique dominèrent les méthodes juridique et philosophique. On peut montrer facilement la défectuosité de telles méthodes en se référant à Thomas Hobbes, le philosophe qui étudia avec une extrême absence de préjugés le pouvoir politique. Partant d'une conception matérialiste, il conçut l'homme comme un être absolument égoïste, et par conséquent, à l'état de liberté naturelle, comme un « loup » pour tous les autres hommes dans une société humaine perpétuellement déchirée par la guerre de tous contre tous. Pour de tels hommes « les pactes, sans la force, ne sont que des mots »; et le pouvoir absolu, constitué par la renonciation de tous les sujets à exercer

leur propre droit naturel d'auto-gouvernement, est l'unique moyen pour garantir la sécurité et la paix sociale. Selon cette conception, dans laquelle apparemment le pouvoir se présente au degré maximum d'énergie, démesuré comme le Léviathan biblique, personne n'influence le pouvoir, et en un certain sens, personne ne lutte pour l'acquérir ou le garder, mais simplement quelqu'un le possède. En d'autres termes, dans la philosophie de Hobbes, la politique est absente; et ce résultat paradoxal correspond au fond à la méthode employée pour l'expliquer, méthode qui met en évidence seulement des données sociales générales, et se limite à déduire directement le pouvoir de telles données sans considérer ce qui arrive effectivement dans le domaine politique. L'absence d'un schéma conceptuel explicatif des faits politiques, et la tentative correspondante de les expliquer à l'aide de concepts métaphysiques ou résultant de l'étude d'autres faits humains, a maintenu jusqu'au XX^{ème} siècle toutes les études systématiques sur la politique dans les limites mises en évidence par l'étude de la pensée de Hobbes. Avec raison Meinecke a observé: « La science historique moderne a fait jusqu'à maintenant un plus large usage de la doctrine de la raison d'Etat que ne l'a fait la science politique, qui est encore soumise à bien des égards aux conséquences de la vieille méthode tournée vers l'absolu, vers la recherche de l'Etat idéal ».

Pourtant, même si la pensée moderne n'a pas pu élaborer de façon scientifique l'intuition de Machiavel, entre le XVI^{ème} et le XX^{ème} siècle on a obtenu de grands résultats dans l'exploration de nombreux aspects de la politique. En réalité, le critère de la raison d'Etat correspondant à l'utilisation à des fins politiques des activités sociales, resterait dressé dans le vide si nous ne possédions pas des connaissances suffisantes de toutes les conduites humaines qui, directement ou indirectement, font partie de la sphère politique, et des connaissances également suffisantes des structures de l'organisation du pouvoir qui influencent largement le processus politique. La doctrine de la division des pouvoirs de Montesquieu est d'une particulière importance pour ce second point: moyennant une telle division, le pouvoir limitant le pouvoir, on obtiendrait la liberté politique. Mais il faut observer que toutes les branches de la culture moderne de la société ont fait progresser de telles connaissances, auxquelles ne furent pas inutiles d'autre part, aussi, les conceptions idéologiques elles-mêmes qui eurent de toute façon le mérite de mettre en évidence, tout en exagérant la portée, les données nouvelles du processus politique.

Au début du XX^{ème} siècle la connaissance des divers aspects de la sphère politique progressa ultérieurement par le mérite des études sociologiques, qui finalement furent développées avec

des critères empiriques. Un tel patrimoine de connaissances est désormais suffisant pour une systématisation scientifique de la politique. Le problème, naturellement, réside dans la façon de disposer les données, c'est-à-dire dans les schémas conceptuels de référence et dans la méthodologie. Même de ce point de vue la situation peut être considérée comme satisfaisante. Le concept d'idéologie, introduit unilatéralement par Marx et ensuite réélaboré d'une façon critique, nous permet de distinguer soit dans la pensée politique commune, soit dans les doctrines politiques elles-mêmes, les éléments qui correspondent aux valeurs et expliquent le consensus politique par les éléments qui correspondent aux événements effectifs. La méthodologie des sciences historico-sociales, surtout grâce au chemin ouvert par Max Weber, nous permet d'utiliser des schémas conceptuels regardant les différents aspects de la conduite humaine avec une connaissance précise de leurs limites d'application et de leurs connexions avec l'étude générale de l'histoire. Le schéma de la classe politique élaboré, même si ce n'est pas de façon tout à fait satisfaisante, par Gaetano Mosca, a traduit en un concept sociologique l'intuition fondamentale de Machiavel sur le caractère essentiel du processus politique: le comportement humain tourné vers l'acquisition et le maintien du pouvoir.

La science politique, entrée désormais dans les pays les plus avancés dans les programmes universitaires, n'est pas encore consolidée et les discussions sur sa méthode et son objet sont actuellement très ouvertes. Mais le progrès dans la connaissance des faits et dans les méthodes de leur systématisation théorique, permet de nourrir un optimisme raisonnable sur les possibilités d'affirmation de cette science, qui pourrait rétablir un équilibre entre les grandes possibilités des hommes, dans le domaine des productions matérielles et l'ordre peu satisfaisant de l'organisation des pouvoirs politiques.

La continuité de l'histoire germano-prussienne de 1640 à 1945*

LUDWIG DEHIO

La catastrophe de 1945 a brisé non seulement notre continuité politique mais aussi l'image que nous nous en faisons dans notre prise de conscience historique. Car elle nous a placés devant la question angoissante de savoir si ces rapports relient le troisième Reich, voire même notre époque actuelle, à l'histoire du deuxième et du premier Empire allemand.

Une fierté élémentaire nous force à refouler cette idée et nous nous y sentons encore plus poussés par la thèse simpliste de l'accusation étrangère qui prétend que Hitler, Bismarck et Frédéric le Grand n'étaient que les anneaux de la même chaîne et faits du même métal. Mais de dignes historiens allemands forment la thèse opposée. Ces trois hommes n'étaient vraiment que des manifestations individuelles, presque sans contact les uns avec les autres, dont le rôle même a été en partie surestimé.

* Nous remercions le prof. Ludwig Dehio qui nous a accordé l'autorisation de publier cet essai qui met en lumière la continuité de l'histoire allemande depuis Frédéric le Grand jusqu'à Bismarck et jusqu'à Hitler, et qui se rattache à ses études sur l'histoire de la Prusse publiée sur la « *Historische Zeitschrift* » avant l'avènement du nazisme. Ludwig Dehio appartient à la grande tradition historique allemande qui a pour base théorique, la vision du système européen des Etats, considéré comme un tout, pour maître Ranke, et pour historiographe de la raison d'Etat, Meinecke. Ses oeuvres les plus connues sont: « *Gleichgewicht oder Hegemonie* » (dernière édition, Scherpe Verlag, Krefeld, 1960) et « *Deutschland und die Weltpolitik in 20. Jahrhundert* » (dernière édition, Fischer Verlag, Frankfurt/M, 1961); toutes deux ont également été publiées en italien et en anglais. Le mérite fondamental de l'oeuvre de Dehio réside dans son pouvoir de stimuler l'imagination et d'insérer notre époque actuelle dans une vision vaste et profonde, dans laquelle la politique apparaît sous son jour véritable, sous ce jour qui reste invisible à ceux qui ne sont pas capables de concevoir le système des Etats envisagé comme un tout à travers la catégorie pertinente de la raison d'Etat. Ces derniers, alors qu'ils luttent et qu'ils souffrent pour les gouvernements nationaux, ne s'aperçoivent même pas que c'est le système tout entier qui les contient qui est à l'agonie, et ils s'affaiblissent aveuglément tandis que l'histoire est en train de les submerger.

Ainsi Frédéric II n'a absolument pas été un événement unique, mais somme toute seulement un enfant de son siècle. Et même son influence ne s'étend pas au delà de l'ancien régime dont il marque le terme. Quant au militarisme, qu'on dit créé par lui et par son père, il vient en réalité de la Révolution française. Aucun chemin ne mène de Frédéric à Bismarck, et encore moins de ce dernier à Ludendorff et Hitler. Bref, cette suppression de rapports historiques admis jusqu'à maintenant permet de présenter le troisième Reich lui-même comme une manifestation isolée et unique — ce que tout le monde souhaite.

Partagés entre ces thèses et ces anti-thèses les historiens arriveront-ils à une vue sereine de l'histoire qui s'efforcera de surmonter le traumatisme hitlérien? Ne faudra-t-il pas chercher à apprendre aussi bien de l'accusation que de la défense, mais pour créer quelque chose de nouveau, une image équilibrée et cependant claire? Ce faisant la réflexion historique devra supposer comme pétition de principe, comme donnée par la logique inhérente à l'histoire, une sorte de continuité allant de la vieille Prusse jusqu'à Hitler en passant par Bismarck. Ce qui ne veut pas dire qu'on ait le droit de simplifier et d'accorder une valeur absolue à une telle continuité! Il s'agirait plus précisément de la traiter comme une composante parmi d'autres.

De plus, il ne faudra pas se contenter d'une analyse exclusivement consacrée à l'Allemagne, mais faire des comparaisons continues avec les autres puissances. C'est seulement ainsi que nous apprendrons à distinguer ce qui est commun à tous et voulu chaque fois par l'époque, de ce qui nous est particulier, unique.

Quel est donc ce caractère unique qui marque l'évolution de la Prusse et de l'Allemagne de 1640 à 1945? Par comparaison, il apparaît, vu simplement de l'extérieur, dans cette poussée de croissance qui, en moins de trois siècles, à la lumière froide des premiers jours des temps modernes, et partant d'un misérable recoin du fin fond de l'Europe, a formé la petite Allemagne puis, malheureusement, la grande Allemagne et l'a lancée sur le chemin de l'hégémonie européenne, voire mondiale.

Remettons-nous en mémoire cette croissance à l'aide de quelques chiffres, tout au moins en ce qui concerne la population. En 1640 la Prusse-Brandebourg n'avait pas encore un million d'habitants; en 1688 elle n'en avait qu'un million et demi, et vivant dans la misère! Tandis que la France massive et rayonnante de Louis XIV dépassait les vingt millions. En 1740 la conquête de la Silésie doublait déjà d'un seul coup la population composant le noyau compact de l'Etat (la Marche, la Poméranie et la province de Magdebourg) et permettait d'accroître le nombre de ses habitants jusqu'à approcher de la population de toute

la Saxe électorale. Voilà qui en dit plus sur l'importance de l'année 1740 que toutes les considérations morales que l'on pourrait faire. Mais à la fin de l'ancien régime la population est montée à plus de dix millions d'habitants, c'est-à-dire qu'en un siècle et demi elle s'est multipliée par dix. Puis il y eut la nouvelle poussée de 1866 - 1870, due à une expansion directe et surtout indirecte. Le résultat fut que la France se vit dépassée en population par ce second Empire qui était placé en fait sous l'hégémonie de la grande Prusse.

Est-ce que l'histoire européenne offre dans les périodes correspondantes de ces temps modernes quelque chose de comparable, ne serait-ce qu'extérieurement? Si nous laissons de côté l'expansion coloniale qui est d'un ordre différent, nous pourrions tout au plus citer comme Etats à croissance surtout guerrière, sur le continent, la Russie, l'Autriche, la Suède et la Savoie. Mais à y regarder de plus près, on voit combien chacun de ces Etats reste loin derrière la formidable expansion de la Prusse. La masse compacte eurasienne qui formait déjà la Russie d'avant Pierre le Grand, n'était-elle pas déjà plus puissante que l'ensemble des conquêtes ultérieures? Est-ce que l'Autriche, même avant l'époque du Prince Eugène, ne forme pas déjà un complexe de pays imposant et uni? Et la Suède, avec la Finlande, est caractérisée même avant son expansion guerrière sur les côtes d'en face par un solide territoire de base. Quant à la Savoie, qui offre relativement le plus de ressemblance avec la Prusse, son ascension a été bien plus lente et l'a amenée à se fondre d'autant plus rapidement dans l'Etat national italien.

Ce sont justement ces comparaisons qui, plus on y pense, laissent apparaître dans sa véritable lumière toute la forte personnalité de l'Etat prussien. La base de départ constituée par le Brandebourg apparaît alors vraiment unique par sa pauvreté. C'est un pays mal partagé par la nature, sans côte, sans fleuve, sans montagne, sans richesse sur terre ou sous terre, par conséquent un pays mal partagé par l'histoire, un pays intermédiaire, colonial, né tard, terne, manquant de la gloire que donne une couronne ancienne, et situé au milieu de formations politiques plus favorisées. C'est enfin un pays défavorisé quant à sa population, manquant du matériel humain homogène et de valeur qui constitue généralement la matière première des grands destins historiques. La réunion tardive et libre avec le lointain duché de Prusse ne fit que souligner le caractère problématique de cet Etat chancelant.

Mais comment expliquer alors et malgré tout cette ascension soudaine? Donnons la réponse en une seule phrase: l'explication de l'énigme, c'est l'application méthodique d'une recette simple de succès, imposée d'en haut d'une façon autoritaire. La recette

consistait à importer la civilisation occidentale dans les territoires sous-développés de l'Est avec pour seul but de former un potentiel militaire croissant et de pratiquer avec l'aide de ce dernier une politique d'expansion territoriale continue qui par retour accroîtrait à nouveau ce potentiel.

Ainsi procède le capitaliste calviniste qui travaille d'une façon fanatique et presque ascétique et réinvestit aussitôt ses gains dans son entreprise, pour en tirer de nouveaux avantages, ne songeant qu'à une expansion dynamique et non à un luxe statique conforme à son niveau de vie. Et c'est justement cet esprit grandiose d'entreprise venant de Hollande avec le Grand Electeur qui s'empara de la dynastie des Hohenzollern et lui resta acquise sous une forme sécularisée même après la disparition de la cause religieuse. Avec la seule différence que le moteur du succès ne s'appelait pas ici capitalisme, mais militarisme et que le succès ne se mesurait pas à l'expansion d'une affaire privée, mais d'un Etat. Dans la vie civile cet Etat fit progresser le bien-être des citoyens et la civilisation, aidé par une administration incomparablement minutieuse et méthodique, mais seulement dans la mesure où cela était nécessaire pour former la base d'un armement démesuré, et non comme un but en soi. Le niveau de vie pouvait rester bas. Les faibles besoins d'une population vivant dans des pays sous-développés ne faisaient que renforcer tout le système qui de la nécessité savait faire une vertu. Des nombreux groupes de population que le système trouva dans les différentes parties du pays et qu'il rendit plus disparates encore en introduisant des colons venus d'Europe occidentale, il créa une population artificielle dans un Etat artificiel et la pourvut d'une morale d'Etat unique, au-delà de toute confession, conservant toujours la faculté d'imprimer sa marque d'airain sur les hommes.

Mais le but final de cet Etat, vers lequel convergeaient toutes les données du système, était une politique extérieure dynamique, dont les succès visibles étaient la seule justification de cette entreprise de force, mais dont la protection et l'élaboration pouvaient exiger des moments de répit.

Nous voyons donc apparaître une raison d'Etat militariste dans cette expansion, fixée méthodiquement dans les testaments politiques, continuellement à l'oeuvre, d'une pureté et d'une limpidité telle qu'elle était inconnue à cette époque en Europe. « La Prusse doit avoir un gouvernement militaire et tout rapporter à des buts militaires », selon les paroles de Frédéric le Grand. On peut dire que nous avons devant nous une usine de puissance travaillant d'une façon rationnelle, d'autant plus supérieure aux méthodes artisanales employées jusque là par les aspirants à l'hégémonie qu'elle refuse avec une ironie cin-

glante toute prétention à une vie de cour conforme à son rang. Du point de vue de l'histoire de l'Empire on peut dire encore: nous voyons un petit prince protestant, rebelle à l'Empire s'élever au niveau européen et perfectionner avec un radicalisme intégral, au 17ème et au 18ème siècle, la concentration, déjà réalisée au 16ème, de la puissance militaire, financière et religieuse, telle que nous la trouvons dans les territoires protestants de l'Allemagne de l'Ouest et prenant la suite des maisons déchues de la Hesse et du Palatinat, se mettant à l'école et dans la lignée de la maison d'Orange, rivaliser avec les Suédois.

En face de cette situation les grandes puissances invertébrées restent en arrière, affectant une élégante négligence. Elles se reposent dans l'assurance de leur poids et voient dans le décorum catholique et baroque de leur puissance un *Ersatz* de la force. Ce ne sont donc pas les « grands », les heureux possédants, qui ont amené à son apogée le militarisme et l'administration rigoureuse qui le soutient. Ce sont au contraire les « petits », qui bien sûr ont été à l'école des grands, mais seulement pour balancer la force négligente de ces derniers par leur intensité de puissance. Etant eux-mêmes menacés, ils trouvent la force de menacer à leur tour d'autres pays et même de plus grands. Tout cela s'applique de façon éminente à la Prusse. Frédéric II jugeait ainsi: « De petits Etats sont aussi forts que les plus grands, si seulement ils ne reculent devant aucun effort ».

Certes cet Etat artificiel créé à partir du néant par les efforts enragés de trois princes, est constamment en danger de retomber dans ce néant, danger qu'aucune autre puissance de ce rang ne connaissait dans la même proportion. Et c'est justement le plus grand de ces trois rois qui devait frôler de plus près l'abîme au moment de l'aventure silésienne. Car ce n'est que par une hardiesse irrationnelle que cet Etat d'essence rationnelle a pu atteindre en l'espace de trois guerres un rang incontesté de grande puissance! Peu importe, la hardiesse avait réussi une fois et le souvenir qu'on en conservait devait réapparaître dans toutes les situations périlleuses où devait se trouver ce système en soi déjà périlleux jusqu'aux derniers jours et aux dernières heures de son existence en 1945.

Mais marquons encore cette existence, pour la période de l'ancien régime, par quelques autres chiffres, qui démasqueront le secret de ce système, je veux parler de l'armée.

A la mort du Roi-sergent, en 1740, la Prusse n'était par ses habitants que le treizième Etat d'Europe, mais par son armée déjà le quatrième, sinon le troisième. Frédéric Guillaume I avait hérité une armée de trentehuit mille hommes que son père n'avait pu entretenir qu'à l'aide de subsides étrangers. Quant à lui, il laissa à sa mort quatre-vingt mille hommes dont le pays pauvre

supportait entièrement les frais mais dont le recrutement dépassait presque du double ses possibilités. Si l'Autriche avait armé dans les mêmes proportions elle aurait eu en 1740 six cent mille hommes sous les drapeaux et la France sept cent cinquante mille, en ne tenant compte que du chiffre de population des deux grandes puissances et non pas du niveau de vie, de loin supérieur, des sujets autrichiens et surtout français. Et cependant ces pays ne disposaient en réalité que d'armées à peine supérieures en nombre à celle de la petite Prusse, mais bien inférieures en valeur. Frédéric le Grand laissa ensuite à son successeur deux cent mille hommes, sans doute plus que n'en avait la France riche et quatre fois plus peuplée. Et ces deux cent mille soldats suffirent, même dans la main d'un prince aussi discutable que Frédéric Guillaume II, pour assurer à l'Etat la conquête gigantesque issue des deux derniers partages de la Pologne qui, mesurée aux limites du noyau prussien, était bien plus importante que la partie autrichienne et même russe. Car le royaume étendait sa superficie de cinquante pour cent exactement. Et du fait du centralisme rigoureux tout accroissement revêtait ici une importance plus grande que ce n'était le cas par exemple pour l'Autriche et son organisation lâche.

Mais qu'advint-il de cette recette de succès éprouvée par l'histoire de la Prusse au moment de la période napoléonienne, alors que l'habile politique de cabinet constituée par « la liberté de manoeuvre » dans le cadre de l'équilibre instable de l'Europe fut rendue absurde par la division du continent en deux camps, par suite de la nouvelle tentative d'hégémonie française? Qu'advint-il de la recette, lorsque cette armée artificielle et démesurée s'effondra en affrontant les jeunes soldats français portés par l'enthousiasme et lorsque l'organisation intérieure artificielle de l'Etat fut ébranlée, et qu'enfin sa façon autoritaire d'être gouvernée fut mise en question aussi bien par suite de l'esprit de l'époque qu'à cause de l'incapacité personnelle du souverain? Des courants populaires ignorés ne firent-ils pas alors irruption dans ce mécanisme à demi ruiné si bien que par réaction même le constructeur royal de la machine, si célébré, en perdit son prestige!

Il est impossible, et d'ailleurs assez peu utile, de rendre compte ici des désordres de ces années là. Disons seulement ceci: la Prusse, reconstruite au Congrès de Vienne, n'était plus d'essence aussi pure que l'ancienne, et n'avait plus en sa possession une recette de succès aussi éprouvée. Elle ne savait donner aucune réponse aux deux questions complémentaires et urgentes que posait l'époque; la question sociale et la question nationale. Son armement était dépassé, son gouvernement paralysé, son rang de grande puissance incertain. Malgré la fon-

dation de l'Union douanière on ne pouvait guère qualifier sa politique étrangère de hardie. On la voyait se réfugier au contraire dans le havre commun de la Restauration. Mais même là elle ne trouva aucune protection contre la révolution de 1848. La Prusse serait-elle incapable de se rajeunir? Et à quel autre rôle pouvait-elle donc prétendre, si ce n'est celui de se mettre définitivement au service du mouvement national pour ensuite se dissoudre dans l'Etat national naissant, comme la Savoie dans une situation comparable devait le faire bientôt? Mais quels principes de l'ancienne Prusse seraient encore restés agissants pour fixer le destin de la nouvelle Allemagne?

Dans cette crise intérieure latente ce fut alors la vieille recette de succès prussienne que la société menacée des Junkers et le corps des officiers nobles tirèrent à nouveau de leur mémoire pour en faire une recette assurant leur propre survie et celle de l'Etat. Ranke pouvait bien avoir tiré de l'histoire de la Prusse sous l'ancien régime son idée de la primauté de la politique étrangère, cette idée était morte depuis 1848, elle s'était même presque transformée en primauté de la politique intérieure. Et c'est au service de cette politique intérieure que l'on mit une nouvelle fois en application la vieille devise prussienne: un gouvernement autoritaire, un armement démesuré, une politique extérieure d'expansion. Ce fut la devise des Manteuffel et des Roon, la devise de Bismarck! En l'appliquant on pouvait réussir à tromper les mouvements populaires et au lieu de se mettre à leur service, les dominer. Pour cela il ne fallait pas se contenter seulement d'un nouveau gouvernement à la Frédéric. Il fallait le compléter en y ajoutant du bonapartisme et, à l'exemple de Napoléon III, apprendre à dominer d'une façon autoritaire les tensions intérieures de la société moderne et à les canaliser vers des buts extérieurs.

Et ainsi fut fait! On commença par réorganiser l'armée, ce qui amena rapidement un nouveau réarmement démesuré et permit pour la première fois en Europe d'utiliser à plein le service militaire obligatoire institué par les Jacobins, mais d'une manière paradoxale on n'en soumit pas moins cette armée à base plus large à des traditions incarnées par les corps des officiers nobles et qui dataient de Frédéric. Le résultat? En 1866 la Prusse avec ses dix-huit millions d'habitants disposait d'une armée en campagne aussi forte que l'Autriche qui comptait le double de population et elle avait en outre des réserves bien mieux entraînées. Mais cette réorganisation de l'armée déclencha aussitôt la bataille pour le rétablissement de l'autorité royale contre les menées du Parlement qui s'efforçait de contrôler cette armée, instrument d'une politique nationale étrangère. Serait vainqueur celle des deux puissances en lutte qui pourrait appli-

quer effectivement une politique étrangère couronnée de succès. Et c'est la royauté qui réussit grâce à Bismarck. Il appliqua la vieille recette prussienne dans ses prescriptions les plus importantes en inaugurant une nouvelle politique extérieure à la Frédéric, dirigée à nouveau contre l'Autriche, qui était l'associée de la Confédération germanique et l'allié de 1813 et 1864. Cette politique étrangère était favorisée par la même instabilité de l'équilibre européen qui avait déjà favorisé Frédéric au XVIIIème siècle. Le coup de 1866 n'en fut pas moins aussi hardi que ceux de 1740 et 1756. A nouveau l'Etat se trouvait devant l'alternative bien prussienne, inconnue aux autres nations, de s'agrandir ou de périr. Ce fut à nouveau un chef-d'oeuvre de la politique de cabinet jonglant avec l'existence de cet Etat artificiel. Il ne pouvait reculer devant aucun moyen, même l'alliance secrète avec la Révolution en Hongrie, en Bohême, peut-être en Pologne et même en Allemagne. L'envoi de Lénin à Saint-Petersbourg et d'autres choses semblables de la première guerre mondiale pouvaient se réclamer de la tradition bismarckienne. Enfin, si Frédéric le Grand portait toujours une fiole de poison lorsqu'il livrait bataille, Bismarck avait pris la résolution de se joindre à la dernière charge de cavalerie en cas de défaite subie sur les champs de bataille de Bohême. Aidé par ce vieux dynamisme prussien amoureux du risque, mettant à profit cette guerre fratricide, abhorrée même en Prusse, captant par une manoeuvre hardie l'énergie dégagée par la « chimère nationaliste », Bismarck fonda la Confédération de l'Allemagne du Nord et quatre ans plus tard forgea le deuxième Reich dans le feu de la guerre qu'il fit à Napoléon III. Il ne laissa pas le temps à ce dernier de rattrapper, grâce à sa grande réforme de l'armée, l'avance que lui avait assurée le gigantesque armement de la Prusse et ses intrigues en Espagne mirent l'Empereur devant le choix de combattre ou de tomber sans combat. A quoi servirent alors à la République de Gambetta sa nombreuse population, sa richesse, son héroïsme improvisé en face d'un peuple bien entraîné, qui avait payé sa grandeur de ses privations, qui ne disposait il est vrai d'aucune industrie de luxe, mais bien d'une industrie lourde développée par l'Etat et, en plus, avait un gouvernement autoritaire indépendant des élections et des partis: gouvernement révolutionnaire contre gouvernement démocratique?

Ainsi Bismarck fit-il naître par une opération venue d'en haut et d'une façon artificielle une nouvelle nation allemande, la petite Allemagne à prédominance industrielle et protestante, sous l'hégémonie de la grande Prusse. Dans ces conditions il était inévitable que cette unité allemande se fit au prix d'une division effective de l'Allemagne, qui s'annonçait à vrai dire

comme probable depuis des siècles déjà. Voilà qui démontre bien le caractère faux des comparaisons que l'on fait fréquemment entre la guerre de 1866 et celles que firent pour leur unité les Suisses, les Italiens et les Américains au XIX^{ème} siècle. Dans ces derniers cas il s'agissait toujours de rétablir ou de créer un tout, tandis qu'avec la Prusse on combattait dans l'intérêt d'un Etat particulier se servant de certaines aspirations populaires, pour isoler du tout un peu lâche qui existait déjà, à savoir la Confédération, un morceau d'Empire unifié, nouvelle victoire de l'esprit de force sur l'esprit d'universalité, victoire de l'ancien rebelle sur l'ancienne idée de l'Empire.

Et si la nouvelle nation se mit à croire avidement en la recette de succès prussienne qui l'avait faite naître et acceptait l'histoire de la Prusse comme étant la sienne propre, car elle-même n'avait pas d'histoire, pouvait-il en aller autrement? A l'époque napoléonienne les réformateurs avaient déjà commencé la symbiose de l'Allemagne et de la Prusse. Bismarck l'acheva et bien que plus tard l'importance de l'Etat prussien ait paru s'atténuer, l'âme de la Prusse, dans un cadre élargi, n'en eut qu'un rôle plus actif, appuyée sur une force populaire qui lui faisait jadis défaut. La vieille force éducatrice de la Prusse, transformée par l'enthousiasme national, arrivait seulement à son apogée. Cela agit particulièrement sur les classes bourgeoises qui avaient fourni pourtant peu auparavant les opposants les plus fanatiques à la domination prussienne. Enthousiasmées par un miracle économique qui s'annonçait déjà dans l'Union douanière, ce furent elles précisément qui apprirent en élèves appliqués leur leçon prussienne, se soumièrent au gouvernement autoritaire de l'Etat, se convertirent à l'idée militaire et s'intéressèrent à une politique extérieure ambitieuse. Mais cette politique était celle de l'impérialisme qui, en conformité avec les intérêts de la nouvelle société industrielle, avait les yeux fixés sur la mer et restait étrangère à l'esprit prussien continental et agraire. En conséquence de quoi il fallait que l'idée de réarmement apparût sous un nouvel aspect et qu'on mît en chantier une flotte, ce qu'avaient déjà demandé les démocrates de 1848.

En la personne du jeune roi ce fut la jeune génération qui monta sur le trône et maria la vieille méthode prussienne aux buts de la nouvelle Allemagne. Ce dernier n'avait-il pas déjà annoncé à ses camarades, dans la cour du lycée de Cassel dont il était l'élève, que sous une forme moderne il renouvellerait les exploits de son grand aïeul Frédéric-Guillaume I^{er} et qu'il construirait une flotte qui serait l'instrument de sa politique mondiale, avec la même méthode que ce dernier organisait son armée en instrument de sa politique européenne. Et c'est

cette conformité de vue tournée vers le passé et vers l'avenir qui nous frappe, lorsqu'on étudie les journaux de l'époque: on y trouve l'espoir de voir l'Allemagne faire son entrée dans le cercle des puissances mondiales en appliquant la même recette de succès qui jadis avait permis à la Prusse d'être admise dans le cercle des grandes puissances.

Pour ce nouveau départ une crainte a aussi joué son rôle de stimulant supplémentaire: celle des tensions sociales, nées du développement fiévreux de la nouvelle société industrielle et qui sont en quelque sorte le revers de la médaille. De même Bismarck au début de sa grande entreprise fut poussé par la peur des problèmes intérieurs. Et, comme à cette époque, on ajouta maintenant aussi un peu de bonapartisme à la vieille recette prussienne. Quand par exemple Frédéric Naumann parlait de démocratie et d'Empire, il pensait à un empire teinté de bonapartisme continuant la ligne politique fixée par Bismarck.

Mais qu'importe le nombre des affluents qui se mêlèrent au vieux courant prussien, il n'en continua pas moins à couler dans sa direction à lui. De même le Danube, bien faible à ses débuts, impose toujours son cours malgré les riches affluents des Alpes qui sont bien plus puissants que la rivière-mère. On peut considérer cette image comme valable jusqu'en 1945!

Il y eut bien quelques oppositions plus fortes. Mais parmi celles-ci aucune qui fût capable de mobiliser la nation entière et non un certain nombre de classes, de confessions, de particularismes et de groupes d'intérêts, aucune qui ait pu offrir à tous une image de l'avenir aussi suggestive que pouvait le faire l'impérialisme.

Et cet impérialisme était d'autant plus séduisant qu'il ne débouchait pas forcément sur une guerre effective, mais promettait un triomphe sur l'Angleterre au cours d'une guerre froide, donc le maximum de gains et le minimum de sacrifices; tout cela conforme au haut *standing* de vie d'un peuple qui avait oublié l'époque spartiate où il payait sa grandeur de ses privations.

Bien sûr, cette assurance inconsidérée cachait la fatale erreur de calcul qui fit s'écrouler en 1914 comme un château de cartes cette politique mondiale contradictoire appuyée sur l'armée et à buts pacifiques. Du jour au lendemain le Reich encerclé se vit contraint de rentrer dans une guerre d'hégémonie européenne de style classique, au lieu d'intervenir librement dans le monde. On perdit tout à coup la politique porte-bonheur de la liberté d'action, telle que l'avaient pratiquée avec tant de maîtrise Bismarck et Frédéric le Grand à l'époque de l'instabilité du système européen, après les guerres d'hégémonie de Napoléon

Ier et de Louis XIV. Qu'elle le voulût ou non, l'Allemagne fut forcée alors de faire une guerre d'hégémonie et à nouveau l'Europe se divisa en deux camps ennemis.

Mais dans ce malheur subit cherchons une consolation dans l'histoire prussienne. Est-ce que Frédéric le Grand malgré un encerclement complet n'avait pas gagné sa guerre de Sept Ans et brisé la chaîne de ses ennemis, appuyé sur son armée incomparable? Est-ce que ce n'était pas à nouveau l'heure de la grande et glorieuse armée, le soutien de la vieille gloire prussienne, que l'on avait bien trop négligée au profit de cette chère flotte de Tirpitz qui restait maintenant inactive dans les ports? S'il y avait seulement eu un prince autoritaire dans le vieux style prussien, un roi connétable! Mais l'Empereur n'était pas ce prince et sa place vide fut occupée logiquement par les généraux qui se faisaient fort de briser à nouveau le cercle de leurs ennemis avec l'aide de l'armée incomparable, tandis que les hommes d'Etat désarmés voyaient s'effondrer leurs châteaux de cartes. « La Prusse doit avoir un gouvernement militaire, avait écrit Frédéric le Grand, et tout rapporter à des buts militaires ». Même les défaitistes, les partisans d'une politique de compromis, restaient à leur façon dans la vieille ligne prussienne, en appelant de leurs vœux une paix dans le genre de celle de Hubertusburg qui laisserait la porte ouverte à un grand avenir. Et même eux ne se rendaient pas compte que ce parallèle avec la guerre de Sept Ans n'était pas à sa place, car à cette époque Berlin n'était pas combattu mais protégé par le gouvernement de Londres.

Mais allons plus loin. Lorsque la catastrophe, ensuite, mal comprise dans ses origines, arriva cependant, elle déclencha dans l'élite une réaction bien prussienne, on se souvint sinon de la fiole de poison de Frédéric le Grand, du moins de la dernière charge de cavalerie de Bismarck: il semblait conforme au style prussien que l'Empereur et sa suite cherchassent la mort sur le champ de bataille.

L'échec du monarque et l'effondrement de la monarchie marquaient-elles vraiment déjà la fin de la tradition prussienne? D'une façon paradoxale c'est le contraire qui arriva. Certes la vieille recette de succès se sépara de la classe sociale avec laquelle elle semblait liée dans la pratique, c'est-à-dire la société conservatrice et féodale et la grande bourgeoisie qui s'était jointe à cette dernière au cours du deuxième Reich. Mais l'étoile du prussianisme n'en brilla qu'avec plus d'éclat au dessus des ruines chaotiques des faillites sociales qui accompagnèrent la faillite de l'Etat. Ceux qui étaient chassés du pouvoir comme ceux qui y aspiraient levaient le même regard vers elle. Le prussianisme devint une formule magique abstraite, dernier *Credo*

des nihilistes incrédules, alternative au principe démocratique de Weimar.

Alors dans les quinze années suivantes qui couvrent la période de la République de Weimar il y eut quelque chose d'analogue à ce qui s'était produit cent ans auparavant en France au cours des quinze années de la Restauration. A cette époque le souvenir exaltant de la gloire passée poussait la jeunesse à tout critiquer du nouveau gouvernement ou de la nouvelle forme d'Etat qui devaient tous deux leur pauvre existence à une catastrophe. Nous en eûmes l'équivalent chez nous. Les grands magiciens du verbe, Möller van den Bruck, Spengler, Ernst Jünger, conjurèrent les jeunes combattants qui avaient pris conscience de leur force sous Ludendorff, de revenir au style de vie prussien pour préparer une nouvelle grandeur dans une nouvelle société sans classes. Il fallait qu'ouvriers et soldats se tendissent les mains dans une véritable mobilisation de toutes leurs forces. C'est alors que commença à rayonner la personnalité de Frédéric-Guillaume Ier, dure, prussienne à l'ancienne manière, exemplaire, avec son socialisme d'Etat, sa planification économique, sa façon brutale de briser les privilèges héréditaires des classes et finalement, bien sûr, son militarisme. Ne s'était-il pas déjà efforcé de réaliser en pleine paix et avec les moyens de son époque un totalitarisme que Ludendorff avait dû improviser sous la pression de la guerre?

Gouvernement autoritaire donc, renouvellement de l'Etat et de la société sous le signe d'un nouvel armement démesuré, enfin politique extérieure hardie comme en 1740 et 1866, portée cette fois par la soif de vengeance, ces mots d'ordre de la vieille Prusse revenaient sous mille formes différentes dans toutes les discussions, avec l'empreinte du totalitarisme moderne. Et bientôt le pôle opposé ne fut plus la démocratie, mais le communisme, en tant que totalitarisme supranational. C'est-à-dire que pour la troisième fois la crainte de l'effondrement de l'ordre existant, cette fois la nation elle-même, agit comme stimulant supplémentaire. On prit exemple sur le fascisme italien qui était dans la ligne bonapartiste et se nourrissait en même temps du jacobinisme qu'il avait en commun avec son ennemi mortel le bolchevisme. C'est ainsi que chez nous s'allia au vieux courant prussien un jacobinisme fasciste de fraîche date qui doubla le dynamisme prussien sans changer sa méthode. Cette alliance était fêtée d'une façon théâtrale le jour de Potsdam et rappelait des alliances semblables qui s'étaient produites à des niveaux inférieurs, d'abord sous Bismarck, puis sous Guillaume II. Ou bien est-ce que le jour de Potsdam n'était qu'un effet trompeur de la propagande? Certes pas! Il est vrai, le gouvernement autoritaire moderne avait besoin d'une propagande consciente pour

pouvoir être maître de l'esprit des masses. C'est ce qu'avait déjà reconnu Ludendorff bien qu'il fût le représentant du vieux corps des officiers. Mais cette propagande devait-elle nous tromper sur le véritable état d'esprit du gouvernement? Bien au contraire le gouvernement lui-même croyait autant à sa propre propagande que les bolchevistes aujourd'hui croient à la leur. Et cette propagande était elle aussi conduite par l'étoile — ou le feu-follet — du grand roi de Prusse lorsqu'elle commença la marche qui menait à la nouvelle catastrophe.

Mais, dira-t-on, Hitler n'était pas Prussien de naissance. Qu'importe, il était devenu Prussien d'esprit dans la mesure où le prussianisme l'avait ensorcelé comme il avait fait depuis deux-cents ans avec tant d'autres Prussiens d'adoption. N'était-il pas marqué pour la vie par les années qu'il avait passées comme engagé dans un régiment d'infanterie allemand, c'est-à-dire dans un régiment formé à la prussienne. Et lorsque plus tard il se heurtait à toutes les formes d'esprit libre, surtout à l'esprit des Eglises, un tel conflit n'était pas tout à fait étranger à l'histoire prussienne. Est-ce que depuis la Réforme l'Etat protestant n'élevait pas tout particulièrement sa prétention à diriger l'esprit et la morale et le *Kulturkampf* n'avait-il pas été son premier conflit avec l'intraitable Eglise catholique. Déjà Mirabeau avait dit de Frédéric le Grand qu'il était l'éducateur de l'« homme-machine ».

Dans les vieilles provinces prussiennes c'est le Prussien d'adoption qui obtenait dans les scrutins le succès le plus foudroyant. Avant tout, le vieil esprit prussien de l'armée lui garantissait la loyauté entière de cet instrument de la force malgré tous les scrupules de l'individu. Mais jamais Hitler n'aurait pu obtenir la puissance démoniaque qu'il avait sur son peuple s'il ne lui avait pas promis, étant lui-même un humilié, la revanche pour les humiliations subies, s'il n'avait été le démon de la revanche.

Déjà Bismarck dans les années 1850 aimait à répéter: « Nous sommes presque aussi vains que les Français; si nous pouvons nous imaginer que nous avons du prestige à l'extérieur, nous supportons beaucoup de choses chez nous ». Combien la comparaison avec les Français était devenue entre temps plus juste. Car ce que Bismarck appelait à cette époque leur vanité n'était que leur désir brûlant de revanche pour le désastre de 1815, pour la perte de leur hégémonie. Nous aussi nous étions tombés d'une telle hauteur et nous aussi nous réclamions une compensation. Nous aussi nous voulions nous débarrasser des chaînes des traités, bien plus lourdes à supporter, il est vrai, que celles des traités de 1815, mais qui en tant que symbole de la défaite étaient également intolérables. *Invictis victi victuri*, telle était

l'inscription marquée sur le monument aux morts de l'Université de Berlin. L'homme qui réaliserait cette promesse de revanche pourrait à coup sûr demander à la nation le prix qu'il voudrait: elle serait prête à supporter beaucoup de choses de sa part! C'est ce qu'avait dit Bismarck dans un siècle bourgeois. A l'époque du totalitarisme prolétarien l'adverbe « beaucoup » devait se changer en « tout ».

Essayons de voir d'abord de quelle revanche il pouvait s'agir. La défaite subie dans le combat pour l'hégémonie européenne, voire mondiale, ne pouvait être effacée que si l'on était prêt à faire, au besoin, une guerre d'hégémonie. On avait perdu la dernière, croyait-on, car, par suite d'un manque de préparation matérielle et psychologique, on avait dû improviser cette guerre un peu à la façon d'une rencontre inopinée de patrouilles. On l'avait perdue, du moins nous semblait-il, non parce que la recette prussienne avait fait faillite mais parce que la façon de l'appliquer avait été trop timide. Ce qui avait été perdu ne pouvait se rattrapper qu'au moyen d'une méthode radicale et d'une absence totale de scrupules. Et après que la soif aveugle de revanche nationale se fut incarnée dans un *Führer* messianique, tel que l'avaient déjà appelé de leurs vœux les impérialistes d'avant 1914, on ne put plus reculer. D'autant plus que peu de personnes se rendaient compte de la fatale outrecuidance de nos intentions. Car malgré tout notre effort pour éviter les fautes commises, on ne voyait pas, maintenant encore, le défaut principal de nos calculs d'avant et du temps de la première guerre mondiale. Nous ne nous rendions compte ni du danger que cache toute guerre d'hégémonie, ni du fait que c'est ce type de guerre que nous avons mené. Et ainsi avons-nous recommencé presque à l'aveuglette une entreprise qui encore une fois était perdue dès le premier jour. Puis au cours du combat désespéré mené contre un destin inexorable et aveugle se déchaînèrent les esprits infernaux prisonniers de l'âme du *Führer* même ou de sa suite. Quant à la crainte inspirée par les conséquences de crimes démentiels, elle ne fit que renforcer la loyauté de l'« homme-machine » élevé à la prussienne.

Ensuite l'acte final dans la Chancellerie du Reich trouva sa place dans la tradition prussienne. L'esprit prussien amoureux de la mort auquel s'était vendu l'aventurier exigeait sa mort. Il est presque certain que dans ses derniers moments Hitler se souvint de la fiole de poison de Frédéric le Grand.

En conclusion on pourrait dire: un héroïsme de rebelle poussé par la hardiesse, comme fut l'héroïsme de l'ancien régime prussien, aida à la naissance de l'héroïsme de rebelle désespéré qui caractérisa notre époque d'hégémonie et mourut

avec lui. Dans une dernière explosion épouvantable il fut réduit en poussière comme une fusée qui a parcouru la trajectoire prescrite.

Les courtes réflexions qu'on vient de lire ont été des sortes de points mis les uns à la suite des autres afin de rendre visible une ligne — la ligne prussienne, inscrite dans le destin allemand, d'une façon d'abord légère puis se gravant de plus en plus profondément. A la fin de cet exposé je reviens maintenant pour y ajouter quelques remarques à la tâche que je m'étais fixée au début: trouver un moyen terme entre la mise en accusation et la défense de notre histoire, quelque chose qui tirant profit des deux thèses les réconcilie. Peut-on réussir cette entreprise?

Il est visible que les quelques notes que j'ai écrites se rapprochent plus de l'accusation que de la défense dans la mesure où elles ne divisent pas la chaîne continue des événements en phénomènes isolés dont il faudrait le plus souvent approuver les uns parce qu'ils sont sains et rejeter les autres du corps de l'histoire parce qu'ils sont « malades ». Condamner des parties « malades » pour sauver un tout sain, en niant toute continuité, c'est faire une apologie qui finalement satisfait le sens historique aussi peu que l'apologie à laquelle on se livrait après 1918 au sujet de la responsabilité de la guerre.

Mais ce n'est pas une raison pour nous identifier avec l'accusation qui, bien sûr, aperçoit le rapport des événements, mais en revanche le simplifie et lui accorde une valeur absolue. En fait, malgré ce qui les oppose, les deux façons de voir ont ceci de commun: elles sont toutes deux engagées, interviennent toutes deux dans un processus actuel, plaident ici pour la condamnation, là pour la réhabilitation avec rachat, poussées d'une part par la crainte que le peuple foncièrement mauvais puisse faire une rechute, d'autre part par l'espérance que l'histoire puisse continuer sur une voie semblable après un retour à la juste mesure.

Une demi-génération après la catastrophe ne pourrions-nous pas dépasser ces prises de position sentimentales?

On dit que nous devons surmonter notre histoire. Que faut-il entendre par là, sinon que nous devons prendre une grande distance par rapport à celle-ci? Il ne s'agit pas de défendre le fantôme anémique qu'est une histoire *sine ira et studio*, mais j'affirme que la colère et la passion doivent s'appliquer à des problèmes bien différents de ceux qui précèdent 1945! Cette demi-génération qui s'est écoulée depuis 1945 a si bien modifié toutes les données de notre existence que, étant devenus autres, nous devons prendre nos distances par rapport à tous les événements d'avant l'année mémorable de 1945 pour, épurés et l'esprit libre et décidé, faire face à une situation entièrement

nouvelle. Car la condition nécessaire pour pouvoir surmonter notre période d'histoire « prussienne » et « guerrière » est de la saisir comme une époque entièrement révolue.

Avouons donc qu'aujourd'hui le corps politique allemand, s'il existait, ne pourrait absolument pas avoir la même importance que jadis de même que la Bavière après 1870 ne pouvait pas jouer le même rôle qu'au cours du premier Reich. Avec le système d'Etats européen c'est tout le décor de notre existence politique qui a disparu et l'observateur objectif n'aperçoit aucun système politique mondial qui puisse le lui redonner. De plus une guerre d'hégémonie de vieux style, menée avec l'acharnement que l'Allemagne fiévreuse du XXème siècle a été la seule à montrer, n'est plus guère pensable dans la nouvelle constellation politique. Au contraire, dans le cadre de notre division du monde en deux camps armés, le problème qui est passé au premier rang en tant que problème par excellence est l'élaboration d'un nouvel ordre qui s'étende au monde entier et soit fondé sur la paix. Et avec lui la question de savoir ce qui survivra de notre humanisme occidental. S'occuper de ces problèmes *sine ira et studio*, voilà ce qu'on ne peut exiger de l'Occidental, mais ce qu'on peut lui demander c'est qu'il fasse toute la clarté sur la période précédente exempte de ces questions-là. Et on pourra réussir à désamorcer la mise en accusation de notre histoire sans nier que cette accusation a raison de montrer la continuité de cette histoire. Car cette vieille recette de succès prussienne nous apparaît comme un fait continu. Mais chaque fois elle est appliquée dans un monde différent, avec un dosage différent, et s'appuie sur d'autres classes de la société et sur des hommes différents. Il y a continuité dans le changement et, à trop marquer cette continuité, il ne faut pas oublier de caractériser ce changement.

La crainte qu'ont les accusateurs de voir la dernière époque se reproduire se projette par un retour en arrière sur les phases précédentes. Exactement comme si en considérant l'histoire d'une famille on ne s'occupait d'abord que de la dernière génération qui a fini par exemple dans le crétinisme, pour prouver (ce qui est bien possible) que déjà les ancêtres en bonne santé possédaient les caractères généraux qu'ont maintenant les crétins. Et voilà comment on en arrive rapidement au jugement foudroyant: *post hoc ergo propter hoc*.

Et cependant, comme l'extension intérieure aussi bien qu'extérieure du prussianisme au XVIIème et même au XVIIIème siècle reste périphérique, si on le compare surtout à l'étendue totale du peuplement allemand; comme il paraît à certains moments plutôt poussé à s'étendre du côté de la Pologne que de l'Allemagne. Puis au XIXème siècle c'est l'Allemagne qui envoie

de puissants apports. Et ces apports menacent même de submerger l'âme prussienne, jusqu'à ce que la main puissante de Bismarck les fasse rentrer à nouveau dans le courant!

Jusqu'ici aux situations extrêmes et hardies correspondent toujours les pauses nécessaires pour assurer d'une façon durable les conquêtes rapides. Cela vaut aussi bien pour Frédéric le Grand que pour Bismarck. Jusqu'ici l'arrêt de l'évolution d'autres peuples est toujours compensé par l'extension d'un ordre puissant mais limité en soi. Le bienfait que cet ordre a apporté, surtout dans les territoires de l'Est, est immense; il a eu ici une influence absolument créatrice. Mais même pour la totalité de la nouvelle nation fondée par Bismarck cet ordre apparut surtout comme une bénédiction, comme une délivrance d'un complexe d'infériorité rentré — pour ce qui était du prestige —, comme une éducation à une activité disciplinée dans tous les domaines de la civilisation et en même temps comme une digue élevée contre des mouvements de masse dangereux, nationaux et sociaux. Et, d'ailleurs, y avait-il une autre solution que de fonder ce Reich? Qui osera faire un compte exact des avantages et des inconvénients?

En tout cas l'impérialisme maritime de Guillaume était encore conçu dans le dessein de renforcer cette digue. Plus tard le résultat fut tout autre! Car dès août 1914 c'est toute l'atmosphère politique qui se modifia d'une façon complète et imprévue, et avec d'autant plus d'effet que nous n'étions pas en état de nous rendre compte de la portée et de la nature de ce changement protégés que nous étions des pensées morbides par notre trop grande vitalité. De 1914 à 1945 l'application continue de la vieille recette nous menera de catastrophe en catastrophe après nous avoir menés pendant deux-cents ans de succès en succès. Dès 1918 elle a détruit la digue qu'elle avait pour mission de consolider et libéré ainsi des courants populaires chaotiques et écumeux qu'elle avait voulu dominer.

Mais le plus puissant de ces courants, le courant national-socialiste, de son côté, mit à son service la vieille recette de succès pour, s'appuyant sur sa force magique, créer un ordre nouveau, total, et recommencer avec son aide le combat perdu sans en voir l'absurdité. Le national-socialisme s'acheva dans une catastrophe dont l'ampleur ne pouvait être atteinte que par un système totalitaire et qui a détruit pour toujours — tout au moins chez nous — la croyance en la valeur de cette vieille recette.

On peut dire que ces étapes bien différentes que l'on trouve sur le chemin qui va de 1640 à 1945 ne sont que les anneaux d'une même chaîne, mais en tout cas des anneaux qui ne sont pas du même métal, bien qu'ils soient maintenus ensemble par

cette continuité des vieilles recettes guerrières prussiennes, bien qu'ils ne soient que des vagues qui s'élargissent en cercles concentriques à partir du début de l'ancien régime. Il me semble que nous devrions aujourd'hui embrasser d'un seul regard les deux choses, la continuité comme le changement; et non pas mettre en relief seulement avec les apologistes le changement ou bien uniquement la continuité avec les accusateurs. Mais une telle vue d'ensemble ne peut se faire qu'à partir de la plus grande distance possible séparant l'observateur actuel de l'objet observé. Est-ce que n'est pas l'honneur de notre histoire allemande de mettre sur le même plan Louis XIV et Napoléon, ou bien Pierre le Grand et Lénine, sans que nous en oublions pour autant ce qui les sépare. Une observation faite en gardant les distances pourrait obtenir des résultats analogues en ce qui concerne notre propre histoire.

Nous nous voyons forcés de constater que la ligne prussienne est terminée dans un monde qui a changé, mais cela ne veut pas dire que malgré l'horrible final nous devons nous séparer d'elle en décrivant toute son histoire! Est-ce qu'il ne serait pas possible de déposer dans une armoire vitrée le souvenir que l'on a de Frédéric ou de Bismarck comme on le fait avec la vaisselle précieuse de nos ancêtres dont nous n'avons plus l'usage sur nos tables? La Hollande et la Suède se souviennent encore aujourd'hui de leur temps héroïque sans vouloir dans la réalité actuelle rivaliser avec celui-ci. De plus, n'est-il pas indiqué maintenant de tenir en haute estime les qualités d'honneur et de courage calme que nous a inculquées l'éducateur prussien, afin de les mettre au service d'une cause entièrement nouvelle et peu prussienne: la défense de l'humanisme occidental dans le cadre de la solidarité du monde libre, loin de tout nihilisme et de tout égoïsme national supérieur! La Prusse est morte — vive la Prusse!

Les faits et les idées

LORD BERTRAND RUSSELL ET LE PROBLEME DE LA PAIX

Aujourd'hui l'unification de la civilisation à l'échelle mondiale est en train de se réaliser. Le trend fondamental et complexe de la révolution technologique et industrielle, dans ses différentes étapes, après avoir causé une augmentation de l'interdépendance en profondeur des hommes au sein des Etats dans lesquels elle naquit et se développa, a ensuite provoqué, à un degré de plus en plus intense, l'augmentation en extension de l'interdépendance des actions humaines, dans le domaine économique, social, scientifique, technologique et culturel. Il est bien vrai qu'une grande partie de la population mondiale vit encore dans des conditions et dans des cadres économiques et sociaux qui appartiennent à l'époque qui précéda la révolution industrielle, et que ce fait lance aujourd'hui un défi à l'humanité. Mais cette constatation n'enlève aucune importance au processus irréversible d'unification sociale des peuples sur l'échelle mondiale. Bien plus, le fait même que le problème des pays sous-développés se pose pratiquement à tous les Etats et à tous les hommes sur la terre, révèle une fois de plus la tendance à l'unification mondiale de la civilisation.

En opposition avec cette tendance, le système politique divise encore l'humanité en Etats nationaux souverains, causant l'anarchie internationale. A la tendance unificatrice dans les rapports économiques et sociaux s'oppose de façon drastique (et s'opposera de plus en plus à l'avenir) la division politique qu'implique le système des Etats: Etats souverains, armés l'un contre l'autre et toujours prêts à résoudre par la force les controverses internationales.

Dans une situation comme celle-ci, le sentiment moral des hommes (de ceux qui dirigent un vaste regard vers le destin

à venir de l'humanité) tend très facilement à envisager comme fin la paix mondiale. Ce but, la paix, assume la beauté et la grandeur de la dimension mondiale.

Mais une impulsion encore plus puissante fait de la paix l'objectif moral à atteindre en premier lieu: et c'est l'énorme force de destruction que les armes actuelles mettent à la disposition des puissances mondiales. L'effet de la bombe atomique que les Américains ont lancée sur Hiroshima le 6 août 1945 remplit l'âme des hommes de stupeur et de terreur. Si l'on pense qu'une bombe H peut obtenir des effets mille fois plus grands que ceux d'une bombe A, les conséquences d'un nouveau conflit mondial seraient telles qu'elles iraient au-delà de ce que l'homme peut imaginer. Bref le problème simple et terrible qui se poserait serait celui de la survivance de l'espèce humaine sur la terre.

Cette perspective tragique contribue elle aussi à orienter le sens moral des hommes vers l'idéal de la paix. Bertrand Russell vit personnellement ces problèmes et en particulier celui des conséquences d'un conflit nucléaire et il a toujours assumé une position de grande fierté et d'admirable vigueur morale. Ce nouveau livre qu'il publie voudrait représenter encore une fois la voix qu'un sage adresse aux hommes pour leur rappeler les grandes responsabilités en face desquelles les met l'histoire.

Il y a, dans les pages de ce volume, des suggestions et des pensées d'un intérêt profond. Bien que Russell se soit avant tout fixé comme but de peindre clairement les conséquences de la destruction nucléaire afin d'orienter les hommes vers la paix, il n'a cependant pas perdu de vue la tendance unificatrice de la civilisation mondiale, qui constitue une force objective dirigée vers l'unification politique de l'humanité. «...Tous les développements technologiques dont nous avons été témoins depuis la révolution industrielle — écrit-il — ont fourni des raisons d'étendre les dimensions des Etats et, puisque notre planète a des dimensions déterminées, ces raisons technologiques poussent, avec une grande force, vers un gouvernement unifié du monde entier» (page 89). Russell note de même avec lucidité à quelle distorsion du sens moral et de la culture a porté et porte encore la division de l'humanité en Etats souverains. Cette division porte, d'un côté, à substituer, au sommet de l'échelle des valeurs morales, les nations à l'humanité, et de l'autre, à la mystification nationale de l'historiographie, des sciences sociales, de la philosophie, de toute la culture humaniste.

Là où Russell mérite encore davantage notre approbation, c'est dans la clarté avec laquelle il identifie le but à atteindre, c'est-à-dire le visage que doit assumer la paix mondiale si elle veut être effective. Il dépasse les mouvements et les instances

simplement pacifistes, lesquels demandent un accord entre les Etats pour assurer la paix. Il a conscience que l'on ne peut obtenir une paix stable à travers des traités internationaux de non-agression ou de désarmement. La paix ne peut être obtenue de manière stable qu'à travers un pouvoir supranational qui jouisse d'une force irrésistible et qui puisse par conséquent dompter les organismes politiques subordonnés. « ...Il semble hors de doute — ce sont encore les paroles de Russell — que l'homme scientifique [de l'époque contemporaine] ne pourra survivre longtemps si tous les principaux instruments de guerre et tous les moyens de destruction massive ne se trouvent pas entre les mains d'une autorité unique qui, en raison de ce monopole, aurait un pouvoir irrésistible et qui, si elle était mise en face de la guerre, pourrait éliminer toute rébellion en quelques jours sans causer de graves dommages, si ce n'est aux rebelles » (p. 76). La paix stable exige donc un grand pouvoir au dessus des Etats et plus fort qu'eux, un grand pouvoir que Russell conçoit justement en termes fédéraux.

A ce point nous cessons d'être d'accord avec Russell. Face au problème du choix des instruments aptes à réaliser la fédération mondiale, ou tout au moins à se mettre sur la bonne voie, l'analyse de Russell devient en effet irréaliste et vaine. Selon le philosophe anglais, la première chose à faire serait de modifier l'atmosphère de soupçons et d'accusations réciproques qui pèse sur les rapports entre les grandes puissances: on pourrait atteindre ce but en arrivant à convaincre les chefs des deux blocs, que le véritable ennemi n'est pas le bloc d'en face, mais la menace de destruction nucléaire. On devrait donc s'approcher progressivement, pas à pas, du but final: d'une déclaration solennelle, tant de la part des Etats-Unis que de la part de l'U.R.S.S., que la guerre nucléaire serait un terrible désastre; d'un sursis temporaire au cours duquel les deux parties s'abstiendraient de tout acte de provocation; de la formation d'un Comité de conciliation, formé d'un nombre égal de membres représentants de l'Occident, de l'Orient et des pays neutres; de la suspension des tests nucléaires; de l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires; et ainsi de suite, jusqu'à la formation d'un gouvernement mondial. Certes, dit Russell, les premiers pas seront petits et incertains comme ceux d'un enfant, mais ce qui est important c'est de commencer.

Russell ne s'aperçoit pas que de cette façon il prend l'effet pour la cause. Il croit que la raison et la bonne volonté pourront modifier peu à peu la situation de pouvoir au point de réaliser la fédération mondiale alors que c'est précisément la situation de pouvoir, avec la plus ou moins grande tension internationale qui en découle, qui diminue ou augmente les possibilités de voir

régner la raison et la bonne volonté parmi les classes politiques et les hommes au gouvernement. C'est pourquoi il croit qu'un gouvernement mondial puisse se former peu à peu, par degrés, à mesure que grandit la bonne volonté des Etats, tandis qu'il ne pourra être réalisé qu'à travers un véritable saut et sous le heurt d'une force politique qui l'impose.

L'incapacité de Russell à indiquer les instruments aptes à prendre la bonne route pour atteindre la fédération mondiale est due à son incapacité de comprendre à fond la politique. Bien qu'il ait écrit un livre fameux sur le pouvoir, *Power*, — *A new social Analysis*, il conçoit le pouvoir comme un phénomène sociologique général et il n'essaye pas d'analyser le concept spécifique de pouvoir politique. En outre, et en même temps, sa conception du pouvoir est toujours imprégnée de psychologisme, puisque selon lui ce phénomène social aurait son origine dans une impulsion psychologique. La guerre entre les différentes communautés politiques aurait, elle aussi, selon Russell, comme origine une impulsion psychologique: il s'agirait de la continuation contre les autres hommes, de cet instinct de peur et de férocité qui naquit dans l'homme primitif de sa lutte contre les bêtes féroces et de la nécessité de se procurer la nourriture. En réalité, en éthique comme en politique, presque tous les raisonnements de Russell tournent autour de deux concepts fondamentaux, le concept d'impulsion ou d'instinct et le concept de raison. Les instincts humains, qui ont toujours ou qui ont toujours eu un aspect positif, doivent être freinés et disciplinés par la raison. Dans l'histoire humaine ce conflit entre l'instinct et la raison, et par conséquent entre l'intolérance et la raison, entre le fanatisme et la raison, entre n'importe quel type de mystification et la raison, est le conflit déterminant. Sous ce jour, pour Russell, le problème de l'aboutissement à une paix stable et à une fédération mondiale devient un aspect du conflit entre les impulsions et la raison. L'idée d'exhorter les hommes d'Etat des principales puissances mondiales à la raison, même en leur envoyant des lettres personnelles, est alors parfaitement compréhensible. Et telle est également l'espérance de pouvoir arriver graduellement à ces fins au moyen d'une victoire progressive de la raison sur les impulsions.

En réalité le comportement politique des hommes, et le pouvoir politique, ne se basent pas exclusivement sur une impulsion psychologique. Le pouvoir politique, et les perspectives d'action qui s'offrent à lui, sont en fonction de phénomènes complexes d'interréactions humaines. Si l'on veut comprendre le comportement de la classe politique d'un Etat, il ne suffit certes pas de considérer si les hommes qui la représentent sont plus ou moins raisonnables. Il faut découvrir quelles sont

les structures économiques et sociales de ce pays, car c'est sur elles que s'appuie le pouvoir de la classe politique, et il faut découvrir dans quelle situation de pouvoir international se trouve ce pays et sa classe politique. Si ces deux états de choses ne déterminent pas complètement le comportement de la classe politique, ils fixent des limites à leur possibilité d'action. En ce qui concerne en particulier la situation internationale, le principe de la souveraineté des Etats donne nécessairement naissance à l'anarchie internationale et à la possibilité permanente de guerres. Les protagonistes de l'anarchie internationale se soupçonnent continuellement les uns les autres parce que leur intérêt suprême est la défense, et tout renforcement de la puissance des autres Etats représente, à plus ou moins longue échéance, un danger pour leur propre défense. Ils sont donc d'autant plus soupçonneux et belliqueux (avec comme conséquences la centralisation bureaucratique et militaire et le fanatisme nationaliste) que l'équilibre de pouvoir est instable et que la situation internationale est tendue. Il en dérive que, comme l'affirme justement Russell, la stabilisation de la paix implique l'existence d'un pouvoir supérieur aux Etats. Mais il en dérive également que l'instauration de ce pouvoir implique l'existence d'une grande force politique qui l'impose aux Etats, et non pas seulement celle d'un sage ou de quelques sages qui la suggèrent.

Le problème des perspectives réelles de paix mondiale devient donc le suivant: peut-il se former, étant donné la situation contemporaine, une force politique ayant pour objectif la fédération mondiale et qui soit capable d'imposer ce but aux Etats? Si l'on veut répondre en toute objectivité en se basant sur l'observation des faits (tout préjugé mis à part), la réponse ne peut être que négative. En effet, bien que, comme nous le disions au début, nous nous trouvions désormais dans la phase historique de l'unification mondiale de la civilisation économique et sociale, et bien que ce fait commence à orienter le sens moral des hommes vers la paix, le loyalisme et la foi de la très grande majorité des hommes sont encore tournés vers les Etats. La situation mondiale se reflète dans la conscience des hommes sous la forme d'un conflit entre deux principes politiques: le communisme et la démocratie occidentale. Telles sont les idées-guides de la pensée, de la foi, et du comportement politique des hommes. Le fait réel qui se trouve derrière ces images et ces croyances humaines est constitué par l'équilibre bipolaire de pouvoir qui existe aujourd'hui entre U.R.S.S. et U.S.A. Il s'agit d'un équilibre de pouvoir très précaire qui contraint chacun des deux blocs à étendre ses propres responsabilités politiques, économiques et militaires dans toutes les parties

du monde et qui provoque sans arrêt des déplacements de pouvoir et des guerres locales. Les énergies morales des hommes et les processus scientifiques et technologiques sont canalisés dans l'opposition de pouvoir entre les deux principales formations politiques mondiales, et sous les deux principes, en grande partie idéologiques, du communisme et de la démocratie. Une telle situation ne laisse pas de place à la formation d'un grand mouvement politique qui orienterait les hommes vers un but constitué par la paix mondiale, et qui pourrait devenir assez fort pour s'imposer aux Etats.

Le problème de la paix mondiale est donc un problème moral qui est en train de se dessiner dans toute sa grandeur mais qui ne peut pas encore assumer de dimension politique. Ce que l'on peut faire actuellement, pour se mettre sur le chemin de la paix, ce n'est pas une tentative de réaliser une paix mondiale stable, mais une tentative de créer les prémisses sur la base desquelles une paix mondiale stable puisse devenir à l'avenir une véritable perspective politique.

Ce que l'on peut faire actuellement pour se mettre, même si ce n'est que de loin, dans la direction de la paix mondiale, c'est modifier la situation mondiale de pouvoir, tenter de la débloquer, et de rompre les enrégimentations qui divisent les hommes en deux camps armés et opposés. Et cet objectif aussi ne peut pas être atteint en exhortant les hommes à la raison et à la bonne volonté, mais en luttant avec les instruments et avec la force politique dans le dur monde de la politique.

Cette fin pourrait être atteinte si l'on réussissait à transformer en zone d'ordre et de paix, la zone qui est actuellement celle qui provoque le plus de désordre et le plus de tension dans la situation mondiale de pouvoir, l'Europe. Cette région, contrairement à toutes les autres zones non intégrées dans l'U.R.S.S. et dans les U.S.A., a atteint un degré de développement économique et social très remarquable, sans cependant avoir encore atteint l'unité politique. D'une part, l'Europe possède aujourd'hui une puissance économique et sociale comparable — sans aucun sens d'infériorité — à celle de l'U.R.S.S. et à celle des U.S.A.; d'autre part le fait que la souveraineté formelle reste encore entre les mains des vieux Etats nationaux la met politiquement dans des conditions de division et d'impuissance. C'est pourquoi, en Europe aussi, la lutte politique est étroitement liée à l'équilibre bipolaire et à l'opposition communisme-démocratie, tandis que la véritable alternative qui s'offre aujourd'hui aux Européens conscients de leurs responsabilités envers leur civilisation passée et envers l'avenir de l'humanité, est celle que représente l'opposition nationalisme-fédéralisme.

En réalité l'unification fédérale de l'Europe établirait l'ordre

et le sens des responsabilités au sein de la zone qui est aujourd'hui au centre de la tension mondiale, débloquerait l'équilibre mondial de pouvoir en allégeant forcément les responsabilités politiques et militaires de l'U.R.S.S. et des U.S.A., déserrerait grandement le chaînes qui lient actuellement les hommes en deux blocs et sous deux principes opposés et offrirait aux hommes des possibilités beaucoup plus grandes (bien qu'il soit impossible de dire aujourd'hui dans quelle mesure) de former un grand mouvement politique se proposant pour but la fédération mondiale. Mais sous un autre aspect également l'unification fédérale de l'Europe constituerait un pas en avant décisif sur la route de la paix mondiale. En effet, non seulement l'unité européenne ouvrirait des perspectives pour la formation d'un mouvement fédéraliste mondial, mais elle contribuerait largement à accélérer le processus d'unification de la civilisation économique et sociale à l'échelle mondiale. La fédération européenne représenterait un grand exemple d'unification politique continentale pour les peuples sous-développés; et pourrait apporter à ces peuples une aide et une assistance dépassant de loin celles que leur apportent aujourd'hui les Etats européens divisés.

Pour conclure, et pour en revenir à Bertrand Russell, on est profondément déçu de constater la façon simpliste dont un homme d'une telle stature intellectuelle et morale peut analyser des phénomènes d'une immense importance pour l'humanité et qui suscitent sa participation active et inquiète. Le philosophe anglais, s'il indique clairement la fin: la fédération mondiale, échoue complètement lorsqu'il indique les moyens aptes à atteindre ce but. Comme nous l'avons fait remarquer, il n'analyse pas de façon positive la signification et la portée de la politique, et, par conséquent, il ne peut pas mener à bien un examen réaliste de la situation mondiale de pouvoir. Il ne réussit donc pas à nous montrer les possibilités réelles qui existent aujourd'hui de marcher vers une paix mondiale stable, ou simplement de commencer à prendre la bonne direction. De telle façon, après avoir secoué d'une manière positive l'âme du lecteur, en lui indiquant le but moral exact, il dévie son orientation pratique en lui indiquant des instruments inadaptés et illusoire.

m. s.

L'EUROPE DES ETATS, L'EUROPE DU MARCHÉ COMMUN ET L'EUROPE DU PEUPLE FEDERAL EUROPEEN

Le thème est très vaste et très complexe. On ne peut certainement pas le traiter en entier en quelques pages, il faut se contenter de présenter quelques-uns des aspects les plus saillants concernant les questions fondamentales. Ceci dit, on peut en premier lieu constater que l'Europe du Marché Commun — ou pour mieux dire l'Europe de la C.E.C.A., de la C.E.E.A., et de la C.E.E., c'est-à-dire l'Europe du charbon-acier, de l'énergie atomique et de l'intégration économique — est celle en face de laquelle nous nous trouvons. On peut la définir brièvement en observant qu'elle est caractérisée par le fait qu'elle a comme contenu, comme compétence, l'économie; comme exercice de cette compétence les dites « Communautés européennes » que nous venons de citer, et comme but, la réalisation de l'unité politique à travers l'unification économique (1). J'ai employé l'expression

(1) Il est intéressant d'observer, qu'après les succès de l'Europe économique, se sont présentées les difficultés de l'Europe politique. Les difficultés des fondements de la politique agricole, qui mettaient en jeu des intérêts immédiats, ont été franchies sans donner lieu à de graves divisions politiques entre les gouvernements, et à l'intérieur de chaque Etat, parmi les partis. Les difficultés de l'Europe politique ont au contraire divisé d'une façon grave les gouvernements et les partis et elles ne sont pas encore surmontées. Ce fait devrait faire réfléchir ceux qui croient que les difficultés de l'unification européenne sont dans le secteur économique et non dans celui de la politique.

Du reste, maintenant que le succès du Marché Commun est un fait accompli, on constate que la conséquence d'avoir posé le problème de l'unification européenne sur le plan économique n'a pas été — comme on prétendait à tort — le resserrement des liens politico-institutionnels mais l'élargissement de la zone d'unité économique (Grande-Bretagne et même, dans une perspective plus lointaine, les Etats-Unis d'Amérique) justement au prix d'un relâchement de ces liens politiques. Cette conséquence montre la consistance réelle de la pensée qui maintient que le vrai moyen pour réaliser l'unité politique est l'unification économique, et dément en même temps une autre conception mythique de la construction de l'Europe, selon laquelle le procédé d'unification de l'Europe serait le procédé de développement et d'élargissement du « germe » fédéral contenu dans les « Communautés ». En effet, à mesure que le problème européen avance, le prétendu aspect supranational des « Communautés » diminue.

Il faut enfin observer que — puisqu'il n'est pas vrai que l'unité économique engendre l'unité politique — l'actuelle unification économique — à six, à sept et... atlantique — est un fait politique. Un fait politique qui a son fondement dans la situation des Etats, et sa

« dites » afin de mettre en évidence le fait qu'il s'agit seulement d'institutions confédérales, c'est-à-dire de « Communautés » sui generis, bien différentes par exemple de la communauté française, ou même de la communauté lyonnaise. En effet, aucun Européen n'est citoyen de ces « Communautés » qui n'ont d'ailleurs aucun pouvoir politique, comme le prouve, sans doute possible, le fait qu'il n'y ait pas de lutte politique directe pour conquérir leurs « exécutifs ». Les « Communautés » existent depuis longtemps, mais la lutte politique concerne, comme toujours, les pouvoirs nationaux, desquels elles dépendent.

L'Europe des Etats est celle du général de Gaulle, illustrée avec la plus grande clarté dans la fameuse conférence de presse du 15 mai. C'est certainement une « Europe des Etats », comme il l'a affirmé, et non pas une « Europe des Patries », comme on le lui faisait dire. Une « Europe des Etats » en ce sens que les « Etats » représentent « l'élément d'action, d'autorité, de responsabilité », tandis que les « Patries » représentent « l'élément humain, sentimental ». Le général de Gaulle a proposé d'étendre l'« unité » européenne aux domaines de la politique, de la défense et de la culture, et il a justifié cette proposition en observant que ce n'est que de cette façon que l'Europe pourra faire face à ses responsabilités mondiales et maintenir son unité économique même, laquelle deviendrait impossible à la longue — dit-il — sans l'unité politique. En termes concrets, le général de Gaulle voudrait ajouter à la « commission » du Marché Commun, une commission politique, une commission de défense et une commission culturelle, chargées de préparer les décisions qui seraient prises par la suite par le conseil des chefs d'Etats ou de gouvernements, ou par le conseil des ministres spécialisés, et qui seraient en outre discutées par l'Assemblée parlementaire de Strasbourg (2).

manifestation la plus générale dans la politique atlantique. Pour ceci, les sphères, les phases, et les degrés de l'unité économique reflètent, d'une manière assez fidèle, les sphères, les phases, et les degrés de la politique atlantique.

(2) « La construction économique ne suffit pas. L'Europe occidentale — qu'il s'agisse de son action vis-à-vis des autres peuples, ou de sa propre défense, ou de sa contribution au développement des régions qui en ont besoin, ou de son devoir d'équilibre et de détente internationale — doit se constituer politiquement. D'ailleurs, si elle n'y parvenait pas, la Communauté économique elle-même ne pourrait à la longue s'affermir, ni même se maintenir »; et propose: « Pour nous organiser politiquement, commençons par le commencement. Organisons notre coopération. Réunissons périodiquement nos chefs d'Etat ou de gouvernement pour qu'ils examinent en commun les problèmes qui sont les nôtres et pour qu'ils prennent à leur égard des décisions qui seront celles de l'Europe. Formons une commission

Contre cette Europe — dont les compétences sont la politique, la défense, la culture et l'économie, et qui a pour méthode la confédération — s'est manifestée une forte opposition d'ailleurs très confuse. Cette opposition va en effet, en France, de groupes d'extrême droite jusqu'à M. Mendès-France, en Italie, du « Corriere della Sera » à M. Nenni et ainsi de suite. Elle accuse le général de Gaulle de créer des obstacles à l'unification européenne. L'accusation ne peut évidemment pas concerner les compétences qui seraient étendues, elle devrait donc concerner la méthode, c'est-à-dire la confédération. Mais cette accusation non plus ne tient pas debout. Un ensemble d'Etats peut se trouver dans trois situations seulement: tout le pouvoir peut appartenir aux Etats qui restent isolés, ou bien tout le pouvoir appartient aux Etats qui s'associent (confédération) ou bien encore le pouvoir est divisé entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats-membres (fédération). L'Europe est déjà, en ce qui concerne la méthode, au stade confédéral. Il n'y a donc qu'un seul moyen d'aller de l'avant: la fédération. Mais le front anti-de-Gaulle ne demande pas du tout la fondation des Etats Unis d'Europe, et reste donc lui aussi dans les limites confédérales. Et il y a plus. Il accuse le Général de saboter l'Europe, de l'isoler de l'Amérique et même d'empêcher la fédération,

politique, une commission de défense et une commission culturelle, de même que nous avons déjà une commission économique à Bruxelles qui étudie les questions communes et qui prépare les décisions des six gouvernements. Naturellement, la commission politique et les autres procéderont, à cet égard, dans des conditions propres aux domaines particuliers qui seront les leurs. En outre, les ministres compétents à ces divers points de vue se réuniront chaque fois qu'il faudra pour appliquer de concert les décisions qui auront été prises par le conseil. Enfin, nous avons une assemblée parlementaire européenne qui siège à Strasbourg et qui est composé de délégations de nos six Parlements nationaux. Mettons cette assemblée à même de discuter des questions politiques communes comme elle discute déjà les questions économiques. Après expérience, nous verrons dans trois ans comment nous pourrions faire pour resserrer nos liens ». (Conférence de presse du général de Gaulle, du 15 mai 1962). Il s'agit de propositions claires et techniquement réalisables. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans la mesure où elles fonctionnent réellement, les Communautés économiques actuelles fonctionnent justement de la façon que de Gaulle a décrite dans ce morceau. Ceci montre quelle est leur substance politique réelle. Il est du reste évident qu'il ne suffit pas d'appeler « Parlement » une assemblée privée de pouvoirs pour qu'elle devienne réellement un Parlement, c'est-à-dire l'expression de la souveraineté populaire; il est également évident qu'il ne suffit pas de qualifier d'« exécutif » un organisme technique tel que les Commissions de la Communauté, subordonnés aux organismes qui prennent réellement les décisions (les Conseils des ministres nationaux), pour le faire devenir réellement un gouvernement. Cela suffit seulement à tromper les naïfs.

mais il n'oppose aucune alternative réelle. Il se trouve donc, malgré le succès de l'Europe économique qui devrait être en train de créer, selon ce point de vue, la base matérielle de l'unité politique, sur le même plan confédéral que le général de Gaulle, mais sur un plan statique, et plus arriéré: celui de la défense pure et simple de l'Europe du Marché Commun, c'est-à-dire de la limitation des compétences de la confédération au seul secteur économique (3). Quel est alors le véritable élément de con-

(3) C'est un fait qu'ils ne proposent pas la fédération. On peut donc penser que Spaak, Pflimlin, etc... veulent quelque chose de plus que le général de Gaulle, seulement si l'on peut admettre qu'il existe quelque chose d'intermédiaire entre la confédération et la fédération, une confédération spéciale avec vote à la majorité qualifiée. Mais s'il est vrai, comme nous le soutenons plus loin, que ce quelque chose n'est qu'un fantôme verbal, il est également vrai que, dans la situation actuelle, Spaak, Pflimlin, etc... sont effectivement plus en arrière que de Gaulle sur le terrain européen. Compte tenu de la nature du problème et de ses solutions réelles, on arrive à comprendre l'étrange attitude de Spaak, de Pflimlin etc... qui — comme on peut le constater si on laisse tomber justement tout ce qui est purement verbal — se sont opposés à la politique européenne du général de Gaulle sans en proposer d'autre. En effet, comme il n'y a plus — par rapport à l'« Europe des Etats » — de compétences à attribuer à des institutions confédérales, ou bien l'on reconnaît le pouvoir constituant du peuple européen, et l'on fonde les Etats-Unis d'Europe, ou bien l'on ne fait rien. Telle est la raison pour laquelle Spaak, Pflimlin, etc... ont beaucoup parlé mais n'ont rien proposé.

Ce fait étrange — un front politique sans politique — a remué les éléments périphériques du front qui ont cherché à suggérer une politique à leur sommet. Le premier a été le Mouvement Européen qui a affirmé: « Le traité établissant la communauté politique doit attribuer en une ou plusieurs étapes des compétences nouvelles en matière de politique extérieure et de défense aux conseils des communautés existants siégeant à l'échelon des chefs d'Etat ou de gouvernement ou à l'échelon des ministres, prenant ses décisions à l'unanimité d'abord, à une majorité qualifiée ensuite, sur proposition de l'exécutif enfin unifié des communautés existantes, indépendamment des Etats, et représentant de l'intérêt général de l'Europe; les autres organes doivent être soumis au contrôle du Parlement et de la Cour de justice ». Il est certain que l'on peut écrire sur un morceau de papier qu'un conseil de ministres nationaux décidera à la majorité qualifiée les questions concernant la politique étrangère et la défense de l'Europe, mais il est évident qu'il s'agit d'une chose impossible à réaliser. Pour le reste, le Mouvement Européen a copié le général de Gaulle, sans se rendre compte du fait qu'il propose d'étendre les compétences de la confédération à la politique étrangère et à la défense parce qu'il veut changer, contrairement à Spaak, Pflimlin, etc..., la politique atlantique traditionnelle.

Le second a été le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet. Ce comité (au moyen duquel Jean Monnet croit pouvoir faire faire aux secrétaires des partis ce qu'il a en tête) en ce qui concerne l'Europe politique pense que « après la période de coopération, la Communauté devra adapter progressivement au domaine politi-

traste entre le général de Gaulle et le front anti-de Gaulle ayant à sa tête M. Spaak? On ne peut le découvrir que si l'on regarde derrière la façade et si l'on tient compte du facteur effectif de l'unification européenne et de la confédération actuelle. Ce facteur est simplement l'éclipse des souverainetés nationales en Europe occidentale, éclipse rendue évidente par le fait qu'il n'est plus possible d'organiser la défense des Etats européens dans le cadre national. C'est un fait connu de tous, mais l'on ne tient généralement pas compte de ses conséquences, à savoir: a) l'unité de fait des Etats de l'Europe occidentale qui contraint les hommes au gouvernement, qu'ils soient ou non « européens », à une étroite collaboration, b) la réconciliation franco-allemande et l'expansion économique (due au passage des petites dimensions des marchés des Etats, fermés quand ils étaient rivaux par le lien économie-défense, aux grandes dimensions du marché européen): faits qui semblent miraculeux parce qu'ils ne sont pas mis en relation avec leur cause. Sur cette unité politique européenne de fait (qui constitue, soit dit en passant, la base politique du Marché Commun) s'appuient les superstructures confédérales actuelles, à compétence économique, et pourraient s'appuyer les superstructures plus vastes que souhaite de Gaulle.

Si l'on adopte ce point de vue on peut apprécier à sa juste valeur la question du vote à majorité qualifiée, qui, d'après certains, constituerait le véritable élément de division entre le général de Gaulle et le front anti-gaulliste. Si l'on remet la question dans son cadre exact, on n'a pas de peine à voir qu'il s'agit d'un élément apparent. Dans un organisme confédéral — tel que le Conseil des Ministres nationaux d'une confédération — le vote à majorité (qualifiée) ne peut pas fonctionner. Le ministre mis en minorité devrait en effet, dans ce cas, subordonner la volonté du gouvernement de son Etat — exprimée au Parlement et soutenue par le vote populaire — à celle de quelques ministres étrangers, ce qui est inconcevable. En effet dans les Conseils de ce genre on ne vote qu'à l'unanimité, même si l'on a écrit quelque part que l'on peut voter à la majorité. Du

que la méthode déjà utilisée pour l'unification économique ». Bien qu'exprimée moins clairement c'est là la même opinion que celle du Mouvement Européen, la même objection est donc valable.

Le troisième a été M. Spinelli, ancien leader du secteur italien du fédéralisme européen. Il sait qu'il s'agit de faire un Etat fédéral, mais comme il n'a pas d'idées claires quant à la force à laquelle il convient de confier cette entreprise, il a cherché à flatter le gouvernement italien de centre-gauche en faisant miroiter jusqu'à la possibilité que l'Italie puisse assumer le rôle d'unificateur de l'Europe comme le Piémont eut le rôle d'unificateur de l'Italie (*Il Mulino*, XI, 116).

reste, là où il existe un pouvoir politique et où il n'y a pas de ministres étrangers, on vote à la majorité simple et non pas à la majorité qualifiée.

Et d'après ce point de vue on peut en outre — et c'est ce qui compte surtout — voir quel est le véritable élément de division entre le général de Gaulle et ses adversaires. Là où il existe une confédération il n'y a pas de politique de la confédération (il y manque le pouvoir, il ne peut donc pas y avoir de politique), mais il y a simplement une convergence des politiques des Etats. Les contrastes les plus graves ne concernent donc pas la structure même de la confédération — qui est en réalité une superstructure — mais la politique, et en particulier la politique étrangère, des Etats. Or, en Europe, la base de la politique extérieure telle que les Etats l'ont conduite de 1948 à nos jours, est en train de changer. Et c'est justement l'unité de fait — avec sa vitalité économique — jointe à l'impossibilité pour les U.S.A. de tenir de façon efficace leur immense front politique-militaire-économique, qui a altéré, par rapport à 1948, la balance de pouvoir entre les U.S.A. et l'Europe (à l'avantage de cette dernière).

Ceci explique pourquoi est en train de se former une tendance à modifier ces aspects du Pacte Atlantique qui sanctionnaient une sorte de protectorat américain sur les Européens (sans deterrent nucléaire l'Europe serait sans défense, et celui de l'Amérique, qui du même coup a défendu l'Europe et établi le protectorat américain, n'est ni intégré ni intégrable dans l'O.T.A.N. — de telles armes, et des armes à employer de façon si instantanée, ne peuvent certes pas être mises entre les mains du Conseil d'une alliance —). Le général de Gaulle représente cette tendance, plus avancée en France, qui cherche à instaurer une politique étrangère des états européens plus indépendante de l'Amérique. C'est pourquoi, tandis qu'il maintient l'O.T.A.N. en état de crise et qu'il potentialise le deterrent français (commencé par les politiciens de la quatrième République qui l'accusent maintenant de nationalisme parce qu'il le développe), il cherche à étendre l'unité confédérale à la politique extérieure et à la défense, c'est-à-dire à attribuer aux Européens leurs responsabilités dans ce secteur. Le front anti-gaulliste cherche au contraire à poursuivre l'ancienne politique, à aligner encore les Etats européens sur la politique des U.S.A. C'est pourquoi il ne peut pas élargir les compétences de la confédération aux secteurs de la politique extérieure et de la défense, secteurs qui, à son avis, devraient être tacitement couverts, comme par le passé, par la leadership américaine. Tel est le véritable contraste. C'est le contraste entre les hommes qui conservent la mentalité du temps où l'Europe dépendait étroitement de l'Amérique, et un homme

qui, même si c'est à travers le mythe à son déclin de la grandeur française, voit la réalité actuelle.

Ceci dit nous avons parlé de l'Europe du Marché Commun et de l'Europe des Etats, deux étapes sur le chemin — que nous sommes en train de parcourir — de la confédération européenne. Reste la troisième Europe, l'Europe fédérale, que j'ai appelée l'Europe du peuple fédéral européen, pour montrer le pluralisme de son peuple, un peuple de nations qui, sous une forme différente, a déjà existé dans l'Europe de la Chrétienté et dans la République européenne des Lettres. La nécessité de cette Europe est évidente. Le fait que nos nations ne survivront pas longtemps — dans ce monde en formation de grands Etats continentaux (fédéraux ou impériaux) comme les U.S.A. et l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ou la Chine et l'Inde de demain — si elles restent divisées, est déjà une vérité historique. Et c'est une loi inexorable du pouvoir le fait que les confédérations — associations sans pouvoir propre — ne se maintiennent que pendant un temps bref, le temps bref de la convergence labile des raisons d'Etat des Etats-membres.

Cette Europe est donc une raison de vie ou de mort. Et pourtant le « fédérateur », comme l'a constaté le général de Gaulle lui-même, manque encore. Sur l'unification européenne pèse le même destin qui pesa, au siècle dernier, sur l'unification italienne. Il s'agissait d'un problème « simple et terrible », comme le dit Oriani en termes efficaces. Simple, parce qu'il était simple de comprendre que l'Italie était divisée des Etats régionaux, et que seul un Etat italien pouvait l'unifier. Terrible, parce qu'il était terrible pour la classe dirigeante d'envisager une politique — la politique de l'unité de l'Italie — qui comportait la fin des Etats régionaux, qu'elle avait servi. Les modérés surent faire cette politique après de longues hésitations, mais ils y furent sans aucun doute aidés — sinon contraints — par le fouet mazzinien, par l'action d'une petite classe politique révolutionnaire qui se basait plus sur les forces morales et culturelles que sur une situation de pouvoir.

Quelque chose de semblable vaut pour l'unité européenne. Elle est freinée par le fait que l'obstacle se trouve justement là où devrait se trouver le moteur, c'est-à-dire au sein de la classe politique, qui ne peut élargir le cadre de la lutte politique des nations à l'Europe sans mettre en danger, ou bien sans perdre, ses positions de pouvoir. Le problème ne sera donc résolu que si les fédéralistes savent manier à l'avenir le fouet fédéraliste — jusqu'à maintenant ils n'y ont pas réussi — et si les forces culturelles et morales, surmontant le scepticisme qui les tient actuellement éloignées de toute politique idéale et à longue échéance, soutiennent ce fouet fédéraliste.

TROIS CONGRES (MAIS AUCUNE IDEE...)

D'abord les libéraux-démocrates, à Düsseldorf, puis les sociaux-démocrates à Cologne et enfin les démocrates-chrétiens à Dortmund, ont tenu leur congrès annuel. Le fait que ces trois congrès se soient tenus, l'un près de l'autre, dans l'étroit triangle formé par le confluent des vallées du Rhin et de la Ruhr s'explique si l'on pense à l'imminence des élections pour le renouvellement du Parlement du Land Nordrhein-Westfalen, le Land le plus peuplé et le plus riche de l'Allemagne Occidentale. Raison de plus pour que soient faussées les discussions des congrès insérées de façon inopportune dans la campagne électorale. Quoi qu'il en soit, il semble que de discussions on n'en ait guère faites, du moins au cours des congrès de la FDP et de la SPD si le secrétaire de la FDP Erich Mende lui-même affirma que « ce n'est que dans des cas exceptionnels que la discussion est l'essentiel dans les congrès des partis ».

Il convient d'examiner en premier lieu le congrès des sociaux-démocrates lesquels, du moins en théorie, devraient être ceux qui ont plus que les autres quelque chose de nouveau à dire, du fait qu'ils ne font pas partie du gouvernement. Que les sociaux-démocrates sont exclus du gouvernement, du moins du gouvernement fédéral, c'est un fait connu, mais dire que pour cette raison il sont à l'opposition, signifierait bouleverser le sens habituel des mots. Si l'on entend par opposition le simple fait d'aspirer au pouvoir que d'autres détiennent, alors nous sommes tous d'accord, les sociaux-démocrates sont à l'opposition, mais si par opposition l'on entend également la volonté d'imposer une politique qui s'oppose à celle de ceux qui détiennent le pouvoir, il ne subsiste aucun doute, les sociaux-démocrates ne le veulent pas. Il semble au contraire que ce parti ait adopté solidement le slogan de la CDU: Keine Experimente (aucune expérience). « Die Zeit » écrit (25 mai 1962): « la chose la plus importante pour la direction de la SPD semble être de faire en sorte que ce parti ne se différencie pas des autres » et conclut: « la SPD offre des hommes nouveaux et c'est tout ».

Il y a d'ailleurs pas mal de temps que ce processus d'anti-différenciation a commencé. En novembre 1959, le congrès du parti renia son origine marxiste dans le programme de Bad-Godesberg et élabora la doctrine de la Sozialistische Marktwirtschaft, c'est-à-dire l'économie de marché socialiste (1), en mars 1960, il enterra le Deutschlandplan, plan pour la réunification de

(1) Cfr. GEORGES GORIELY, *Su un nuovo programma social-democratico*, II Federalista, II^e année, fascicule 4, juillet 1960.

l'Allemagne, en juillet, la même année, il répudia le neutralisme et affirma sa fidélité à l'OTAN. Maintenant le chemin a été parcouru jusqu'au bout, le programme social de la SPD pourrait être souscrit sans hésitation par n'importe quel représentant de la gauche de la CDU. Aussi le congrès a-t-il même eu le temps de discuter pour savoir si les sociaux-démocrates doivent continuer à se donner entre eux le titre de « Genosse » (compagnon), et Ollenhauer a conclu que, bien que lui-même soit favorable au maintien de la « tradition socialiste », chacun a le droit de s'adresser à ses collègues comme bon lui semble.

Le congrès de la SPD n'avait-il donc vraiment rien d'autre à discuter? Peut-être que si, mais alors il aurait couru le risque de se différencier de la CDU et d'Adenauer, et aujourd'hui, en Allemagne, seuls ceux qui se montrent les continuateurs les plus fidèles de la politique du vieil homme d'Etat rhénan peuvent aspirer à sa succession, et les sociaux-démocrates savent bien que sans Adenauer, non seulement la CDU n'atteindra plus la majorité absolue, mais qu'elle s'affaiblira progressivement. C'est pourquoi ils répètent aujourd'hui (que l'on pense au discours de Willy Brandt au congrès) ce qu'Adenauer a toujours dit, et qu'ils vont même au-delà, faisant preuve d'un zèle particulier pour s'adapter à la politique kennédienne du « discuter sur des positions de force ». Ils précisent ainsi leurs dispositions de cœur à entrer dans un gouvernement CDU-SPD qui soit plus capable de s'insérer dans le nouveau courant de la politique occidentale qui doit rétablir la leadership américaine en Europe avec la nouvelle idéologie de l'internationalisme démocratique. Peut-être se prépare-t-il en Allemagne aussi une « ouverture à gauche ».

Le nouveau courant représenté par Brandt et Ollenhauer s'est facilement imposé au parti; l'opposition de gauche, autrefois modeste mais combative ne s'est presque pas fait entendre au congrès de Cologne, et, même si l'on sent un certain mécontentement au sein du parti, ce mécontentement ne s'est pas cristallisé en des positions intérieures. La vieille aile, provenant du parti communiste, (mis hors la loi, comme chacun sait, par la constitution) s'est presque désagrégée; les groupes dissidents d'étudiants (les groupes de la revue « Konkret » de Hambourg, et des groupes analogues de Francfort, qui avaient pris position en faveur de la reconnaissance de la DDR) ont été en fait expulsés du parti et ont conflué en un regroupement pacifiste, la Deutsche Friedens Union. Le parti d'opposition de la République Fédérale est un parti sans opposition.

C'est paradoxal, mais ce que nous venons de dire à propos du parti social-démocratique, nous pouvons le répéter plus ou moins à propos du parti libéral-démocratique. (Tous les partis

allemands d'une certaine importance portent la démocratie dans leur nom même, mais où est la démocratie s'il n'existe pas de dialectique entre le gouvernement et l'opposition?). Les libéraux affichent eux-aussi le même zèle pour faire oublier un passé anti-atlantique et anti-européen, le même alignement, plus ou moins marqué, sur la ligne du néo-atlantisme, la même confusion d'idées sur les questions les plus brûlantes (réunification, armement de la Bundeswehr, etc...), quelque modeste polémique sur la politique économique et sociale du ministre Erhard (« trop dirigiste », d'après les libéraux), et surtout le silence des oppositions intérieures, autrefois si combatives. Erich Mende a vaincu tranquillement (avec un congrès bien dosé et bien organisé, au programme duquel bien peu de temps avait été prévu pour la discussion, en des termes tantôt aimables, tantôt cinglants à l'égard du plus grand parti de coalition), la tentative de consolider sa propre position au gouvernement. « Die Zeit » écrivait ironiquement au lendemain du congrès (1er juin 1962): « seule la passion politique du délégué Gross de Hambourg avait été assez vive pour le pousser jusqu'à critiquer la direction du parti ».

Le tableau se modifie légèrement, mais pas beaucoup, pour le congrès de la CDU, de Dortmund. Le parti d'Adenauer est en déclin. 10% des voix perdues aux élections fédérales de cet automne en sont seulement le symptôme le plus apparent. Les raisons de ce déclin son multiples, elles vont des raisons d'ordre général (l'usure inévitable d'un parti au gouvernement dans une démocratie inefficace), à des raisons d'ordre particulier. Parmi ces dernières, mais non en dernier lieu, le fait que la CDU est et a été « le parti d'Adenauer » (comme, toutes proportions gardées, la DC avait été « le parti de De Gasperi »), c'est-à-dire le parti d'un homme qui, à bien des points de vue, et non à tort, est considéré comme un chef selon la Grâce. Le déclin de la leadership d'Adenauer, sa prochaine et inévitable disparition de la scène politique allemande, ont libéré au sein du parti la course effrénée des ambitions en vue de sa succession. Toutefois son parti n'offre pas à Adenauer une véritable alternative. En face de cet homme qui, à raison, peut regarder de haut, avec un certain mépris, les dii minores de son parti, et dont la stature politique se dresse sans aucun doute au-dessus de celle des autres (même pour ceux qui, comme nous fédéralistes, connaissent les très graves limites de son oeuvre de reconstruc-teur involontaire d'un passé déjà irrévocablement démoli par l'histoire), en face de cet homme donc, la scène politique allemande ne présente pas d'autre alternative que celle de poursuivre avec de moins en moins d'imagination, la voie qu'il a entreprise. Le congrès de la CDU s'est tenu dans cette situation dont beaucoup, sinon tous, sentaient plus ou

moins consciemment la portée. Comment les démocrates-chrétiens ont-ils répondu à la situation, les faits le diront; quoi qu'il en soit il est facile de prophétiser que la réponse n'aura pas été adéquate.

Toutefois, si aux congrès de la FDP et de la SPD, il n'y a pas eu de discussion, le congrès de la CDU, (mais il fallait s'y attendre), a été plus animé. Non sans difficultés (de la part d'Adenauer et de ceux qui dans son parti son encore sous l'influence de sa forte personnalité), a été approuvé un timide projet de réforme de la structure intérieure du parti et des rapports du parti avec le parlement et avec le gouvernement, rapports qui, à mesure que le temps passait, étaient devenus de plus en plus confus. Cette réforme a porté à une position de grande responsabilité dans le parti l'un des « concurrents », le ministre de l'intérieur de la Rhénanie-Westphalie, Hermann Josef Dufhues.

La discussion a également été vive au sujet de la politique extérieure et économique. A la position d'Adenauer et de l'ex-ministre des Affaires étrangères Von Brentano, qui réclamaient le maximum d'intransigeance envers les soviétiques, une amitié stable à l'égard de la France, la prudence quant à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, se sont opposées d'une part les positions de la vieille garde qui n'a pas encore fini de pleurer la disparition de Dulles et qui souhaite un retour à la guerre froide, et d'autre part la position de Schroeder, ministre actuel des Affaires étrangères, et « concurrent » coté là aussi à la succession, qui s'aligne fidèlement au nouveau cours de la politique des USA, et qui est favorable (bien qu'avec une prudence sybilline) à la politique dite d'intégration (ou « Europe des mots », comme l'a définie de Gaulle) ne fermant la porte ni à la grande Bretagne, ni à l'Europe des patries. L'opposition a été particulièrement vive lorsque Schroeder a dit que « l'on doit poursuivre sa propre politique dans les limites qui lui sont imposées ». Il à été répondu à ces paroles que « toute politique a les limites qu'elle veut bien s'imposer à elle-même ». Ce mot d'esprit s'explique tout seul. Mis à part ce qui a été dit sur la politique sociale et économique et qui nous semble d'un intérêt moins immédiat, (mais qui met en lumière la grande popularité dont jouit encore Erhard au sein du parti), il ne semble pas que les divergences aient donné lieu à la formation de fronts à l'intérieur du parti dont le dynamisme apparent, loin d'être déterminé par différentes alternatives possibles, n'est dû qu'à la course au pouvoir des différents « califes » en lice. Donc, même le parti démocrate-chrétien ne présente pas d'oppositions. Le tableau politique de l'Allemagne actuelle est, comme on le voit, des plus singuliers: il y a une opposition qui n'est pas une

véritable opposition, chaque parti se présente vers l'extérieur compact et plus ou moins monolithique. L'unité des Allemands occidentaux est donc un fait accompli, le bloc est compact comme le fut l'ancienne Prusse.

Mais cette unité couvre le vide. La scène mondiale actuelle est bien différente de celle qui a vu naître la République Fédérale, cependant, l'Allemagne y est encore au centre parce que, qu'on le veuille ou non, l'équilibre mondial passe par l'Allemagne divisée. Dans cette situation la République Fédérale se trouve en face de l'inamovibilité de la frontière de l'Oder-Neisse, de l'existence de la DDR (c'est-à-dire d'un Etat qui, tout dégoûtant et immoral qu'il est, est tout de même un Etat), de la nécessité de trouver un accord qui maintienne la liberté des Berlinois, qui ne fasse pas renaître de dangereuses espérances de refaire de Berlin la capitale d'une Allemagne réunifiée, du problème du désarmement auquel est lié celui de l'armement atomique de l'OTAN ou de la Bundeswehr ou d'aucune d'entre elles, de la crise de l'alliance atlantique, de l'ensablement désormais définitif de toute politique d'unité européenne, de l'inquiétude qui règne dans l'armée, du réveil inquiétant, dans le sous-bois de la politique, d'attitudes typiquement nazistes. Que ceux qui cherchent une réponse à ces problèmes ne lisent pas les comptes-rendus des congrès des partis allemands. La classe politique allemande est désarmée et irresponsable.

Il est bien vrai que la revendication de l'unité en tant que premier devoir de la politique de la République Fédérale se répète désormais par habitude et avec de moins en moins de conviction, mais les réunions irrédentistes avec la participation et l'encouragement du gouvernement se répètent continuellement. Le ministre Von Merkatz, devant les 400.000 sudètes réunis à Francfort (ce chiffre est donné par le « Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 10 juin 1962) a dit: « votre cause est la nôtre, votre peine est notre peine, parce que le droit du peuple allemand à l'auto-détermination est indivisible ». Le ministre Seebom a tenu un discours analogue devant 100.000 réfugiés de la Poméranie réunis à Cologne. Que valent alors les expressions d'Adenauer, si loin par vocation intime et par formation de tout nationalisme verbal (et c'est ce qui le différencie le plus de de Gaulle), devant les délégués de son parti, quand il a affirmé que « pour lui les problèmes de la Zone (lisez DDR) sont avant tout des problèmes d'humanité, non pas des problèmes de politique et encore moins de politique nationale »? (F.A.Z. 4 juin 1962).

Le vide d'alternatives, de pensées, de réflexions, est donc immense et le tableau, idyllique en surface seulement, fourni par la classe politique allemande, n'arrive pas à dissiper les nuages. C'est le calme qui précède la tempête. Amère considération.

En conclusion au congrès de la social-démocratie, Ollenhauer, se rendant peut-être compte de la médiocrité du travail accompli, a dit: « tous les congrès de parti ne peuvent pas écrire une page d'histoire ». Aucun parti national n'écrit plus de page d'histoire, le cours des événements a complètement échappé à leur contrôle.

a.c.

A PROPOS D'« ETATS GENERAUX »

Nous avons souvent affirmé que des organisations « para-fédéralistes » et, comme on le dirait en italien, fiancheggiatrici (telles l'« Association Européenne des Enseignants » et sa « Journée européenne de l'école », ou l'« Association des Communes de l'Europe ») ne pourraient apporter une contribution appréciable à la cause de l'unité européenne que dans la mesure où il existerait un Mouvement Fédéraliste fort, et avec une précise et efficace ligne politique, capable donc de les contrôler et de les influencer d'une façon décisive.

Les organisations para-communistes ont un sens et connaissent, ou ont connu, des succès (tels les « Partisans de la Paix », aujourd'hui substitués par les « marcheurs de la paix », par les « unilatéralistes » et en général par l'armée innombrable des imbécils dont le miracle économique a fait encore augmenter la production), car derrière elles et au dessus d'elles, il y a une politique « marxiste-leniniste » (ou plutôt la politique étrangère de l'Union Soviétique). Dans ce cadre, même les fêtes dansantes de L'Unità, que l'on organise en Italie, ou d'autres manifestations folkloriques analogues, ont une signification et atteignent leur but. Mais elles resteraient toutes des manifestations folkloriques, sans conséquences politiques, s'il n'y avait pas le « parti » qui les canalise et les exploite.

Or tel est malheureusement le cas, au contraire, pour les organisations « folkloriques » européennes, comme celles que nous avons mentionnée plus haut. Le Congrès international des Communes de l'Europe de Vienne du mois d'avril (ou « Etats généraux des pouvoirs locaux d'Europe », comme on les appelle avec le langage typique de l'Europe officielle — lucus a non lucendo — , où moins l'on compte, plus l'on fait semblant de compter) a confirmé ces réflexions mélancholiques, que seul un observateur superficiel pourrait juger trop sévères. L'Asso-

ciation pourrait théoriquement s'acheminer sur deux voies (en réalité en strict rapport d'interdépendance et qu'il serait souhaitable de parcourir conjointement): ou bien se battre énergiquement pour une décentralisation réelle et profonde; ou bien, comme moyen à cette fin, faire propres les revendications politiques des fédéralistes, à commencer par la Constituante. Mais dans l'un cas comme dans l'autre elle devrait mener une lutte intransigeante contre les pouvoirs nationaux: ce qu'est radicalement impossible, du fait que les forces politiques qui la dominent sont ces mêmes partis nationaux qui ont aussi la majorité dans les parlements des différents pays, et qui en contrôlent les gouvernements. Voilà pourquoi l'Association a choisi pour elle le rôle beaucoup plus commode d'applaudir et de se réjouir de tout, ou de presque tout, et même — atteignant les sommets du comique — du fait « que la contribution que les " Etats Généraux " apportent à la cause des Etats-Unis d'Europe est d'ores et déjà déterminante pour le succès de cette grande entreprise » (dans la résolution « politique » approuvée justement à Vienne). Aux Communes de l'Europe on peut même prévoir l'avenir.

C'est ainsi que l'Association s'insère harmonieusement et sans résidus dans cette fonction que nous avons depuis longtemps dénoncée comme la raison d'être véritable de l'Europe officielle et communautaire: celle de faire croire que l'on fait quelque chose, que l'« Europe est en marche », pour détourner la pression spontanée de l'« européanisme diffus » et pour mieux conserver par là les immobilismes nationaux. Et c'est ainsi que l'Association des Communes de l'Europe se transforme dans une simple grain de cet « opium du peuple européen » que la pipe de l'opinion publique continue, hélas, à fumer sans soupçons. On pourrait donc affirmer, en paraphrasant Eluard, que l'Europe aussi est une pipe. Et quelle pipe! En l'allumant, il est possible à plusieurs — justement comme à Eluard avec sa pipe poétique — non seulement de s'amuser sans effort en se moquant des autres, mais aussi d'en retirer un profit personnel. Que veut-on de mieux?

a.c.b.

Les livres

THE INSTITUTE FOR STUDIES IN FEDERALISM, *Essays in Federalism*, Claremont Men's College, 1961, 220 p.

L'ordre constitutionnel substantiel des Etats-Unis d'Amérique a subi des changements profonds depuis l'époque de leur fondation jusqu'à nos jours, mais le changement qui est peut-être le plus grave et le plus net est celui qui intéresse directement leur structure fédérale. Tandis que trente ans après Philadelphie, le juge Story éprouvait encore le besoin d'affirmer que l'Union était un véritable Etat, aujourd'hui on en est arrivé à l'extrême opposé et de fait, sinon encore de nom, les Etats fédérés sont en train de perdre peu à peu leur physionomie d'Etats. Leurs compétences nominales se réduisent continuellement et leurs compétences effectives se réduisent encore davantage.

Le *trend* qui culmine avec la centralisation actuelle commença au début de notre siècle et procéda à une allure de plus en plus rapide avec trois pointes qui coïncident avec les deux guerres mondiales et avec le *New Deal*.

Deux causes fondamentales ont déterminé ce processus de concentration. La première est constituée par le débordement de l'économie (tout au moins dans ses secteurs en expansion) hors des frontières de chaque Etat, débordement dû au progrès technique, à l'augmentation de la production et des dimensions des entreprises qui en est la conséquence, et à l'amélioration des moyens de communication. Les Etats ne se trouvèrent plus en mesure d'exercer sur l'économie le contrôle qu'ils pouvaient exercer sur elle au siècle précédent; et comme il devait subsister forcément un certain degré de contrôle, et que ce contrôle devenait même de plus en plus nécessaire, les compétences relatives furent progressivement transférées au gouvernement de Washington.

Mais une poussée de ce genre n'aurait certes pas suffi, à elle seule, à produire une situation telle que la situation actuelle.

Une fédération fondée actuellement dans une zone économiquement avancée, même si n'intervenaient pas d'autres facteurs que ceux concernant la nature des rapports de production, devrait sans aucun doute avoir plus de pouvoirs au centre, dans le domaine économique, que n'en avait la Fédération Américaine, au cours des 130 premières années de son existence. Mais les Etats, même si le progrès technique les privait (comme il le ferait inévitablement) de presque toutes les possibilités de contrôler l'économie, conserveraient également dans de nombreux autres domaines (écoles, droit privé et pénal, radio, télévision, etc...) une importance considérable. Et comme l'importance objective d'une institution politique attire l'approbation et le loyalisme des citoyens, et que approbation et loyalisme signifient pouvoir, on peut en conclure que la seule donnée des dimensions du marché n'explique qu'en partie la perte de pouvoir presque totale des Etats-membres de la Fédération Américaine.

En fait on ne peut pas comprendre la situation actuelle des Etats-Unis, si l'on ne tient compte de la donnée que constitue la tension internationale. Dans notre siècle, en raison du passage progressif du système européen au système mondial des Etats, (avec la révolution dans les armements et dans les moyens de communication, due au progrès technique) les Etats-Unis ont perdu le caractère d'île politique qui leur avait permis de ne presque pas avoir de politique extérieure et de politique de défense jusqu'à l'explosion de la première guerre mondiale. Aujourd'hui en particulier, tant pour le gouvernement de Washington que pour les gouvernements des Etats et que pour les citoyens eux-mêmes, lesquels par leur loyalisme et leur appui donnent la victoire au pouvoir central ou à ceux des Etats, le problème fondamental est celui de la défense, et il a la priorité sur tous les autres parce qu'une guerre éventuelle détruirait toute réalisation, rendrait vain tout projet.

Et la défense constitue justement le premier devoir du pouvoir central, c'est pourquoi l'importance énorme qu'a assumé ce problème accentue dans la même mesure l'importance, donc le pouvoir, des organismes qui en sont chargés.

Tels sont les facteurs qui sont en train de pousser les Etats-Unis à assumer la structure classique de l'Etat centralisé, avec une caste militaire de plus en plus importante et un appareil bureaucratique complexe et lourd.

L'essai de Harold F. MacClelland ayant pour titre *Financing Decentralisation* contenu dans le volume de *The Institute for Studies in Federalism* que nous prenons ici en considération, s'occupe justement de la diminution progressive de l'autonomie des Etats-membres de la Fédération Américaine et en général des organisations locales, considérée sous le point de vue particulier

de l'autonomie financière, des conséquences de ce *trend* sur le plan politique et des moyens les plus efficaces pour arrêter ce processus.

La perte de l'autonomie financière de la part des Etats et des organismes locaux dans les Etats-Unis, est l'un des signes les plus évidents de l'invololution en cours, et elle assume des proportions de jour en jour plus inquiétantes. La forme typique sous laquelle se manifeste l'ingérence fédérale croissante, dans les affaires des Etats-membres et des organismes locaux, est celle des *grants-in-aid*, subventions que le gouvernement central accorde aux Etats pour subvenir à leurs nécessités financières, étant donné que leurs entrées normales sont tout-à-fait insuffisantes à couvrir leurs besoins.

Il s'agit d'un système de financement qui implique de très graves conséquences politiques, du fait que la concession de cette aide est subordonnée à l'exécution d'un plan de dépenses publiques établi par les départements compétents du gouvernement de Washington qui, à travers des fonctionnaires à lui, en surveille la réalisation. Le perte de l'autonomie financière signifie donc du même coup la perte de l'autonomie politique, car un nombre de décisions de plus en plus élevé est enlevé à la compétence des Etats et des organisations locales qui se transforment peu à peu en circonscriptions administratives du gouvernement central.

En ce qui concerne les remèdes, McClelland reconnaît qu'il est impossible de rééquilibrer les bilans des Etats et des organismes locaux tant en faisant appel à une diminution des dépenses qu'en cherchant à augmenter les entrées: il voit seulement une possibilité d'atténuer les conséquences politiques d'un état de choses financier qu'il considère comme substantiellement impossible à modifier: l'adoption des *block grants*, c'est-à-dire la concession de subsides financiers dont l'emploi ne soit pas soumis à des engagements, ou ne le soit que dans ses grandes lignes.

L'essai de McClelland a certains mérites dont le principal est celui de reconnaître de façon lucide la décadence du fédéralisme dans les Etats-Unis, phénomène que la plupart des Américains compétents ne voit pas ou refuse de voir sous sa juste lumière encore aujourd'hui. Mais l'essai en question se révèle limité: il n'identifie pas les causes profondes de la perte d'importance, donc d'autonomie, des Etats et il n'est par conséquent en mesure de suggérer que des remèdes interlocutoires dont il reconnaît d'ailleurs lui-même qu'ils sont impuissants à arrêter le *trend* en cours. En effet il est illusoire d'espérer éliminer les conséquences politiques de la perte d'autonomie financière des Etats, si l'on n'élimine pas cette perte même, et l'on ne peut

espérer restituer aux Etats leur autonomie financière sans agir sur les causes profondes qui l'ont déterminée.

Le volume de l'*Institute for Studies in Federalism* contient également des essais de George C. Benson, de Martin Diamond, de William S. Stokes et de Procter Thomson, qui ne vont toutefois pas au-delà de purs exercices académiques.

f. r.

CLUB JEAN MOULIN, *L'Etat et le citoyen*, Editions du Seuil, Paris, 1961.

Cet ouvrage manque d'originalité (sa conception générale est, au fond, celle du *welfare state* qui avait déjà été définie avant et mieux par d'autres auteurs); et les phrases dignes de Monsieur de la Palisse y abondent. C'est pour cela d'ailleurs que nous renonçons à en donner une analyse détaillée.

Mais finalement, on ne peut pas nier la valeur positive de ce livre et surtout de certaines de ses parties (signalons particulièrement les pages consacrées aux problèmes de l'éducation, et qui montrent combien notre société est encore peu « démocratique »; celles sur la « démythisation » et la décadence des idéologies et des partis: pp. 12-14, 164-181, etc.).

Toutefois, le cadre dans lequel l'on cherche à repenser une nouvelle démocratie reste strictement, exclusivement, mesquinement national. L'exemple peut-être plus frappant dans ce sens se trouve dans les pages consacrées à prouver la nécessité — dont nous sommes aussi convaincus — d'une planification économique (pp. 354-369). Les auteurs montrent n'avoir le moindre soupçon que dans le cadre du Marché Commun — et, plus en général, dans un monde de plus en plus interdépendant surtout au point de vue économique — une planification nationale réelle est désormais impossible: à moins, bien entendu, qu'on ne veuille faire un effort pénible, inutile et dans une large mesure « contre-productif » d'autarchie.

Certes, les auteurs n'ignorent pas radicalement le problème (« L'Etat 1960 — disent-ils par exemple à la p. 25 — assume tous ces rôles, mais dans le cadre d'une société internationale qui limite singulièrement ses pouvoirs »). Mais ils ne savent en tirer aucune conséquence pratique, ni aucune adaptation de leur conception.

Ici la contradiction entre les buts et les moyens, entre les velléités et les possibilités réelles est tellement évidente, que nous jugeons superflu d'y insister davantage.

Mais encore plus étonnant est le « vide d'idées » que les « moulinistes » montrent quand ils affrontent plus directement

le problème des rapports de l'Etat moderne avec la société internationale qui l'entoure.

Si nous considérons, par exemple, le domaine militaire (pp. 71-79; 307-321), nous voyons tout de suite que le fait que les auteurs, comme nous le disions tout-à-l'heure, n'ignorent pas radicalement le problème (« l'indépendance militaire est devenue à la fois une illusion et un anachronisme », p. 71), ne signifie nullement qu'ils aient conscience, ne fût-ce qu'embryonnaire, des profondes « mutations » que cela devrait impliquer dans les conceptions de la sécurité. A leur avis, tout juste comme au XIXème siècle « la sécurité ne peut être assurée que dans le cadre de pactes internationaux de défense mutuelle » (*ibid.*).

Quel conservateur, même le plus borné, ne souscrirait pas sans réserves à une affirmation si peu révolutionnaire?

Inutile de dire que les « moulinistes » donnent une interprétation purement nationale de la « crise de l'armée ». Certes, on ne peut ne pas être d'accord avec eux lorsqu'ils déclarent que dans le domaine militaire, « il faut affirmer l'unité des responsabilités au niveau du pouvoir politique, les dispositions militaires ne constituant qu'un aspect de l'action gouvernementale » (p. 77).

Mais ici encore, l'affirmation énergique des buts à atteindre n'est d'aucune utilité pratique, si l'on n'indique avec une égale clarté les moyens qui seuls peuvent consentir, concrètement, la réalisation de ces objectifs. L'« unité » dont nos auteurs nous parlent implique un exécutif fort: et aujourd'hui il ne peut plus y avoir d'exécutif à la fois fort et démocratique au niveau national. A ce niveau « la tentation de l'armée de remplacer le pouvoir, de donner au pays une pensée, sinon une philosophie politique dont, sous la pseudo-rigidité, l'incohérence fondamentale » peut mener aux pires « catastrophes » (p. 78) est presque inévitable. Le fait que le Club Jean Moulin l'ignore ne peut rien changer à la vérité de cette constatation. Et le problème serait facile, s'il pouvait être résolu — comme ses membres le pensent sérieusement — seulement en donnant aux officiers des cours sur la démocratie (p. 316), en améliorant les casernes, en rendant moins « déprimante » la vie de garnison (p. 320).

Il en est de même pour la politique de la défense que notre « Club » préconise. Ici encore, il entrevoit, d'une façon plus ou moins vague, certaines vérités (« la solution du problème "force de dissuasion" n'est pas à notre portée », p. 309; il en est dans une large mesure de même pour l'armement classique, car « les armes perfectionnées se périment cinq ans après leur mise en service. Parallèlement, leur prix devient de plus en plus élevé », p. 311). Mais ces intuitions momentanées restent une fois de plus sans conséquences: les « moulinistes » continuent à rêver d'une

« France soucieuse de développer sa force sans renier l'idéal démocratique qu'elle s'est forgée » (p. 315).

Ici encore, la perspicacité d'un certain nombre de solutions techniques que le Club propose, ne peut pas corriger la fausseté de la base, des fondements mêmes de cette conception.

Pour nous en rendre compte définitivement, nous n'avons qu'à feuilleter le chapitre sur « L'Etat et la société internationale » (p. 88-94), qui est un véritable « lieu géométrique » des affirmations dignes de Monsieur de la Palisse dont nous parlions au début.

En voilà une: « Un Etat moderne, quel que soit son propre niveau de vie, est contraint de prendre position à l'égard des grands courants économiques de la société internationale, de choisir une attitude sur l'aide aux pays sous-développés, l'intégration régionale et les relations avec les régimes économiques différents du sien. Sa stabilité, sa prospérité, sa survie parfois dépendent des solutions qu'il apporte ou contribue à apporter à ces problèmes » (p. 92).

En voilà une deuxième: « La réponse à donner à cette interdépendance pourrait être militaire, soit par le surarmement de chaque Etat, soit par le désarmement international contrôlé; politique, avec la constitution ou l'organisation d'une autorité supranationale. Mais rien ne se fera sans répercussions directes sur les structures internes de chaque Etat » (p. 91).

Et ainsi de suite.

Le seule chose qui manque est une indication quelconque sur ce que les auteurs pensent à propos de ces différentes options, que pourtant ils nous présentent eux-mêmes.

Mais un coup d'oeil au chapitre qui termine l'ouvrage (« S'il faut une conclusion, celle-ci », pp. 407-410) servira à nous éclairer.

« Et pourtant, à travers cette histoire mouvementée, nous n'avons pas cessé d'être dans le concert des peuples une nation irremplaçable. L'O.N.U. nous désapprouve, mais nos amis sont légions dans le monde entier. Ce qu'ils nous demandent, c'est, au coeur de cet univers bouillonnant, de redevenir un modèle (...). La vieille Europe malmenée, insultée et sanglante reste un phare prestigieux qui attire encore les regards. Au coeur de ce continent, il y a encore la France. C'est à dire un pays qui n'est lui-même que dans la mesure où il récapitule en son sein les contradictions les plus aiguës, où il réussit à les dépasser dans un permanent effort sur soi » (p. 408).

L'Europe, en conclusion, reste le nombril du monde. La France - ça va sans dire — est, comme toujours, le nombril de l'Europe. Et le Club Jean Moulin — on s'en doutait — est le nombril de la France.

Nous en savons désormais assez. Encore une fois, ces belles

phrases — qui constituent, dans l'intention des auteurs, la conclusion et l'âme de tout l'ouvrage et donnent la synthèse de l'esprit qui inspire ses auteurs — bien loin d'avoir quelque chose de typiquement « mouliniste » sont empreintes de ce nationalisme borné et grincheux qui n'est même pas celui du général de Gaulle (une telle comparaison leur ferait trop d'honneur), mais bien celui que nous avons entendu maintes fois dans les discours de Michel Debré. Nous n'avons pas besoin que le Club Jean Moulin nous l'apprenne.

S'il faut une conclusion à nous, la voici: la crise de l'Etat national ne pourra trouver de remède réel que dans le dépassement de cette crise dans un cadre fédéral. La gauche française aussi est prisonnière, exactement comme les forces de droite, du mythe pernicieux et anachronique de « la France seule », et elle est pourtant enfermée comme celles-ci dans un cul-de-sac sans issue, quelle que soit la sagesse des solutions partielles qu'elle propose — solutions que souvent nous partageons — mais qui, sans le cadre fédéral adéquat qui seul permettrait de dépasser la sclérose et l'immobilisme auxquels sont désormais nécessairement vouées les structures nationales, restent des velléités et, comme le diraient les Allemands, *schweben in der Luft*.

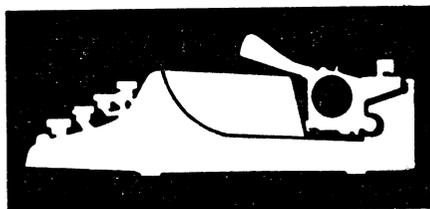
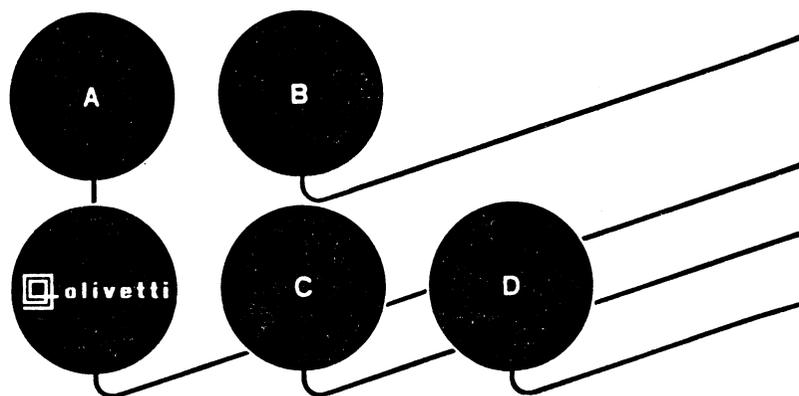
a.c.b.

Olivetti Lettera 22

PROVARE UNA PORTATILE VUOL DIRE

osservarne le dimensioni e il peso
saggiare la scorrevolezza del carrello
sentire come scattano i suoi tasti
contare il numero dei suoi servizi
assicurarsi se è robusta o no
analizzare la chiarezza dei segni
verificare l'allineamento delle righe
controllare se scrive anche inclinata
guardare se le copie sono nitide
sperimentare tutti i suoi comandi
vedere se entra ed esce facilmente
dalla sua valigetta, **domandare**
quanto costa - e alla fine

ACQUISTARE UNA LETTERA 22



Prezzo lire **42.000** + I.G.E.



MAGNETI MARELLI



TUBI in P. V. C. RIGIDO

per edilizia

acquedotti

irrigazione

industria

lastre SAROLUX

tapparella SARONNO

tuboplastica italiana s.p.a.

Saronno

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -
Scuola Tipografica Figli della Provvidenza - Milano - Spedizione in
abbonamento postale - Gruppo IV.